

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

Essai d'analyse de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques (le PIB, le chômage, et la balance commerciale) ; cas de l'Algérie et de la Tunisie

Préparé par :

- SAOUDI Nesrine
- TEBBACHE Katia

Dirigé par :

- Dr SADI Nour el-Houda

Jury :

Examineur 1 : M^r TARMOUL Rabah

Examineur 2 : M^r KEBEICHE H

Rapporteur : Dr SADI Nour el-Houda

Année universitaire : 2020/2021

Remerciements

Tout d'abord, nous remercions dieu le tout-puissant de nous avoir donné le courage, la santé, la foi et la volonté pour mener à bout ce travail humble.

Nous sommes redevables envers nos familles qui nous ont soutenues sans cesse durant notre cursus.

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance et nos vifs remerciements à notre encadreur M^{me} **SADI Nour El Houda** pour la confiance qu'elle nous a témoignée en acceptant la direction de notre travail. Nous lui sommes reconnaissantes de nous avoir fait bénéficier tout au long de ce travail de sa grande compétence, de sa rigueur intellectuelle, pour ses conseils et son suivi durant notre travail.

*Nous tenons ainsi à exprimer nos reconnaissances à Mr **KACI Saïd** pour ces orientations et ses conseils précieux, ainsi qu'à Mr **TERZI Chokri**, maitre-assistant en Méthodes Quantitatives à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sousse en Tunisie, de nous avoir guidé tout au long de notre réalisation de l'étude empirique.*

Nous manifestons également notre plus grande reconnaissance aux membres du jury qui nous ont fait l'honneur de participer à l'évaluation de ce travail.

Nos sincères gratitudes à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à cette réalisation de ce mémoire.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

*Avant tout, aux êtres les plus chers à mon cœur, mes très chers parents, quoi que je fasse
ou quoi que je dise je ne serai point vous remercier comme il se doit.*

À mes très chers frères et mes chères sœurs : Karim, Mehdi, Nadjet, Kenza, Amel.

À mes neveux et nièces : Nada, Ayoub, Manel, et au nouveau-né Anes

À toute ma famille : que ce soit les SAOUDI ou MERRAS

À tout(es) mes ami(es) : Isma, Kenza, Asma,

À ma binôme : Katia

Nesrine

*C'est avec grand plaisir que je dédie ce modeste travail ceux qui ont attendu avec
impatience les fruits de leur bonne éducation et de leur dévouement : à mes très chers
parents.*

Mes sœurs frangines : Lamia, Fouzia, Lilya et Melissa et mon frère Sofiane.

Mes neveux et nièces : Manis, Badis, Dounia, Cyrine, Amine et Ayoub

À tous les membres de ma famille TEBBACHE et LALAOUI qui m'ont toujours soutenue

À mes merveilleuses et précieuses amies : Asma, Kenza, Manissa et Wissem

À mon binôme aimé : Nesrine

Katia

Liste des abréviations

ALGEX : Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur

ANGEM : Agence National de Gestion du Micro-crédit

ANSEJ : Agence National de Soutien à l'Emploi des Jeunes

BCT : Banque Centrale de Tunisie

BNT : Banque National Tunisie

BM : Banque Mondiale

BTPH : Bâtiment Travaux Publics et Hydrauliques

CAGEX Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie à l'Exportations

CNAC : Caisse National d'Assurance Chômage

HAC : Hétéroscédasticité et Auto corrélation Cohérente

IDE : Investissement Direct à l'étranger

INS : Institut National de la Statistique

INST : Institut National de Statistique Tunisien

ITES : Institut Tunisien des Etudes Stratégiques

MCO : Moindre Carré Ordinaire

MDS : Milliards

ONS : Office National des Statistiques

ONTT : Office National du Tourisme Tunisien

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PIB HH : Produit Intérieur Brut Hors Hydrocarbures

PIB : Produit Intérieur Brut

PSRE : Programme de Soutiens à la Relance Economique

UE : Union Européenne

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| <i>Introduction générale</i> | <i>1</i> |
| <i>CHAPITRE I :Généralités sur la croissance économique, le chômage et labalance commerciale</i> | <i>4</i> |
| Section 1 : La croissance économique | 4 |
| Section 2 : Le chômage..... | 9 |
| Section 3 : La balance commerciale | 12 |
| <i>CHAPITRE II: La situation de quelques agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 en Algérie et en Tunisie</i> | <i>15</i> |
| Section 1 : La situation économique en Algérie | 15 |
| Section 2 : La situation économique en Tunisie | 26 |
| <i>CHAPITRE III: Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale ; en Algérie et en Tunisie</i> | <i>36</i> |
| Section 01 : La situation mondiale face au COVID-19 | 37 |
| Section 02 : L'Algérie face au COVID-19 | 40 |
| Section 03 : La Tunisie face au COVID-19 | 44 |
| <i>CHAPITRE IV: Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie</i> | <i>37</i> |
| Section 1 : Méthodologie de travail | 52 |
| Section 2 : Analyse empirique pour le cas de l'Algérie..... | 53 |
| Section 3 : Analyse empirique pour le cas de la Tunisie | 61 |
| <i>Conclusion générale</i> | <i>72</i> |

Annexes

Bibliographie

Liste des illustrations

Introduction générale

Introduction générale

Depuis plus de quatre-vingts ans, les sociétés contemporaines ont été soumises à plusieurs crises économiques dues aux chocs pétroliers, aux crises financières, crise de Subprime, ... etc. Le monde économique aujourd'hui, est confronté à la pire crise de l'humanité depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une crise économique d'une ampleur nouvelle, séquelle d'une crise sanitaire. En effet, dès la fin 2019, un virus baptisé « COVID-19 » provoqué par le « coronavirus SARS-COV-2 » fait sa première apparition dans la ville de Wuhan, province de Hubei en Chine¹. Une maladie transmissible interhumaine, infecte essentiellement par voie respiratoire directe, par contact physique ou par aérosolisation, pour se transformer à pandémie et s'étendre en l'espace de quelques semaines au reste du monde.

Devant la propagation rapide du virus et l'expansion extrême du nombre de cas et de mortalité dans le monde, des mesures de restrictions sanitaires inédites ont été, planétairement, instaurées afin d'endiguer la diffusion pandémique. Confinement, couvre-feu, distanciation, fermeture des frontières...etc. Ces armes ripostes à double tranchant ont, certes, protégé les populations mais engendré, implacablement, des contrecoups dévastateurs sur le plan macroéconomique. Les activités économiques ont subi un recul historique, les ralentissements des flux commerciaux internationaux dû aux disfonctionnements voire la rupture des chaînes d'approvisionnement mondiale engendrant un repli de la production internationale en provoquant un choc de l'offre. Concomitamment, le comportement de consommation chez les ménages a changé, à cause du confinement, contribuant à la baisse de la demande intérieure, non seulement en matière de consommation mais aussi en matière d'investissement, en plus d'une demande extérieure bridée.

Cette crise s'est donc juxtaposée en double choc d'offre et de demande qui ont eu de lourds poids sur la croissance économique, un impact brusque sur l'emploi et le chômage et des détériorations au niveau des échanges commerciaux.

Presque nul pays n'a été épargné par les effets néfastes du coronavirus. Comme l'ensemble des économies en développement, l'Algérie et la Tunisie se sont retrouvées au bord du gouffre, deux pays dont leurs économies dépendent respectivement des

¹<https://www.futura-sciences.com/sante/definitions/coronavirus-sars-cov-2-18559/> consulté le 12/08/2021.

hydrocarbures et du tourisme. Des secteurs durement touchés par la crise qui s'ajoute à de diverses économies précédentes.

La baisse de la demande extérieure a entraîné une chute spectaculaire des cours du pétrole passant d'environ 66 \$/baril en 2019 à 19 \$/baril en avril 2020². Un coup brusque pour une économie dépendante, intégralement, des hydrocarbures comme l'Algérie. De plus, pour la Tunisie, les restrictions de mobilité furent un choc pour ce pays dépendant des services marchands et du tourisme.

Ces états qui s'ajoutent à des conjonctures politiques, sanitaires et économiques déjà ébranlées dans les deux pays, générant un effet néfaste sur les activités économiques en perturbant la croissance de leur PIB, le recul net de ces exportations et importations avec une augmentation du taux de chômage.

L'actualité et la pertinence de notre thème nous ont poussées à porter notre intérêt dessus, en ajoutant une certaine participation scientifique et pratique aux recherches déjà faites. Ce sujet correspond à notre spécialité « économie quantitative » et porte une contribution particulière dans notre domaine, car nous sommes la première promotion traitant ce sujet, et mis en œuvre des statistiques réelles afin de quantifier l'impact de cette pandémie sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale.

A la lumière du contexte de la situation sanitaire et économique inquiétante, il nous semble captivant de mettre en exergue l'importance des effets qu'a engendrés la COVID-19 sur le plan macroéconomique des deux pays, l'Algérie et la Tunisie. Pour cela nous menons ce modeste travail en essayant de répondre à la question suivante : **Quel est l'impact qu'a eu la crise sanitaire de la COVID-19 sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale en l'Algérie et en Tunisie ?**

Des questions secondaires ont été dérivées de manière spécifique afin d'enrichir et d'approfondir davantage notre problématique :

- Comment était la situation économique de ces deux pays avant l'arrivée de la pandémie ?
- Quels sont les secteurs les plus touchés par la COVID-19 ?
- Les agrégats macroéconomiques furent-ils tous impactés de la même manière ?

²<https://prixdubaril.com/> consulté le 14/08/2021.

Nous nous sommes appuyés sur les hypothèses suivantes afin de bien cerner notre problématique :

- Les économies dépendantes de la rente pétrolière et la rente touristique sont parmi les économies les plus touchées.
- Les agrégats macroéconomiques ne sont pas tous impacté de la même manière dans les deux pays.

Ce travail de recherche, s'inscrit dans une approche méthodologique déductive. Grâce à la recherche bibliographique, nous nous sommes appuyés sur les travaux, articles et revues abordant notre sujet de recherche. Nous avons collecté des données et statistiques des sites de la banque mondiale et des différents instituts nationaux de la statistique tunisienne et algérienne. Nous avons spécifié un modèle, grâce au logiciel Eviews10, afin de modéliser ce phénomène et voir l'impact réel de la COVID sur les différents agrégats.

Ce mémoire est structuré en quatre chapitres. Le premier chapitre traitera les différentes théories de la croissance, du chômage ainsi que certaines généralités sur la balance commerciale. Le deuxième chapitre abordera la situation des trois agrégats en Algérie et en Tunisie avant la crise sanitaire de la COVID-19. Le troisième chapitre analysera l'impact qu'a eu la COVID sur les trois agrégats cités précédemment en Algérie et en Tunisie. Le quatrième chapitre et le dernier est consacré à l'étude empirique ayant pour objet d'estimer l'existence ou non d'un effet de la crise sanitaire et la nature de cet effet sur l'ensemble des agrégats des deux pays.

In fine, une conclusion générale afin de passer en revue les principales idées évoquées, de vérifier nos hypothèses et répondre à notre problématique.

CHAPITRE I :

*Généralités sur la croissance
économique, le chômage et la
balance commerciale*

Introduction

En économie, les agrégats sont des mesures qui synthétisent un phénomène économique en l'estimant, leur importance réside dans l'explication qu'ils amènent et qui reflète la réalité économique du pays ou du territoire. Il est donc important de bien les maîtriser afin de pouvoir adapter les politiques décrétés par les gouvernements pour la santé économique du pays.

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser aux agrégats dont les objectifs sont les politiques structurelles d'un pays soit la croissance économique, le taux de chômage, et l'équilibre extérieur de la balance commerciale. Nous allons expliquer de manière générale les trois concepts cités précédemment, en nous intéressons aux différentes théories qui les ont abordés.

Section 1 : la croissance économique

L'importance de la croissance économique en termes de création de richesse, de prospérité et d'amélioration des niveaux de vie a été et continue d'être l'une des préoccupations majeures de la science économique, politique, et de l'ensemble de la population. La croissance économique représente la fluctuation positive des biens et services sur une période donnée, cette dernière a été traitée par plusieurs théories, et elle est affectée par de nombreux facteurs.

1.1 La théorie sur la croissance économique

La croissance économique est un moteur d'amélioration des conditions de vie de l'humanité, elle tire ses origines de la révolution industrielle anglaise qui a eu lieu aux alentours de 1820³. Dans la littérature économique, elle est souvent associée, comme l'explique François Perroux, à une augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels⁴, en d'autre terme la croissance économique est « un processus quantitatif qui se traduit par l'augmentation, au cours d'une longue période, d'un indicateur représentatif de richesse d'un pays, le plus souvent le produit intérieur brut en volume (PIB), voire le produit national brut (PNB) » (Jean-Marc Huart, croissance et développement) .

³ Thomas B, David de la Croix, « la croissance économique », université Catholique de Louvain, CEBELF. (2015),

⁴ Randrianarivony.N, "Impact De La Dette Extérieure Sur La Croissance Économique : Cas De Madagascar", Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Étude Supérieure Spécialisée (DESS) Option : FINANCE, UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO, 2012-2013, p.10

Il existe plusieurs théories selon les différentes écoles et approches des économistes qui expliquent la croissance. Il y'a tout d'abord l'école classique avec Adam Smith qui met en évidence dans ses « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » (1776), le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de croissance. Cette division du travail se trouve renforcés par la participation du pays au commerce international (théories des avantages absolus). L'optimisme de Smith apparait à travers les traits d'une croissance illimitée (elle dure tant que l'on peut étendre la division du travail et le marché)⁵. Ce scénario optimiste est à l'opposé de Thomas Maltus (1796), qui se montre extrêmement pessimiste quant à la croissance à long terme. Dans son « Essai sur le principe de la population », il considère que la croissance est limitée par la démographie. En effet, la population augmente ce qui engendre un accroissement de la consommation, mais étant donnée la caractéristique limitée des ressources cela conduira à une situation d'insuffisance, l'économiste propose alors un contrôle sur la démographie. Un avis partagé par David Ricardo (1817), en spécifiant que l'augmentation démographique de la population a un impact sur la répartition des revenus ce qui aura comme conséquence la baisse des investissements et donc un déclin de la croissance, Cependant, il préconise qu'en augmentant les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès techniques et en s'ouvrant au commerce international (théorie des avantages comparatifs), il est possible de retarder cette situation économique.

En ce qui concerne l'école keynésienne, les deux économistes Harrod (1939) et Domar (1947), ont tiré deux principales conclusions. D'après eux, rien ne peut garantir l'équilibre de la croissance. En effet, l'investissement a un double effet sur l'offre (l'augmentation de la capacité de production) et sur la demande (acquisition de moyens de production). Dans la situation où l'offre et la demande augmentent corrélativement, la croissance sera équilibrée. En revanche, deux cas sont possibles, une inflation lors d'une demande est supérieure à l'offre, et une déflation si l'inverse. La croissance est déséquilibrée est donc leur première conclusion.

Leur seconde conclusion annonce que les déséquilibres sont cumulatifs. Dans le cas d'une inflation (demande supérieure à l'offre), les entreprises chercheront à étendre leur capacité de production pour satisfaire la demande excédentaire. Cependant, elles créent

⁵ Mr Diemer, la croissance économique, Economie Générale, partie 2 chapitre 4, ECONOMIE – GESTION, IUFM AUVERGNE, p96.

une demande additionnelle par leurs investissements. Les entreprises, dans le cas contraire, tenteront de restreindre leurs dépenses d'investissement, réduisant ainsi la demande. Dans les deux cas, un déséquilibre mineur a le potentiel de devenir plus prononcé avec le temps.

Une autre théorie fut développée par Robert Solow⁶ (1956) un modèle de croissance qui est à la base des modèles contemporains. Alors que le modèle de Harrod-Domar était pessimiste (l'équilibre est difficilement atteignable si on « laisse faire »), celui de Solow est de nature optimiste car il conçoit que la croissance peut être durable et stable. S'inspirant de la théorie néoclassique il suppose plusieurs hypothèses, dont certaines sont : la flexibilité des facteurs de production, les rendements décroissants, les rendements d'échelle constants et le réinvestissement de toute l'épargne, et surtout l'hypothèse de substituabilité des facteurs est particulièrement importante car elle montre que la croissance mène au plein-emploi. Ce modèle est donc en équilibre stable à long-terme, l'économie converge vers un « état stationnaire », où l'activité économique évolue au même rythme que la population.

Pour certain économiste tel que Benicourt et Guerrier (2002), ce modèle repose sur des hypothèses très simplifiées donc cette interprétation est erronée, c'est ce qui a mené à l'apparition de la théorie de la croissance endogène⁷ qui met l'accent sur quatre facteurs qui influencent le taux de croissance économique. À savoir, le capital humain, le capital physique, le capital public et la technologie. Le rythme d'accumulation de ces variables dépend de choix économiques, c'est pour quoi on parle de théories de croissance endogène.

1.2 Les facteurs explicatifs de la croissance économique

Plusieurs facteurs de production sont à l'origine de la création de la richesse, dont les mieux déterminés sont :

1.2.1 Le capital

Ce terme regroupe l'ensemble des actifs financiers et non financiers détenus par les agents économiques à un moment donné. Les premiers comprennent les actifs reproductifs fixes (le logement de ménages, le cheptel des agriculteurs, les machines, des sociétés non

⁶ Projet BaSES, apprentissage des notions de base en sciences économiques et sociales, La croissance et le modèle de Solow, [en ligne]. <https://wp.unil.ch/bases/2013/05/la-croissance-et-le-modele-de-solow/>, page consulté le 15/05/2021.

⁷www.oeconomia.net/private/cours/croissanceendogene.pdf consulté le 16/05/2021.

financiers, etc.) ou circulants (les stocks) d'une part, et les actifs incorporels (les brevets, les logiciels informatiques, le fonds de commerce, etc.) d'autre part, les actifs non financiers constituant le capital physique⁸.

1.2.2 Le capital humain

Le facteur humain indique l'ensemble des compétences acquises par les individus qui valorisent leur efficacité productive. Il fait référence à la quantité de travail utilisé qui dépend de la population active, la durée de travail œuvrée, la quantité de travail et les connaissances accumulées par le travailleur⁹.

1.2.3 Le progrès technique

Le progrès technique représente l'ensemble des innovations mise en œuvre par les entrepreneurs comme ; des nouvelles méthodes de production, de nouveaux procédés de fabrication, de produits nouveaux...etc. Donc c'est l'une des sources fondamentales qui contribuent à croissance de la richesse, en générant les gains de productivité.

1.2.4 Le capital public

D'après R.J Barro, le capital public désigne les aux infrastructures de transport et de communication, généré grâce aux investissements exécutés par l'Etat, autrement dit Le capital public est l'ensemble des moyens de productions détenus par l'État permettant de produire les biens et les services publics.

1.3 Les indicateurs de mesures de la croissance économique

Nous pouvons mesurer la croissance économique par la variation en volume, du produit intérieur brut (PIB) entre deux années consécutives, mais pas que, les économistes peuvent avoir recours à plusieurs autres indicatrices tel que : le PPA, IDH, DD.

1.3.1 Le produit Intérieur Brut (PIB)

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur économique qui permet de quantifier la valeur totale de la « production de richesse » annuelle réalisée par les agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques) résidant à l'intérieur d'un

⁸ AOUMER.A, AOUMER.A.), « *L'impact des fluctuations des prix du pétrol sur la croissance économique des pays exportateurs, Cas de l'Algérie et de la Russie* », mémoire de Master en Sciences Economiques, Option : Economie Appliquée et Ingénierie Financière, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, p.26, (2016-2017).

⁹<https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2010-1-page-160.htm> consulté le 23/04/2021.

territoire au cours d'une période donnée¹⁰. Cette mesure est règlementée à l'international selon des définitions et méthodes établit par l'organisation des nations unies (ONU). Et en effet, il est possible de calculer le PIB selon trois approches :

- L'approche dépenses : qui est une approche qui découle directement de l'équation fondamentale de l'économie « L'offre globale = demande globale », autrement dit, les ressources (PIB + importation) sont égales aux emplois (Consommation + Investissement + Dépenses publiques + Exportation).
- L'approche production : D'après cette approche le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées ; celles produites par les agents économiques, et celles récupérées par l'Etat sous forme de taxes.
- L'approche revenus : cette approche permet le calcul du PIB grâce à la somme des rémunérations brutes des salaires versés par les unités résidentes (revenu du travail) et des excédents bruts d'exploitation des unités résidentes (revenu du capital), auxquels on ajoutera les impôts liés à la production des quels on soustraira les subventions d'exploitation (revenus nets de l'Etat liés à la production)¹¹.

1.3.2 Produit national brut (PNB)

Le produit national brut, fondé sur le critère de la territorialité, mesure la production ou bien la valeur ajoutée produite par les résidents d'un pays, que ce soit sur le territoire.

1.3.3 La parité de pouvoir d'achat (PPA)

Selon l'INSEE, la parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies.

1.4 Limites de la croissance économique

L'indicateur du PIB très utilisé procède certaines limites, tout d'abord l'une des limites récurrentes est le fait que cet indicateur est purement quantitatif, et repose sur des calculs, il ne prend pas en compte le coté qualitatif du pays qui peut être une donnée représentant la réalité du terrain, ceci est aussi dû à la complexité de la croissance qui est

¹⁰ Fiche Repères Produit Intérieur Brut (PIB),[en ligne] <http://www.lafinancepourtous.com> consulté le (24/04/2021).

¹¹ BENHAMID.K, « Essai d'analyses de la relation entre l'assurance et la croissance économique en Algérie », thèse de Magister, science économique, Université de Bejaia, 2014, p 31.

difficile à mesurer. De plus, l'économie procède une dimension beaucoup plus complexe que celle prise en compte par la croissance, en effet il ignore l'économie souterraine ; l'économie domestique, gratuite et non monétaire ; le travail au noir ; la fraude fiscale qui revêtent des caractères illégaux...etc. Par ailleurs, l'économie d'un pays est sans cesse en évolution, l'unité monétaire évolue aussi (inflation, déflation), car il n'y a pas d'étalon monétaire international. Une même quantité de monnaie n'a pas le même pouvoir d'achat d'un pays à l'autre, ce qui rend la comparaison entre pays difficile. Enfin le PIB ignore les externalités négatives de l'économie monétaire (ex : la pollution n'est jamais comptabilisée en négatif dans le PIB).

Section 2 : Le chômage

De nos jours les économies de divers pays font face à l'un des plus graves problèmes socio-économiques ; le chômage, qui est un concept délicat, et qui pourrait à tout moment constituer une menace pour la sécurité et la stabilité économique d'une nation.

D'une manière simple, le chômage désigne la situation d'un individu âgé de plus de 15 ans qui souhaite travailler, mais qui se retrouve sans emploi malgré ses recherches¹².

Sur le plan économique ce dernier est défini comme étant la situation de déséquilibre de l'offre et la demande sur le marché de travail. Du point de vue du bureau international du travail (BIT), une personne ne se considère pas comme chômeur s'il ne remplit pas ces trois conditions : être sans emploi lors de sa période de recherche de travail, montrer l'intérêt de travailler et effectuer des recherches d'emploi, et enfin être disponible pour occuper un poste¹³.

Plusieurs facteurs peuvent engendrer le chômage : il peut être la conséquence d'un déterminant démographique " le déséquilibre entre le taux natalité et de mortalité, les mouvements de migrations...etc. " ou d'un déterminant socioculturel "la durée de la scolarité, l'âge de la retraite, l'activité féminine...etc."

2.1 Les théories sur le chômage

Le concept du chômage a été traité par plusieurs économistes, en effet la théorie classique stipule que le chômage est volontaire, et qu'il est causé par l'inflexibilité des

¹² La Toupie, "Toupictionnaire", le dictionnaire de politique, définition du chômage.

¹³ <https://www.droit-travail-france.fr/assurance-chomage> consulté le 14/05/2021

salaires, qui sont très élevés, et qui affecte négativement la rentabilité des entreprises, ces dernières vont faire face à une contrainte d'offre de biens et services, les empêchant donc de produire plus, donc d'employer davantage de la main-d'œuvre. Une situation à laquelle on doit y remédier par l'ajustement des prix afin d'assurer une situation d'équilibre¹⁴.

Keynes quant à lui a classé le chômage comme étant involontaire, sa théorie suppose que la cause du chômage est due à une insuffisance de la demande effective sur le marché des biens et services, qui engendrent une baisse de l'offre. Par conséquent, un équilibre doit donc être retrouvé en ajustant les quantités offertes aux quantités demandées. Cette situation d'ajustement provoque un déséquilibre sur le marché de travail, car si l'offre diminue cela suscite une contraction de la demande de travail, les entrepreneurs n'embaucheront pas de nouveaux salariés, ainsi le chômage involontaire s'accroît. C'est pour cela que Keynes sollicite l'intervention de l'Etat afin de résorber le chômage, en encourageant la demande des biens de consommation et d'équipement par des politiques de relance de consommation et/ou l'investissement sur les marchés des biens¹⁵.

2.2 Les différents types du chômage

Le chômage peut se présenter selon plusieurs types, les cinq les plus courants sont les suivants :

2.2.1 Le chômage conjoncturel ou « cyclique »

Ce dernier se présente lorsque le cycle de commerce est affecté, et à la baisse de la demande globale, le chômage conjoncturel devient moindre quand la demande est élevée, et il augmente lors des récessions, car les entreprises vont faire face à un stock non désiré par les consommateurs et vont donc baisser leurs productions, et licencier une partie de la main d'œuvre.

2.2.2 Le chômage naturel « frictionnel »

Ce type de chômage, aussi appelé chômage de mobilité est dû à l'imperfection du marché du travail ; il se produit lors de la transition entre les emplois, autrement dit il résulte du temps nécessaire à une personne pour retrouver un autre travail.

¹⁴<http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-th%C3%A9ories-du-ch%C3%B4mage> consulté le 14/05/2021

¹⁵<https://www.pimido.com/blog/vie-etudiant/cours-economie-chomage-classique-chomage-keynesien-13-09-2017.html> consulté le 02/05/2021

2.2.3 Le chômage structurel

Le chômage structurel est présent lorsqu'il y a une inadéquation entre les postes d'emplois disponibles et les compétences et les savoir-faire des travailleurs, suite aux différentes mutations de l'économie, autrement dit une insuffisance de demande de travail.

2.2.4 Le chômage saisonnier

Ce dernier, correspond aux activités qui sont relié aux fluctuations au cours de l'année, exemple pendant l'été l'offre de travail est élevée grâce au tourisme, qui permet d'augmenter l'activité des différents lieux de loisirs, les chômeurs saisonniers, sont communément des jeunes, ou des travailleurs précaires.

2.2.5. Le chômage technique ou partiel

Dans le cas d'une baisse d'activité d'une entreprise, ou une diminution de la demande de la part des consommateurs, ou dans une situation d'une crise ou une récession économique. La réduction des horaires de travail aura lieu et donc les salariées se trouvent dans une situation de chômage technique.

2.3 Le chômage dans le monde

Malgré les différentes tentatives de lutte contre le chômage, ce dernier représente une importante menace, non seulement pour les économies mais aussi pour la situation sociale de divers pays.

Sur le plan individuel, le chômage induit à la réduction du pouvoir d'achat des ménages, à la perte des liens sociaux, la situation d'infériorité suit au statut de chômeur, ce dernier touche également à la santé physique et psychologique du chômeur.

Sur le plan économique, en 2018, le monde faisait face à 172 millions le nombre de chômeurs, et devrait augmenter de 1 million par an pour atteindre 174 millions en 2020¹⁶. Dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage féminin a augmenté d'une manière plus significative que pour les hommes, avec des taux respectifs de 3.3% et 2.9%¹⁷. Ce dernier mène aussi à la diminution de la richesse, la réduction de la consommation, et à la faiblesse des flux monétaires.

¹⁶https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-dcomm/publ/documents/publication/wcms_670567.pdfconsulté le 15/05/2021

¹⁷<https://www.oecd.org/fr/presse/taux-de-chomage-de-locde-mise-a-jour-juin-2020.htm>consulté le 14/05/202

Section 3 : La balance commerciale

L'un des indicateurs les plus souvent évoqués dans la mesure de la situation économique d'un pays, est la balance commerciale¹⁸.

Le solde de balance commerciale désigne la différence entre la valeur des importations et celle des exportations des différents biens et services, dans un pays donné, elle nous permet d'extraire la compétitivité d'un pays face à ses concurrents, c'est-à-dire sa capacité à maintenir mais surtout à augmenter ses parts sur le marché. Autrement défini par l'INSEE, la balance commerciale est le compte qui retrace la valeur des biens exportés, et la valeur des biens importés.

La balance commerciale est un outil principal et essentiel de la compatibilité nationale¹⁹, et elle est intégrée dans la balance des paiements qui est le solde total de tous les flux d'échanges monétaires, financiers et réels d'un pays par rapport au reste du monde.

3.1 La structure des échanges

Deux indicateurs sont essentiellement utilisés dans l'élaboration et l'évaluation de la balance commerciale, il s'agit des importations et des exportations.

3.1.1 Les importations

Les importations désignent les intrants de production dans un pays, et influence directement sur le niveau de la production et indirectement sur la demande de main-d'œuvre, donc sur l'emploi. Les importations de biens de consommation reflètent le choix des consommateurs et, partant, leurs décisions de dépenser leurs revenus ou d'épargner. En outre, elles entrent en concurrence avec la production intérieure et peuvent entraîner l'éviction des entreprises nationales du marché. La production intérieure s'en trouve modifiée, de même que le revenu et l'emploi – négativement si les entreprises nationales ne sont pas en mesure d'affronter la concurrence ou positivement si elles deviennent plus compétitives.²⁰

¹⁸ BanderierG, CH, BeginGH, BernardY. (1975) balance commercial, Dictionnaire économique et financier, Edition du SEUIL.

¹⁹La comptabilité nationale est une représentation schématique et quantifiée de l'activité économique d'un pays. Elle consiste en une mesure des flux monétaires représentatifs de l'économie d'un pays pendant une période donnée, en principe une année, et les regroupe dans des totaux nommés *agrégats*, dans un but analytique direct.

²⁰Organisation mondiale du commerce, Rapport Sur Le Commerce Mondial 2004, p 96.

3.1.2 Les exportations

Les exportations, sont une composante de la demande globale, stimulent la croissance de la production nationale, et donc le revenu et l'emploi. En élargissant les marchés ouverts aux entreprises nationales, elles créent les conditions d'une baisse des coûts de production, car les entreprises bénéficient d'économies d'échelle, ce qui entraîne une augmentation de leur productivité. De nombreux pays ont compté sur les exportations pour servir de « moteur » à leur croissance économique.²¹

3.2 Evaluation du solde commercial

Le solde commercial se calcule grâce à l'évaluation des quantités d'importation et d'exportation des biens et services échangés dans un pays quelconque, lorsque la quantité des exportations est excédentaire à celle des importations, on parle d'excédent commercial.

On parle de déficit commercial lorsque la quantité des importations est supérieure à celle des exportations, ce déficit peut être la cause de plusieurs facteurs²² :

- *Le taux de change de la monnaie nationale* : la balance commerciale est affectée par les effets de change, les transactions avec les autres pays exigent l'échange de devises, si les valeurs de la monnaie nationale de la zone concernée augmentent par rapport à d'autres monnaies, cela signifie que les produits fabriqués vont coûter plus chers. Autrement dit, une appréciation de la monnaie nationale par rapport à la devise d'achat diminue la charge pour l'importateur. Dans le cas d'une dépréciation, c'est l'inverse. Les variations de change concernent également les exportations²³.
- *Les droits de douanes et les traités de libre échange* : la zone de libre-échange élimine les droits de douane entre les pays, et les frais des douanes à payer lors des échanges influencent les pays dans leurs décisions d'échange.
- *La compétitivité des entreprises* : une détérioration de la compétitivité des producteurs correspond à une diminution des exportations mondiales.
- *Les délocalisations ou les relocalisations des entreprises nationales*, aussi liées à la politique fiscale du pays concerné.

²¹Organisation mondiale du commerce, Rapport Sur Le Commerce Mondial 2004, p 96.

²²<http://www.economie-finance.com/balance-commerciale> consulté le 20/05/2021

²³Plateforme audiécofi. (2017), « L'impact du taux de change sur la balance commerciale ou la courbe en J », formation elearning et visio.

- *Variation de la demande extérieure et/ou intérieure* : une variation de la consommation des ménages (demande intérieure) engendre une variation en matière d'importations d'un pays. Pareillement, une modification de la demande extérieure engendre forcément un changement au niveau des exportations d'un pays.

Conclusion

La croissance économique, le taux de chômage et l'équilibre extérieur de la balance commerciale sont, sans doute, les objectifs de la politique non structurelle d'un pays. Chaque économie cherche à réaliser sa stabilité, en assurant sa croissance économique durable, favorisant l'emploi et sa situation à l'extérieur.

En effet, ces agrégats macroéconomiques sont étroitement liés entre eux, constituant ainsi des liens économiques. L'interdépendance entre ces grandeurs permet d'identifier des liens de causalité, ces relations constituent le système macroéconomique d'une économie ouverte, qui identifie les conditions nécessaires au maintien de l'équilibre de cette économie.

CHAPITRE II :

*La situation des agrégats
macroéconomiques avant la
crise de la COVID-19 ; en
Algérie et en Tunisie*

Introduction

Nous avons porté notre intérêt sur l'effet qu'a eu la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques de l'Algérie et de la Tunisie, ce choix se justifie par le fait que se sont deux pays du Maghreb possédant des économies assez fragiles, et orientant l'intégral de leurs économies sur deux secteurs, les hydrocarbures pour l'Algérie, le tourisme et les services pour la Tunisie, des secteurs qui ont été fortement impacté par la pandémie.

L'objectif de ce deuxième chapitre est d'analyser l'évolution de la croissance économique, le chômage et la balance commerciale des deux pays sur la période qui précède la crise sanitaire de 2020. A cet effet, ce chapitre sera structuré en deux sections ; dans la première section on abordera l'évolution des trois agrégats sur la période allant de 2015 jusqu'à 2019 en Algérie et la deuxième sera consacré pour le cas de la Tunisie.

Le choix de la période se justifie, d'une part, par le fait qu'on a pas eu assez de temps pour allonger la période de notre étude suite à notre année universitaire qui a été courte à cause de la crise sanitaire, et d'une autre part du fait que le vrai intérêt de notre travail est d'évaluer l'impact qu'a eu la crise de la COVID-19 sur les agrégats de ces deux pays, nous avons jugé que ce n'était pas vraiment nécessaire de prendre une longue période.

Section 1 : La situation économique en Algérie

Au lendemain du recouvrement de sa souveraineté, l'Algérie a mis en place des réformes et des grands projets afin de booster son économie, il a opté pour un dirigisme économique lié essentiellement à la branche énergétique qui représente la colonne vertébrale de l'économie algérienne jusqu'aujourd'hui. Cette arme à double tranchant représente 20% du PIB, plus de 94% des exportations totale permettant ainsi de financer ses importations, et plus de 41% des recettes budgétaire²⁴. Certains événements ont contribué au ralentissement de la croissance du PIB en Algérie. En effet, les chocs et les contre-chocs pétroliers (1973,1979, 2008, 2014) ont fait de l'économie algérienne une économie vulnérable face aux chocs extérieurs qui ont abouti à des récessions économiques (*Benabdallah. Y. 2006*), passant de 27.4% en 1972 à 3.8% en 1973 et de 7.4% en 1979 à 0.7% en 1980, et des creusements du déficit extérieur. A partir des années 2000, l'Algérie enregistre d'importants excédents pétroliers soit 97% des recettes

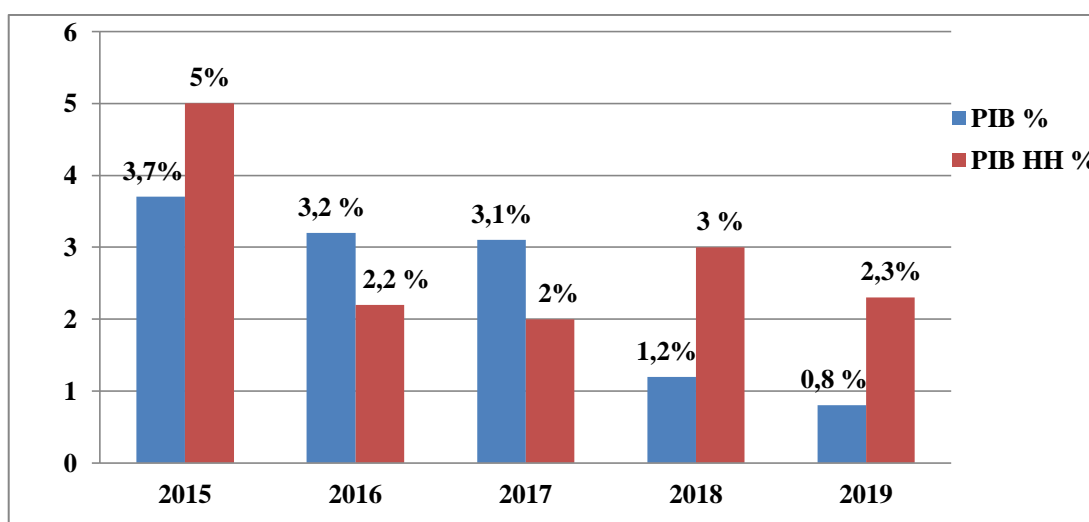
²⁴ Source : La banque Mondiale, en ligne <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/overview> consulté le 01/07/2021.

d'exportations, 70% des recettes budgétaire et 40% dans le PIB (Benabdallah. Y. 2006), et une croissance persistante avec une hausse du PIB de 4.5% en moyenne entre 2000 et 2005 soutenue, en plus du secteur d'hydrocarbures, par le secteur d'agriculture, les services et le bâtiment (Refafa. B. et Ramli. M. 2018). En outre, le programme de soutiens à la relance économique (PSRE) et le lancement des programmes quinquennaux encourageant les investissements publics et ciblant une économie plus diversifiée, ont contribué au progrès sur la période allant de 2005 à 2014 avec un taux de croissance du PIB qui varie entre 2.4% et 5.9%²⁵. Refafa. B. et Adouka. L (2017) explique que «Ce taux de la croissance est porté par une demande intérieure vigoureuse caractérisée par les initiatives du gouvernement en matière d'investissement et l'augmentation des dépenses publiques courantes et en grande partie par l'investissement public »(Voir annexe 01)²⁶.

1.1 Evolution de la croissance du PIB sur la période de 2015 à 2019

Afin de d'évaluer la croissance économique sur cette période, nous avons eu recours à l'utilisation du Produit Intérieur Brut (PIB en %) comme mesure. Le tableau ci-dessous montre clairement l'évolution du PIB sur la période allant de 2015 jusqu'à 2019.

Graph N°1 : Evolution de la croissance du PIB en (%) en Algérie de 2015 à 2019



Source : établis par nous-mêmes à partir des données de la BM et l'ONS.

Le taux de croissance du PIB décroît sur cette période, contrairement à la croissance en terme constant qui s'accroît progressivement (189.79 Mds USD en 2015 à 202.404 Mds

²⁵ Source : les données de la Banque Mondiale.

²⁶ Refafa.B, Adouka. L. (2017), « L'impact de Variation des Prix des Hydrocarbures sur la Croissance Economique en Algérie », *Revue Algérienne d'Economie et du Management*, Vol.08, n° : 02, pp 15-18.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

USD en 2019)²⁷. La croissance économique de cette dernière décennie s'explique par le progrès de la situation financière, l'accroissement des investissements de l'Etat en termes de projet de développement (*Bouyacoub. B (2021)*).

Une étude menée par *Bouyacoub. B*, qui consiste à analyser l'impact de la structure financières et économique sur la croissance en Algérie en utilisant l'approche ARCH et GARCH, montre que les investissements et les exportations d'hydrocarbures jouent un rôle important dans la détermination de la variation de la croissance économique en Algérie²⁸.

L'effondrement des cours du pétrole en 2014²⁹, la contraction de la production des hydrocarbures et le déclin du PIB hors hydrocarbures à 2.2% ont causé un léger ralentissement de la croissance en 2015 (3.7%) et en 2016 (3.2%) (Contre 3.8% en 2014). Par ailleurs, le rapport publié par la BM justifie la baisse de l'année 2016 par celle du secteur d'agriculture suite au désavantage météorologique, de l'eau et celui de l'énergie³⁰.

La croissance continue à régresser pour arriver jusqu'à 1.3% en 2017, une baisse due principalement au secteur hors hydrocarbures (2% contre 2.2% en 2016). Par ailleurs, la situation économique était vulnérable face à la crise qui a bouleversé le pays et la politique d'austérité optée par le gouvernement algérien dans le but de rééquilibrer la situation économique. *Bouyacoub. B(2020)* ajoute que la mise en place des politiques d'austérité en 2016 qui consistait à réduire les dépenses, notamment les dépenses d'investissement et l'augmentation des recettes fiscales, ont contribué à la baisse du taux de croissance du PIB en 2016³¹.

D'un point de vue d'organisme, selon le rapport du groupe de la banque africaine du développement « *L'évolution du PIB s'accompagne d'une diminution de la part des hydrocarbures dans le PIB qui est passée de 34,2 % en 2012 à 19,7 % en 2017 tandis que l'agriculture et les services ont gagné légèrement en importance. La croissance modeste de l'économie est principalement due à la chute de la valeur ajoutée du secteur des*

²⁷ Source : les données de la Banque Mondiale.

²⁸ Bouyacoub B. (2021), « Structure Financière, Economique et Croissance Economique : Analyse Empirique Appliqué au cas Algérien (2000-2019) », *مجلة البشائر الاقتصادية*, Vol. 7, n°01, pp 1154-1166.

²⁹ Les cours du pétrole ont diminué durant la période (2014-2016), selon les données publiées par STATISTA, le baril qui valait 107.45 dollars en 2012, s'est chuté à 96.29 dollars en 2014 et à 40.68 dollars en 2016. Concernant le pétrole algérien, Le prix du baril de « *Sahara Blend* » s'est effondré de 113 dollars mi-2014 à 31 dollars début 2016.

³⁰ Groupe de la Banque Mondiale. (2016), Rapport de suivie de la situation économique en Algérie, Gestion des répercussions de la chute brutale des prix du pétrole, p 01-06.

³¹ Bouyacoub. B. (2020), « Analyse empirique de l'impact de la politique monétaire sur l'inflation en Algérie de 2000 à 2019 », *Les Cahiers du MECAS*, V 16, n° 2, p 13-27.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

hydrocarbures, la croissance hors hydrocarbures continuant à être modeste. La chute de la consommation privée et le gel des investissements publics ont tiré la croissance vers le bas³²».

Le secteur hors hydrocarbure enregistre une hausse, soit un PIB HH de 3%, en 2018 (contre 2% en 2017). Cependant, le taux de croissance était de 1.2%, légèrement inférieur à celui de 2017 (1.3%), un net recul à l'égard des années précédentes en raison de la faible croissance du secteur des hydrocarbures ainsi que la baisse de l'activité économique.

La croissance du PIB a ralenti en 2019, soit 0.8% contre 1.2% en 2018³³, très faible par rapport aux cinq dernières années. En termes de valeur, la croissance a baissé et atteint 171.091 Mds USD, résulte essentiellement du recul des exportations de 14%³⁴ dû à la baisse des cours des hydrocarbures et la gèle de certaines activités économiques à cause de la contestation populaire antigouvernementale « *El Hirak* »³⁵ qui a débuté en février 2019. Ce dernier a engendré des tensions politiques induisant inéluctablement des problèmes économiques. Dans ce contexte, et d'après le rapport de la Banque Mondiale (2020) « *une mobilisation sociale prolongée et une longue transition politique ont accru l'incertitude économique et découragé l'activité. La consommation a ralenti, tout comme l'investissement, quoique de façon plus marquée. Parallèlement, la croissance a été modérée dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et des services commerciaux³⁶».*

L'économie algérienne a progressé en volume 202.339 Mds en 2019 (contre 200.733 Mds USD en 2018)³⁷. L'ONS décrit cette croissance par une croissance positive en dépit du solde déficitaire de la balance des paiements, de la baisse des réserves de change et la baisse de la croissance dans le secteur des hydrocarbures³⁸. Cette pudique évolution est tirée principalement des secteurs hors hydrocarbures avec 2.3% selon l'ONS, encouragé par le secteur d'industrie et le secteur du BTPH (Bâtiment Travaux Publics et

³² Bouyacoub. B, « Structure Financière, Economique et Croissance Economique », *Op. cit.*

³³ Source : les données de la Banque Mondiale

³⁴ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie> consulté le 15/06/2021.

³⁵ Littéralement, le mot **Hirak** signifie « mouvement ». Le Hirak désigne pour l'Algérie les mouvements de contestation qui secouent le pays depuis février 2019, au départ pour s'opposer à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat présidentiel.

³⁶ La Banque Mondiale, (Octobre 2020), rapport de suivi de la situation économique, disponible sur : <https://www.banquemonde.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-october-2020> consulté le 19/08/2021.

³⁷ Source : les données de la Banque mondiale

³⁸ L'ONS, (Aout 2020), Principales tendances économiques en 2019, Les comptes économiques en volume de 2016 à 2019, N°900.

Hydrauliques) avec un même taux de croissance 3.8%, à l’instar du secteur agricole qui a contribué à la modeste progression avec une valeur ajoutée de 2.7%. En ce qui concerne les services marchands, une croissance de 3.1% légèrement faible comparant aux années auparavant mais une valeur ajoutée de 36%, importante par rapport aux autres secteurs hors hydrocarbures³⁹.

1.2 L’évolution du chômage

L’Algérie, comme tous les autres pays du monde, est menacé par le chômage. Le chômage en Algérie présente certaines caractéristiques, *Benyahia S (2019)*⁴⁰ souligne que le chômage touche d’avantage les jeunes, les femmes et les universitaires. Ce dernier a traversé plusieurs phases. Selon la BM, durant la période (1966-2014), L’emploi et le chômage ont subis de profondes transformations en Algérie à cause des événements démographiques et économiques qui ont jalonné le pays. Le taux de chômage atteint un pic de 31,84% en 1995⁴¹. Cette hausse a été déclenchée par un ensemble de facteurs ; l’arrivée en masse sur le marché du travail d’individus issus des générations du baby-boom des années 70 et 80, la crise économique due la baisse durable des prix des hydrocarbures, l’absence des emplois permanents, la crise politique et sécuritaire et l’arrivée d’un nombre croissant de femmes sur le marché du travail (*Benyahia. S. 2019*). De 2000 à 2013, le niveau de chômage tend à la baisse de 29,77% à 9,82%⁴² à la faveur des dispositifs de lutte contre le chômage mise en place par les autorités et à partir de 2014 (**Voir annexe n°2**).

En dépit des mesures prises par le gouvernement dans le cadre du plan quinquennal de développement économique et sociale (2015-2019), ciblant une économie plus diversifiée afin de générer plus d’emplois, et les aides financières versés par les dispositifs (ANSEJ, CNAC, ANGEM, ...etc.), le chômage en Algérie continue d’augmenter. Le tableau suivant nous montre l’évolution du taux de chômage sur cette période.

³⁹L’ONS (Aout 2020). Op. cit.

⁴⁰ Benyahia. S. (2019), « Le chômage en Algérie : Caractéristiques, Causes et Conséquences », Revue de l’Ijtihad D’études Juridiques et Economiques, Vol 08, n°01, Numéro de série :19. P.661-687.

⁴¹ Source : les données de la Banque Mondiale

⁴²Ibid.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

Tableau 1 : Evolution du taux de chômage en Algérie de 2015 à 2019

| <i>Année</i> | <i>2015</i> | <i>2016</i> | <i>2017</i> | <i>2018</i> | <i>2019</i> |
|------------------------|---------------|--------------|-------------|---------------|---------------|
| <i>Taux de chômage</i> | <i>11,21%</i> | <i>10,2%</i> | <i>12%</i> | <i>11,89%</i> | <i>11,81%</i> |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque Mondiale.

En 2015, Le taux chômage atteint 11,21% contre 10,21% l'année d'avant, touchant surtout les femmes avec 16.6% et les jeunes 29.9%, confronté à certain nombre de problème comme la limitation des opportunités d'emploi dans le secteur privé, la disproportion de ces dernières avec l'offre des compétences sur le marché du travail, la rigidité d'offre de travail et plusieurs facteurs qui enraye la création de ce dernier⁴³. Pour ensuite reprendre sa position en 2016 et s'établir à un taux de 10,2% incluant une baisse essentiellement chez les hommes à 8.2% tandis que les femmes souffrent deux fois plus du chômage que les hommes avec une quasi-stagnation en s'établissant à 16.5%⁴⁴. Cette baisse est due à la création d'un volume important d'emplois non permanent d'une part et le recul de la pression démographique d'autre part. Par ailleurs, le facteur d'immigration des jeunes universitaires et/ou leur orientation vers l'auto-emploi ou la réintégration des études peuvent, également, justifier la baisse durant l'année 2016 (*Benyahia. S (2019)*).

En revanche, *Ladjedel. Kh. (2017)* indique que la baisse du chômage en Algérie sur la période 2015 à 2016 ne reflète pas réellement le vrai taux de chômage dans le pays. En effet, la baisse des prix du pétrole sur cette période a engendré des obstacles financiers qui ont entravé les dispositifs de microcrédits à embaucher, ces derniers se retrouvent donc dans une situation critique⁴⁵.

La faible croissance économique enregistrée en 2017 (1.3% contre 3.2% en 2016), à cause de la chute de la valeur ajoutée du secteur d'hydrocarbure, est l'une des raisons de l'amplification du taux de chômage sur la même année avec un taux de 12%, une hausse de 1,8 point comparant à 2016, essentiellement chez les diplômés et les jeunes. Toutefois, *Benyahia. S (2019)* indique dans sa revue que « *l'économie Algérienne est fortement dépendante des marchés européens pour le commerce et les flux de capitaux demême que*

⁴³ Groupe de la Banque Mondiale, Rapport de suivie de la situation économique en Algérie, *Op. cit.*

⁴⁴Berrah M Kh, (2019), « activité, emploi & chômage », N° 879, p 01.

⁴⁵Ladjedel Kh, (2017), « L'impact de l'effondrement des cours du pétrole sur les grands indicateurs macroéconomiques en Algérie », *Revue de l'économie et du développement- Laboratoire LDLD, Médéa* Numéro 08.

pour le tourisme, de sorte que la récession a eu des répercussions tardives. Elle a provoqué un ralentissement de la demande européenne (et mondiale) pour les exportations, affectant ainsi le secteur des hydrocarbures, et le résultat, des pertes importantes d'emplois⁴⁶ ».

Une baisse imperceptible enregistrée en 2018 et en 2019 avec un taux de 11,89% et 11.81% respectivement. Une période qui se caractérise par l'augmentation du volume de l'auto emploi⁴⁷. Ventilé par le sexe, le chômage féminin demeure important comparant au chômage masculin. En effet, le chômage féminin est souvent expliqué par des raisons économiques et plus précisément par la baisse du pouvoir d'achat des ménages, l'augmentation de la taille du ménage et l'instruction des femmes, menant à une augmentation de l'effectif des femmes actives et des demandeuses d'emploi⁴⁸.

1.3 La situation de la balance commerciale

Le solde extérieur algérien était déficitaire depuis l'indépendance jusqu'à 1966 où il enregistre son premier excédent commercial de 40 509 610.905 \$ avec 1.66% du PIB. L'Algérie maintient une cadence irrégulière de sa balance, pendant plus de deux décennies, due essentiellement aux fluctuations des prix du pétrole. A partir de 1996, cette allure s'inverse pour marquer une tendance haussière jusqu'à 2008 où la balance atteint son pic avec 32.94 milliards \$ avec un solde extérieur qui représente 19.26% du PIB selon la Banque Mondiale. La crise économique de 2009 a bouleversé la situation, une chute brutale du solde commercial dégageant un déficit de -797 204 404.68 \$ (-0.581% du PIB) selon la BM. La reprise était remarquable en 2011 avec un solde qui constitue 10.10% du PIB, pour rechuter encore et maintenir son déficit jusqu'à 2015 soit -22.212 Mds \$ en raison de la vulnérabilité de la balance face à l'augmentation des importations et la réduction des exportations des hydrocarbures⁴⁹ (**Voir annexe n°3**).

1.3.1 Evolution des exportations

Les exportations algériennes se composent principalement des hydrocarbures. Les exportations de ces dernières ont représenté depuis toujours la part de lion du totale des exportations constituant plus de 93% des exportations totales. Cette dépendance a permis à

⁴⁶BENYAHIA S, Le chômage en Algérie, *Op. cit.*

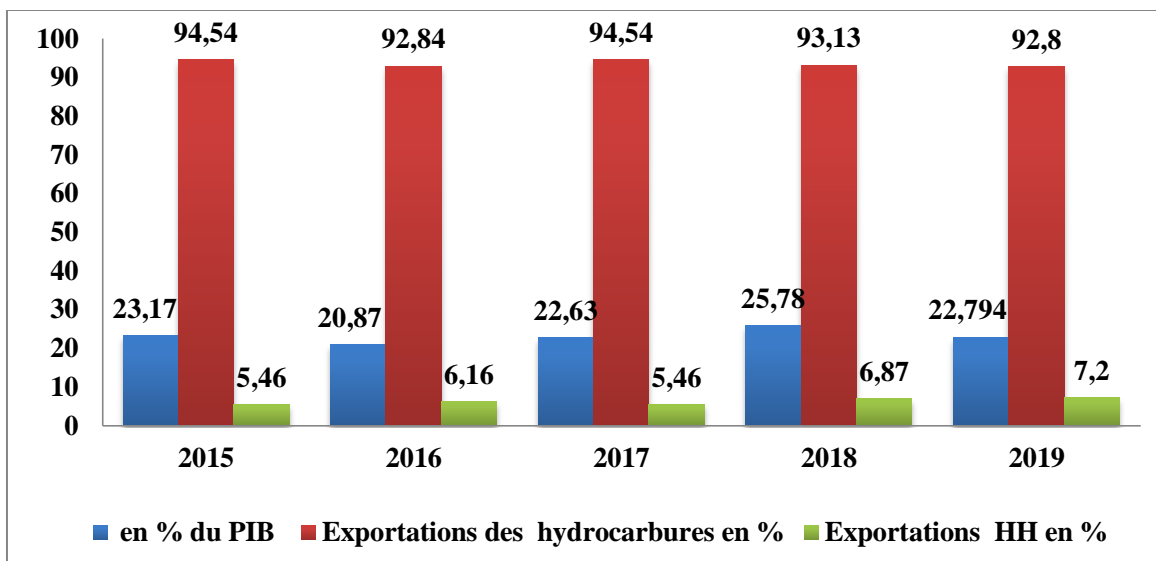
⁴⁷Selon l'OCDE, l'auto emploi désigne « le travail indépendant » ou « le travail autonome » dont la rémunération est directement liée au bénéfice, autrement dit ; c'est les travailleurs à leur propre compte.

⁴⁸. BENYAHIA.S, Le chômage en Algérie, *Op. cit.*, p. 22- 29.

⁴⁹ Source : les données de la Banque Mondiale

l'Algérie d'entretenir sa stabilité macroéconomique. Le graphe suivant clarifie l'évolution des exportations l'Algérie durant la période (2015- 2019).

Graphe N°2 : Evolution des exportations algériennes de 2015 à 2019



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque Mondiale et les statistiques de la Direction Générale des Douanes.

Le contre choc pétrolier⁵⁰ prolongé de 2014 a fait reculer de -45% de la valeur des exportations (*Bourioune. T. 2018*) qui s'est traduit par une baisse de la valeur des exportations totale atteignant 23.17% du PIB en 2015 contre 30.48% du PIB en 2014⁵¹, Quant au niveau des exportations hors hydrocarbures, il reste, structurellement, faible et loin de refléter les capacités de l'économie nationale. En 2016 le volume des exportations a augmenté passant de 54 Mds USD à 58 Mds USD⁵², par contre leurs parts du PIB ont baissé de 2.3 points en raison du recul des exportations des hydrocarbures.

L'étude réalisée par *Djoudane. Z et Mahaoui. K (2019)*, en comparant le panier des exportations de quelques pays d'Afrique du nord, révèle que l'Algérie présente le plus grand degré de sophistication des exportations prédominées par les hydrocarbures et un faible degré de sophistications hors hydrocarbures par rapport aux autres pays⁵³, et

⁵⁰ La chute des prix du pétrole (2014-2016) commence à partir de l'été 2014 lorsque le prix du pétrole baisse significativement, cette tendance se poursuivant jusqu'en 2016. Cette baisse des prix traduit un déséquilibre sur le marché pétrolier ; en effet la production pétrolière mondiale est en surproduction pendant cette période, c'est-à-dire que l'offre est supérieure à la demande.

⁵¹ Source : les données de la Banque Mondiale.

⁵² Source : les données de la Banque Mondiale.

⁵³ Djoudane. Z, Mahaoui. K, (2021), « Les déterminants de la diversification des exportations en Algérie », *Les Cahiers du MECAS*, V° 17/ N°1.

confirment que malgré les dispositifs d'aide à l'exportation (ALGEX, CAGEX) instauré de manière à simuler les échanges hors hydrocarbures, celle-ci demeure très faible.

Par ailleurs, *Lefghoum. S (2017)* indique dans son article⁵⁴ que les statistiques associés à l'évolution du commerce extérieur affirment que l'ouverture économique algérienne n'a pas vraiment aidé à atteindre l'objectif de la diversification de sa base exportatrice.

La part des exportations dans le PIB a augmenté sur les deux années 2017 et 2018, pour représenter, respectivement, 22.63% et 25.78% du PIB, à la faveur des exportations hors hydrocarbures qui ont marqué une nette hausse soit 6.87% du total des exportations en 2018 (contre 5.46% en 2017)⁵⁵. Toutefois, le volume total de ces dernières a connu un léger recul sur la même période.

L'Algérie continue à souffrir des baisses mondiales des prix du pétrole depuis 2014. En 2019, le volume des exportations algériennes a reculé de 14% sur un an pour atteindre 49.88 Mds USD en 2019 contre 53.12 Mds USD en 2018, représentant ainsi 22.79% du PIB après avoir représenté 25.78% en 2018⁵⁶. Cette contraction est, essentiellement, la conséquence d'une baisse des prix et des quantités vendues d'hydrocarbures. Cependant, ils représentent près de 93% du total des exportations algériennes (39% de gaz naturel, 37% de pétrole brut et 17% de carburants)⁵⁷. Le reste des exportations (HH) du pays se sont établi à 7.20% une hausse considérable comparant aux cinq dernières années. Ces groupes de produits exportés sont constitués essentiellement par de dérivés des industries pétrolières et gazières, des demi-produits et les biens alimentaires (dattes, sucre) en moindre mesure⁵⁸.

1.3.2 Evolution des importations

L'Algérie demeure un grand importateur des produits alimentaires (blé et produit laitiers), les voitures, les produits pétroliers, médicaments... etc. Néanmoins, les importations algériennes ont connu une tendance à la baisse durant les années qui précèdent la crise sanitaire. Le tableau suivant représente l'évolution des importations durant la période entre 2015 et 2019.

⁵⁴ Lefghoum S, (2017), « Ouverture commerciale de l'Algérie : quelles retombées en termes de diversification des exportations ? » *تسيير و العلوم التجارية و لاقتصادية العلوم مجلة*, N° 18

⁵⁵ Source : les données de la Banque Mondiale.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie> consulté le 19/06/2021

⁵⁸ Département fédéral des affaires étrangères DFAE, Rapport économique Algérie (Août 2019 – Juillet 2020), confédération Suisse, P.09.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

Tableau N° 2 : Evolution des importations algériennes de 2015 à 2019.

| Année | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
|--------------|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Importations | % du PIB | 36,52% | 35,05% | 32,68% | 32,11% | 29,23% |
| | Mds USD constant | 69,458 | 67,513 | 62,72 | 60,462 | 56,29 |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque mondiale.

Effectivement, les importations ont atteint 35,05% en 2016 contre 36,52% en 2015. Cette baisse est due essentiellement à la baisse des importations des produits alimentaires, les biens de consommation non alimentaire et les véhicules de transport de personnes et de marchandises. Durant cette année des mesures d'encadrement du commerce extérieur ont été prises et renforcés en 2017, ces mesures ont aidé à réduire la facture des importations⁵⁹.

Ziad. M et Moutassem. D (2019), considéraient la dévaluation du dinar algérien peut être intentionnelle, une mesure prise par les autorités financières et monétaire, dans le but d'augmenter la fiscalité pétrolière et diminuer les importations⁶⁰.

La dégradation des importations se prolonge sur les trois années suivantes, représentant une structure de 32.68%, 32.11% et 29.23% du PIB sur les années 2017, 2018 et 2019 respectivement. En effet, le gouvernement algérien, depuis janvier 2018, a remplacé le système des licences d'importation par l'interdiction à l'importation de 851 produits destinés à la consommation visant à la fois la réduction du déficit commerciale et la stimulation de la production nationale⁶¹. Pour cela, les importations algériennes ont baissé en volume de 6.9% selon les statistiques publiées par l'ONS. Cette baisse porte sur les biens alimentaires (-6%), principalement céréales et produits laitiers, les biens de consommation (-5%), inclus médicaments et pièces automobiles, les biens d'équipements industriels (-20%) et agricoles (-19%) et les biens intermédiaires (-6%). Les catégories des

⁵⁹ http://www.algex.dz/export_algex/item/598-analyse-du-commerce-exterieur-algerien consulté le 13/06/2021.

⁶⁰ Ziad M, Dahou M, (2019), « Fluctuation du cours du pétrole et problématique du financement de l'économie algérienne », *المشكاة في الاقتصاد والتنمية و القانون*, Vol 4, n°1, p260-271.

⁶¹ https://www.acte-international.com/web/aw_12901/fr/algérie-851-produits-interdits-a-l-importation consulté le 14/06/2021.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

biens bruts (+6%), principalement soja, bois et fer et des carburants (+33%) ont en revanche vu leurs achats progresser entre 2018 et 2019⁶².

1.3.3 Evolution de la balance commerciale

Le déficit de la balance extérieure algérienne, après la disparition de son excédent en 2013, a connu une nette amélioration ces dernières années grâce à une réduction en termes d'importations et un progrès en termes d'exportations. Le tableau ci-dessous affiche l'évolution de la balance commerciale sur la période allant de 2015 à 2019.

Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale algérienne de 2015 à 2019.

| Année | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
|---------------------|------------------|---------|---------|---------|--------|--------|
| Balance commerciale | % du PIB | -13,35% | -14,18% | -10,05% | -6,32% | -6,43% |
| | Mds USD constant | -17,034 | -17,063 | -10,868 | -4,533 | -6,11 |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque Mondiale et la Direction Générale des Douanes.

Un léger creusement du déficit extérieur est enregistré en 2016 en absorbant -14.18% du PIB (contre -13.35% en 2015) cela peut s'expliquer, simultanément, par la baisse des cours et des quantités d'hydrocarbures exportées. *Mesbahi. F (2020)* indique dans sa revue que « *les importations ont diminuée en 2016 à un rythme moins élevé que celui des exportations bien que l'Etat algérien tente depuis 2015 de piloter la diminution des importations et de réduire sa vulnérabilité aux couts des importations de produits industriels*⁶³ »

Par ailleurs, *Ziad.M et Moutassem. D (2019)*⁶⁴ estiment, dans leur revue, qu'une mesure de dévaluation du dinar algérien était prise sur cette période, volontairement et discrétionnairement, par les autorités financières afin d'affaiblir les importations et amortir la balance commerciale ainsi que la balance des paiements.

Afin de contrebalancer le déséquilibre extérieur, l'Etat algérien a mis en œuvre des politiques conjoncturelles de réajustement en 2016 et 2018, qui consistait à réduire voir

⁶²<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie> consulté le 14/06/2021

⁶³ Mesbahi. F Z. (2020), « Les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne », *Revue de l'économie financière et des affaires*, Vol 3, n°4, p1-14.

⁶⁴Ziad M, Dahou M, (2019), *Op. cit.*

suspendre les importations et cela par l'augmentation des droites de douanes et le TIC (Bourioune. T. 2018).

En 2017, la balance commerciale de l'Algérie accuse -10,057% du PIB, elle fait ressortir un déficit de la balance commerciale de -10.868 mds USD⁶⁵, soit une diminution de 34.39% par rapport à celui enregistré durant 2016. Cette tendance est causée essentiellement par l'augmentation des exportations et du léger recul des importations de 2.4% d'une part, et le redressement des cours pétroliers, ce qui a permis la récupération durant l'année 2017⁶⁶.

Le déficit commercial algérien a connu une dégringolade sur la période 2018-2019 atteignant - 4.53 Mds USD en 2018 puis s'élevant à pas moins de - 6,11 Mds USD. La baisse du déséquilibre est due essentiellement à la baisse importante des importations, due également à des restrictions rigoureuses de quelques importations et le recul des recettes provenant des exportations des hydrocarbures suite à la chute des prix du baril qui est passé, selon l'OPEP, de 71.44 dollars/baril en 2018 à 64.49 dollars/baril en 2019⁶⁷.

L'étude menée par Bouriouche. T (2018) sur l'impact d'une politique restrictive des importations sur l'économie algérienne a démontré, à travers la technique des « scénarios » du modèle des équations simultanés SEM, que les politiques commerciales protectionnistes que l'Algérie a mis en place depuis 2016 afin d'atténuer les chutes des prix du pétrole en 2014, n'ont pas contribué à l'amélioration du déséquilibre extérieur⁶⁸.

Section 2 : La situation économique en Tunisie

L'économie tunisienne est renforcée par le secteur du tourisme qui représente la branche clé, vitale pour sa croissance et l'emploi et une source de devises pour ce pays, clairement diversifié par le secteur agricole et celui des mines, le secteur des industries manufacturières.

La Tunisie a enregistré des progrès économiques remarquables. Ce dernier se caractérise par une tendance historique haussière depuis 1965 jusqu'à 2014, grâce à l'ouverture commerciale vis-à-vis de l'Europe et aux investissements étrangers ainsi que la

⁶⁵ Source : les données de la Banque Mondiale.

⁶⁶ Ambassade de Suisse à Alger. (2017), Rapport économique Algérie, p.07.

⁶⁷ <https://www.aps.dz/economie/100209-le-petrole-algerien-a-perdu-pres-de-7-dollars-en-2019> consulté le 19/08/2021

⁶⁸ Bourioune. T. (2018), « IMPACT D'UNE POLITIQUE RESTRICTIVE DES IMPORTATIONS SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE », *Les Cahiers du Cread*, vol. 34 -n° 04

mise en place d'un régime « *offshore* » en 1972 et du code modifier des investissements en 1992⁶⁹, passant par des légères dépressions en 1986 et en 2011 avec une chute jusqu'à -1.92% (contre 3.51% en 2010). Effectivement, la situation économique en 2011 était instable suite à la transition politique qui a fait vaciller la stabilité politique, sociale, sécuritaire et macro-économique. L'agitation sociale, les grèves et les protestations ont ralenti la production et dissuadé les touristes de se rendre en Tunisie. Durant cette période, les indicateurs se sont fortement dégradés, le creusement du déficit budgétaire, l'augmentation du taux de chômage, l'accroissement de l'inflation et une économie (Marrakchin Charfi. F 2016). Cette situation s'est traduite par une forte baisse de l'investissement direct intérieur et étranger, et par la fermeture de certaines usines détenues par des intérêts étrangers⁷⁰.

D'un point de vue d'organisme, l'Institut Tunisien des Etudes Stratégique (ITES) indique qu'entre 2011 et 2015 « *la croissance est en panne, la Tunisie a perdu plus de trois points en matière de rythme de croissance, passant à une moyenne de 1,5% sur ces 5 dernières années et ce en raison des incertitudes et perturbations liées au contexte politique sécuritaire et social* »⁷¹ » (Voir annexe 4).

Cette situation a jugulé l'économie tunisienne engendrant un chômage élevé et une balance commerciale historiquement déficitaire.

2.1 La croissance économique tunisienne

La croissance économique tunisienne ces dernières années est caractérisée par une modeste évolution dans le contexte d'incertitude. Afin de mieux suivre, le tableau ci-dessous nous illustre l'évolution du PIB tunisien entre 2015 et 2019.

⁶⁹ La Banque Mondiale, (Janvier 2010), « Vers une croissance tirée par l'innovation », *Revue des politiques de développement*, N°50487, p.26.

⁷⁰ La Banque africaine de développement, 2013, « Vers un nouveau modèle économique pour la Tunisie, les contraintes majeures à une croissance généralisée », *le gouvernement tunisien, le gouvernement des États-Unis*, p 31-58.

⁷¹ Institut Tunisien des Etudes Stratégiques, (2016), « Les fondements de la croissance et du développement économique », RAPPORT ECONOMIQUE COMPLET.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

Tableau N°4: Evolution de la croissance du PIB en Tunisie de 2015 à 2019

| Année | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| PIB% | 1.16% | 1.24% | 1.92% | 2.66% | 1.04% |
| PIB constant (Mds USD) | 48.167 | 48.726 | 49.660 | 50.983 | 51.515 |

Source : réalisé par nous meme à partir des données de la Banque mondiale et l'ONS.

La croissance du PIB atteint 1.16 % en 2015 contre 2.87 % en 2014⁷², un ralentissement remarquable de la croissance. En effet, les tensions sociales qui ont marqué la première moitié de 2015, ainsi que les effets combinés d'attentats terroristes dramatiques de Bardo (mars 2015) et celle de Sousse (juin 2015) ont eu de lourdes séquelles sur l'économie tunisienne, en réduisant son PIB et sa demande touristique (*Beaudet. A. 2015*).

Les trois années suivantes (2016, 2017 et 2018) été marqué par une reprise avec des taux de 1.24%, 1.92% et 2.66% respectivement. Jusqu'à 2016, les investissements et le commerce extérieur ont été désavantageux pour la croissance tunisienne, contrairement à la consommation qui a été l'élément stimulateur de la croissance, et cela grâce à « *une politique monétaire acamandée et une politique budgétaire laxiste*⁷³ » (*Meyer. H. et Rauer. M. 2018*). La Tunisie en 2016 continue de souffrir des effets des attentats terroristes, les recettes touristiques ont décliné de manière brutale avec une baisse de 50% en 2016⁷⁴.

En outre, cette période est caractérisée par des saisons agricoles fructueuses avec une croissance moyenne de 10% du PIB dans le secteur agricole et celui de la pêche, ces derniers jouent un rôle important en termes de sécurité alimentaire et de création d'emploi et de revenu (*Chebbi, et al. 2019*). Effectivement, *Bakari. S (2016)* a démontré, à travers son étude sur les exportations agricoles en Tunisie, que celle-ci impacte positivement la croissance économique tunisienne.

En ce qui concerne les autres secteurs, la plupart ont reculé ou stagné. En outre, les grèves conjuguées aux troubles sociaux dans les régions minières et le déclin durable de la

⁷² Source : les données de la Banque Mondiale.

⁷³ Meyer H. et Rauer.M. (2018), « Entre continuité et nouveau départ Les relations tuniso-allemandes au fil du temps », HRSG

⁷⁴ Source : Direction des études, ministère du tourisme et de l'artisanat, Tourisme en chiffres, disponible sur <http://www.tourisme.gov.tn/realisations-et-perspectives/tourisme-en-chiffres/statistiques-2016.html> consulté le 23/08/2021.

production pétrolière et gazière ont entraîné un net repli dans les industries chimiques, le raffinage du pétrole et un recul global des industries non manufacturières⁷⁵, ajoutant à ça la diminution de la production de l'huile d'olive.

L'année 2019 est marquée par une faible croissance du PIB à savoir 1.04% contre 2.66% en 2018. Selon la Banque Mondiale, ce ralentissement est dû, en grande partie, au ralentissement de la croissance agricole (0.825% contre 11.34% en 2018) et un repli du secteur industriel (pétrole, gaz, agro-industrie). Dans un second temps, la dévaluation de la monnaie nationale et la réduction des employés du secteur public, qui ont entraîné des nouvelles tensions sociales, sont aussi parmi les facteurs ralentisseurs de la croissance sur cette année (Zoja, F 2019). Ainsi, elle se sépare de la chaîne d'accroissement du développement économique observée depuis 2016⁷⁶.

Concernant le tourisme, l'année 2019 est marquée par une bonne saison touristique contribuant à 14.2% du PIB (contre 13.8 en 2018)⁷⁷, liée essentiellement à la hausse de 13.6% du nombre d'entrée touristique. Cette croissance se justifie, à la fois, par la rentrée des marchés européens classiques notamment le marché français, anglais et italien, et par les investissements liés à la diversification du produit touristique. Les entrées européennes se sont élevées, marquant une hausse remarquable de 15.6% par rapport à 2018, cela s'explique par les bonnes performances des marchés traditionnels⁷⁸.

2.2 Evolution du taux de chômage en Tunisie

Le chômage est un problème qui demeure vulnérable pour la Tunisie post révolution. Il se caractérise par l'inadaptation entre le système de formation et les exigences de l'emploi, par une durabilité importante, un chômage qui touche les jeunes, notamment les universitaires, et d'avantage les femmes (Kthiri, W. 2016). Le fort écart entre l'offre et la demande sur le marché du travail existe en dépit du niveau d'instruction proportionnellement élevé de la population jeune, le taux de chômage tunisien est parmi les plus élevés dans le monde ce qui pose un problème substantiel durable.

Le taux de chômage tunisien est presque stable, il tourne autour des 15% sur la période (1991-1997)⁷⁹ à l'égard de légères augmentations, pour ensuite se réduire jusqu'à arriver au creux enregistrant le plus faible taux 12.36% de la population en 2007. La cadence du taux

⁷⁵ Banque Mondiale, (avril 2016). Tunisie : rapport de suivi de la situation économique.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ <https://www.webdo.tn/2019/06/18/tunisie-142-contribution-du-tourisme-au-pib-en-2019/#.YPX-jehKjIU>, consulté le 17/07/2021.

⁷⁸ Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), Rapport Annuel 2019, p. 09-21.

⁷⁹ Source : les données de la Banque Mondiale.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

de chômage s'est inversée à partir de 2009 (de 12.44% en 2008 à 13.29% en 2009) en raison de la crise financière mondiale⁸⁰. Après avoir franchi la barre des 18% accusant le pic (18.3%) en 2011 à cause de la révolution des jeunes pour la revendication de leur droit à l'emploi, le taux de chômage baisse légèrement et se consolide autour de 15% en 2015⁸¹ (voir annexe 5). Le tableau suivant nous montre l'évolution du chômage tunisien sur la période 2015-2019.

Tableau N°5 : Evolution du taux de chômage en Tunisie entre 2015 et 2019

| Année | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux de chômage | 15.16% | 15.51% | 15.38% | 15.46% | 15.13% |

Source : Réalisation personnelle à partir des données de la banque mondiale.

La Tunisie a subi un ralentissement de l'activité économique qui a généré un déséquilibre structurel affectant le marché de travail. Après être passé de 13.05% en 2010 à 18.33% en 2011, celui-ci est oscillé à 15.16% en 2015 à savoir 30% chez les diplômés et 35% chez les jeunes⁸². Cette baisse s'explique par la création de nouveaux postes emplois dans le secteur public, celui de l'agriculture et de la pêche, le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que le secteur des industries manufacturières d'une part, et la baisse du taux d'activité de la population d'autre part. Le taux de chômage marque une augmentation l'année suivante constituant 15.51% de la population en 2016⁸³. D'après l'Institut National de Statistique Tunisien (INST), 30% des chômeurs sont des diplômés de l'enseignement supérieur touchant les femmes plus que les hommes. Ces statistiques illustrent les défis du gouvernement tunisien dans l'emploi et se traduisent par besoin de réformer le système éducatif, notamment à travers une adaptation des cursus aux exigences du marché de travail (plus de proximité avec les entreprises, aides au secteur privé pour encourager l'emploi...)⁸⁴.

⁸⁰ C'est une crise financière marquée par une crise de liquidité parfois par des crises de solvabilité tant au niveau des banques que des États, et une raréfaction du crédit aux entreprises, amorcée en juillet 2007, elle trouve son origine dans le dégonflement de bulles de prix, et les pertes importantes des établissements financiers provoquées par la crise des Subprimes.

⁸¹ Source : les données de la Banque Mondiale.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ BSI Economics, « l'économie tunisienne post-Révolution : l'Ambition face aux défis (1/2) », bilan économique, page 2-3.

En dépit de la faiblesse du taux d'activité de la population 50% en 2017 selon la BM, le chômage diminue sur un taux de 15.38%, particulièrement chez les femmes qui est à l'ordre de 22.63 %. La plupart des chômeurs sont des personnes peu qualifiées, mais ce sont les diplômés universitaires qui affichent le taux de chômage le plus fort 31% en 2017⁸⁵. En 2018, le taux de chômage repart vers la hausse avec 15.46% malgré une reprise de la croissance économique, mais celle-ci reste molle ne permet toujours pas de satisfaire les besoins des tunisiens en termes d'emploi⁸⁶ et une hausse malgré une contribution du secteur agricole en termes de création d'emploi, soit 505 800 emplois en 2018 et qui a absorbé près de 14.5% de la population active (*Chebbi, et al. 2019*).

La faible croissance économique enregistrée en 2019, soit un taux de 1.04%, a contribué au maintien d'un taux de chômage structurel élevé sur cette période, particulièrement les diplômées de l'enseignement supérieur qui représente un taux de 28.6% et la catégorie jeune de 15 à 24 ans avec 35.78%⁸⁷. En effet, *Kthiri. W. (2016)* qualifie le chômage tunisien par un chômage structurel car il est généré non seulement par le ralentissement de la croissance économique, mais aussi à partir de l'inadéquation du produit du système éducatif et les besoins de l'entreprise⁸⁸.

En outre, l'interruption des projets industriels qui ont bénéficié de financement des IDE, ajoutant à ça l'incapacité du gouvernement à créer des nouveaux emplois pour les nouveaux diplômés et l'extension du travail informel, sont aussi à l'origine de l'augmentation du chômage sur cette période⁸⁹.

2.3 La balance commerciale

La balance commerciale de la Tunisie demeurerait déficitaire, un déficit qui s'est creuser au fil des années. Structurellement, la balance extérieure tunisienne est déficitaire sauf pour les années 1965, 1966, 1967, 1972, 1974 avec un pic en 1968. Elle accuse son premier déficit en 1970 de -39 619 047.619 \$ soit -2.75% du PIB. En 1988, elle enregistre son dernier excédent commercial mesuré de 0.36% du PIB. Depuis, ses fluctuations baissières maintiennent jusqu'à nos jours, marquées par un creusement fatal de la balance sur la période (2005-2014) allant de -124 788 037, 614 \$ jusqu'à -5, 229 Mds en absorbant

⁸⁵ Source : les données de la Banque Mondiale.

⁸⁶ Rapport Annuel 2018, 2019

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ KthiriJ. (2016), « Bilan de l'évolution Du marché du travail en Tunisie : 2006-2015 », *Notes et analyses de l'ITCEQ*, Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives, N° 44.

⁸⁹ <https://www.tanitjobs.com/blog/281/Le-chomage-en%20-tunisie> , consulté le 16/06/2021.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

jusqu'à -10.97% du PIB⁹⁰. Ce repli est la conséquence de plusieurs faits, le recul de la compétitivité de l'économie tunisienne, la crise économique de 2008, la révolution de 2010-2011, dégradation de la balance énergétique et l'augmentation de la demande de produit importé. L'Union européenne est le principal partenaire de la Tunisie, en termes des échanges commerciaux. En 2014, l'UE absorbe plus de 78% des exportations tunisienne et fournis 65% des importations (*Chaouchi. S et. Al 2014*) (**Voir annexe 6**).

2.3.1 Evolution des exportations

Etant donné que le commerce extérieur est important dans l'activité économique à côté de l'investissement et de la consommation, la Tunisie a choisi de mieux diversifier sa base exportatrice, ciblant l'industrie mécanique et électrique, industrie aéronautique, les services et l'huile d'olive emballé. Le tableau qui suit, représente les exportations tunisiennes sur la période allant de 2015 à 2019.

Tableau N° 06: Evolution des exportations tunisiennes de 2015 à 2019.

| Année | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Exportations | | | | | |
| % du PIB | 40.07% | 40.02% | 43.82% | 48.49% | 48.62% |
| Mds USD constant | 13.921 | 12.990 | 12.859 | 13.194 | 12.313 |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque Mondiale

Les perturbations économiques liées aux chocs exogènes comme le terrorisme, ont un impact sur le niveau des exportations (*Hachicha, 2003 ; Estrada et al. 2015*)⁹¹. L'année 2015 est marquée par le ralentissement des exportations totales pour atteindre 40.07% du PIB contre 44.92% du PIB en 2014⁹², imputable à une faible production dans les secteurs des mines et de l'énergie ainsi que le secteur manufacturier. En 2016, les exportations de biens et services ont connu une reprise aux prix courant, soit 5.3% contre -6.6% en 2015, sous l'effet, entre autres, de la dépréciation du dinar tunisien, mais en volume, elles ont connu une légère baisse de 0.3%⁹³.

⁹⁰ Source : les données de la Banque Mondiale.

⁹¹ BeudetA. « *Ampleur de l'impact des chocs terroristes en 2015 sur l'économie de la Tunisie* » (Doctoral dissertation, Université du Québec à Trois-Rivières).(2019).

⁹² *Ibid.*

⁹³ BCT, Rapport annuelle 2016.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

La part des exportations dans le PIB a augmenté sur les années 2017, 2018 et 2019, elles représentaient 43.8%, 48.4% et 48.6% du PIB respectivement, Cette augmentation est due, en plus d'une forte dépréciation du dinar tunisien face à l'euro⁹⁴, à l'augmentation dans le secteur des industries manufacturières, agriculture et industrie agroalimentaire⁹⁵ et à la faveur de la hausse des exportations du secteur d'énergie, de l'huile d'olive. Par ailleurs, le secteur touristique qui se caractérise par une hausse considérable à 11.94% au cours de l'année 2018 (contre 10.13% en 2017) a contribué à la progression⁹⁶.

2.3.2 Evolutions des importations de 2015 à 2019

Les importations de la Tunisie se composent essentiellement des énergies et lubrifiant (des huiles et gaz de pétroles), les transports (des voitures de tourisme), l'agro-alimentaire (blé, maïs, orge...etc.), textile et habillement et cuir et les industries mécaniques et électriques. En termes d'importations, l'UE demeure le premier fournisseur de la Tunisie, elle procure plus de 65% des importations en 2014 (*Chaouchi, S et. Al 2014*), le tableau suivant représente l'évolution des importations sur la période 2015 à 2019.

Tableau N°07 : Evolution des importations tunisiennes de 2015 à 2019.

| Année | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
|--------------|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Importations | % du PIB | 50.93% | 50.75% | 56.18% | 61.47% | 59.29% |
| | Mds USD constant | 17.694 | 12.990 | 12.859 | 13.194 | 12.313 |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque Mondiale

Les importations tunisiennes en 2015 ont connu une baisse jusqu'à 50.93% du PIB contre 55.93% en 2014, qui s'explique par la chute des prix des hydrocarbures et par la faiblesse de l'investissement et de l'activité économique. Cette baisse est portée essentiellement sur les importations des énergies, les biens d'équipement, matières premières et demi produits. Les années 2016, 2017, 2018, ont connu une augmentation considérable des importations aussi bien aux prix courant qu'aux prix constant, avec 50.75% du PIB en 2016, 56.18% en 2017 et 61.49% en 2018, à savoir 12.990 Mds USD, 12.859 et 13.194 Mds USD respectivement⁹⁷. Cette progression se justifie par la hausse du

⁹⁴ <https://www.aa.com.tr/fr/%C3%A9conomie/tunisie-economie-la-d%C3%A9pr%C3%A9ciation-du-dinar-un-mal-pour-un-bien-/807220> consulté le 23/08/2020

⁹⁵ BCT, Rapport annuelle 2017.

⁹⁶ Source : les données de l'Institut National de la Statistique (INS).

⁹⁷ Source : les données de la Banque mondiale.

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

secteur énergétique au cours de cette période et les acquisitions des matières premières et approvisionnement des industries manufacturières ainsi que les importations remarquables des biens de consommations et des biens alimentaires⁹⁸.

Au cours de l'année 2019, le volume des importations tunisiennes diminuent de 9% par rapport à 2018⁹⁹ et de leur part du PIB représentant 59.29% (contre 61.47% en 2018). Cette baisse est due au secteur des mines, phosphates et dérivés et les importations des matières premières qui ont connu une baisse de 9.5% et de -2% respectivement¹⁰⁰. En termes de valeur, les importations ont connu une hausse significative sur le reste des secteurs (énergétique, biens d'équipement, produits agricoles et les produits alimentaires de base)¹⁰¹.

2.3.3 Evolution de la balance commerciale tunisienne de 2015 à 2019

Le déficit commercial tunisien ne cesse de s'aggraver ces dernières années, cependant le tableau ci-dessous représente l'évolution de la balance commerciale sur la période allant de 2015 à 2019.

Tableau N°08 : Évolution de la balance commerciale tunisienne de 2015 à 2019

| Année | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---------------------|------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Balance Commerciale | % du PIB | -10.86% | -10.72% | -12.36% | -12.98% | -10.66% |
| | Mds USD constant | -3.773 | -3.481 | -3.627 | -3.608 | -2.692 |

Source : Adaptation personnelle à partir des données de la Banque Mondiale

Le début de l'année 2015 commence par la réduction du déficit à 10.86% du PIB contre 13.7% du PIB en 2014 selon la BM, en raison de la baisse des importations énergétiques. En outre, les exportations de l'huile d'olive sur cette année ont été appréciables par rapport l'année précédente. Cette progression n'a pas duré à cause des recettes imperceptibles

⁹⁸ Source :

⁹⁹ Source : Statistique INS

¹⁰⁰ Ambassade de Suisse en Tunisie

¹⁰¹ *Ibid.*

Chapitre II La situations des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie

provenant du secteur de tourisme, clairement, impacté par un climat d'insécurité à cause des attaques qui ont frappé le pays, soit une baisse de -35.1 %¹⁰² par rapport à 2014.

La dégradation de la balance commerciale continue en 2016, soit -10.72% du PIB¹⁰³, résultant d'un déficit de la balance énergétique, en sus de la baisse des exportations d'huile d'olive durant cette période.

Le solde déficitaire de la balance commerciale creuse à nouveau sur les années 2017 et 2018, absorbant jusqu'à -12.36% et -12.98 % du PIB respectivement¹⁰⁴. Ce creusement découle, d'une part, de la baisse des exportations des hydrocarbures, des industries chimiques, le recul des importations des biens d'investissements et des biens alimentaires d'une façon moins importante à cause de la baisse de la demande des pays de l'UE (*Meyer. H et Rauer. M 2018*). Ce déficit est dû, également, à la dépréciation du dinar tunisien vis-à-vis des principales devises étrangères et au creusement du déficit de la balance énergétique.

Cette désagrégation s'est améliorée mais à un rythme lent à savoir -2.692 Mds USD en 2019, soit -10.78% du PIB. En dépit de l'accroissement intense dans le secteur des mines, phosphates et dérivés, le secteur de l'énergie et le secteur des industries mécaniques et électriques, les exportations évoluent à une allure au-dessous de celle des importations. Un taux de 40% du déficit constitue un déficit de la balance énergétique qui s'est élevé à 7.7 Mds dinars par rapport à celui hors énergie qui représente un déclin de 9.5%¹⁰⁵.

¹⁰² Source : Direction des Etudes, ministère du tourisme. En ligne : <http://www.tourisme.gov.tn> , consulté le 04/06/2021.

¹⁰³ Source : les données de la Banque Mondiale

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Source : statistique INS

Conclusion

Jusqu'à 2019, L'Algérie et la Tunisie continuent à affronter d'importants défis. L'économie algérienne, déjà fragilisée du fait de sa dépendance intégrale des hydrocarbures, vulnérable face aux fluctuations des cours du pétrole, une circonstance politique délicate et une faible diversification des activités économique entraînant un ralentissement de la croissance à savoir 0.8%, ce qui défavorise la création d'emploi et amplifie le chômage soit 11.81%. En termes de commerce extérieur, le déficit commercial algérien persiste mais il s'est contracté ces dernières années -6.11 Mds USD et absorbe -6.43% du PIB¹⁰⁶ en raison de la limitation rigueur des importations et une reprise des exportations.

La situation économique tunisienne est alarmante. La croissance du PIB se maintient à un niveau faible avec un taux de 1.04% affecté par le ralentissement de la demande extérieur mais soutenue par le tourisme et les services, et se révèle nettement insuffisant pour compenser un chômage structurel qui représente 15.13%. Le déficit s'est pareillement détérioré, atteignant -2.69 Mds USD et aspirant -10.66% du PIB, en conséquence des performances économiques et l'évolution des exportations à une cadence au-dessus des importations constituant ainsi un point d'attention majeur¹⁰⁷.

Cela s'est vu amplifier avec l'arrivée du Corona virus en 2020, les deux pays furent confrontés à un ennemi qui a détérioré encore plus leur situation. En effet, les effets néfastes qu'a eus cette crise sur les divers secteurs de différents pays y compris l'Algérie et la Tunisie ont planté un grain d'inquiétude dans ces deux régions, avec un recul de 4.9% du PIB provenant des hydrocarbures en Algérie¹⁰⁸, et un déclin de 6.1% du PIB tunisien¹⁰⁹. Un choc qui ne cessera de s'aggraver suite à la vulnérabilité des situations économiques des deux pays, l'impact réel qu'a eu la crise de la COVID-19 sur les agrégats économiques des deux régions ciblées par notre travail va être analysé d'une manière bien détaillée dans le chapitre suivant.

¹⁰⁶ Source : les données de la Banque Mondiale.

¹⁰⁷ Source : les données de la Banque Mondiale.

¹⁰⁸ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-october-2020> consulté le 25/06/2021

¹⁰⁹ <https://information.tv5monde.com/afrique/la-tunisie-embourbee-dans-une-crise-institutionnelle-appelle-l-aide-le-fmi-> Consulté le 25/06/2021.

CHAPITRE III :

*Essai d'analyse de l'impact
de la crise de la COVID-19
sur la croissance économique,
le chômage et la balance
commerciale ; en Algérie et
en Tunisie*

Introduction

La COVID-19 ou plus communément appelé "le coronavirus" est apparue en Chine et s'est vite propagée aux quatre coins du monde, dès lors le monde a ressenti un double choc intense ; un choc sanitaire et l'autre économique. La crise sanitaire se résume par la dangerosité du virus sur l'être humain et sa transmission rapide, quant au choc économique il s'est traduit par un arrêt spectaculaire des unités de production mondiale et de la fermeture des frontières et bien plus encore. À l'instar des autres pays, la Tunisie et l'Algérie ne furent pas épargnées par ce choc, qui s'est déjà installé dans une atmosphère de crise.

Nous aborderons dans ce chapitre, l'effet de la crise sanitaire du COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques de chacun de ces pays. De ce fait, nous l'avons réparti en trois sections. La première traitera d'abord, de la situation de l'économie mondiale face au COVID-19, la deuxième section sera consacrée pour l'Algérie, dont son économie dépend essentiellement du pétrole. Quant au cas de la Tunisie, laquelle son économie est basée sur le tourisme et les services marchands, sera abordé en troisième section.

Section 01 : La situation mondiale face au COVID-19

La COVID-19 est une épidémie de « pneumonie de cause inconnue » infectieuse transmissible par le contact et les gouttelettes salivaires (Hedidi, M et Bourezak, R.N. 2021)¹¹⁰, dont l'agent responsable est le virus SARS-Cov-2 qui a voyagé depuis sa première apparition de symptômes le 16 novembre 2019¹¹¹ chez un habitant de la province de Hubei en Chine, Dans la ville de Wuhan, septième ville la plus importante de la Chine avec 11 millions d'habitants. Les premiers individus infectés avaient tous été dans un marché de fruits de mer à Wuhan. Le marché est fermé depuis le 1er janvier 2020. Elle s'est ensuite très rapidement diffusée dans le reste du monde¹¹². Pour enrayer cette crise sanitaire, de nombreux pays ont mis en place des mesures de confinement incitant les populations à limiter les interactions physiques. Ces mesures de distanciation ont entraîné la baisse des taux de croissance la plus sévère et la plus synchronisée jamais enregistrée dans

¹¹⁰ Hedidi M, Bourezak R N. (2021), « Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les migrants the consequences of the COVID-19 pandemic on migrants », AL TURATH Journal. Volume 11, issue 01 (March 2021), p38.

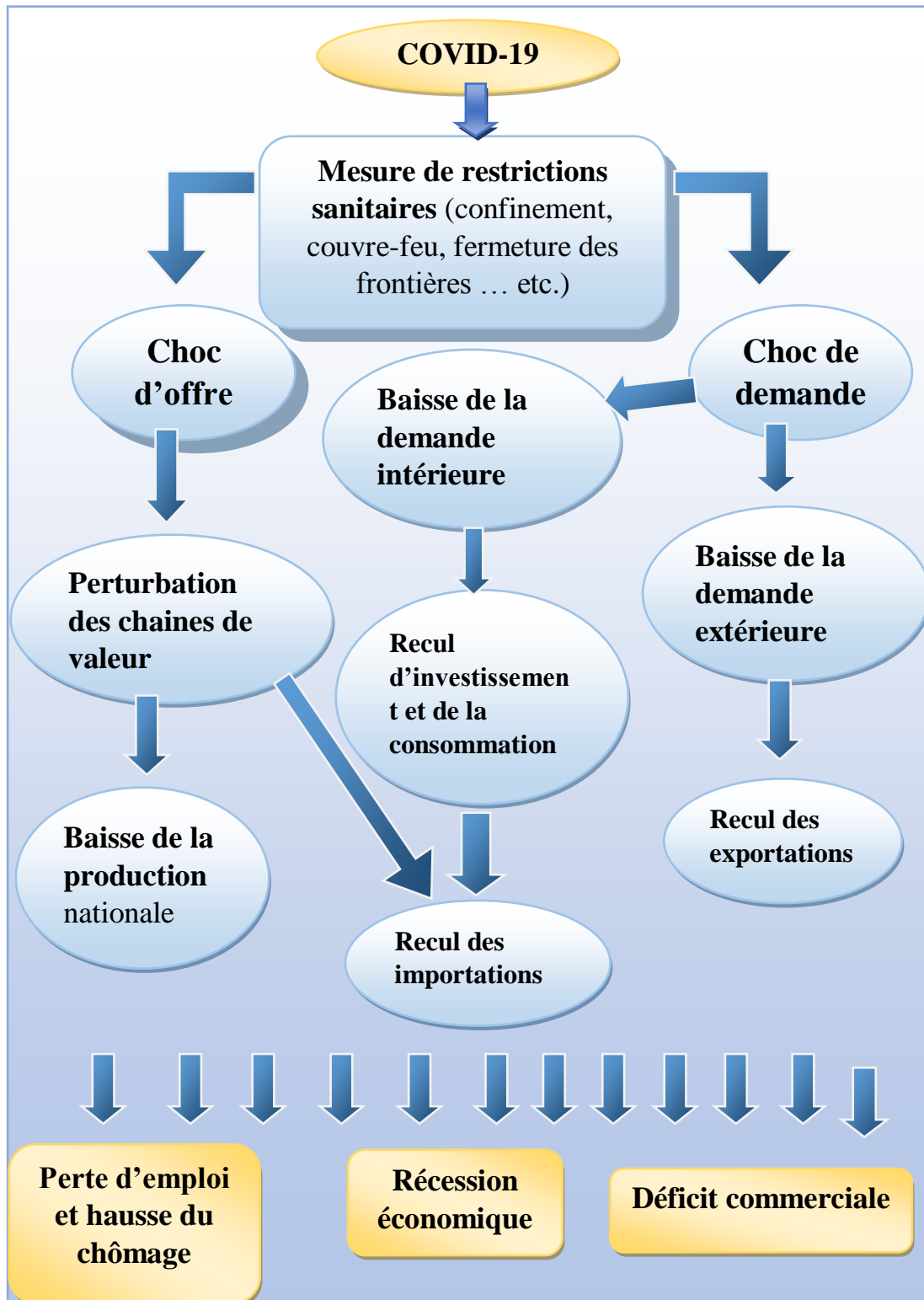
¹¹¹ <https://www.lalsace.fr/sante/2020/05/07/1-hopital-schweitzer-de-colmar-evoque-des-cas-de-covid-des-novembre> consulté le 29/09/2021

¹¹² https://www.ledevoir.com/documents/special/20-03_covid19-carte-dynamique/index.htm consulté le 16/08/2021

***Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur
les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.***

le monde depuis la seconde guerre mondiale. Le schéma suivant représente les effets des restrictions sanitaires sur l'économie.

Figure 1 : Schéma représentatif des effets des mesures sanitaires sur l'économie.



Source : Réalisée par nous-mêmes à partir des Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-mer.

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

L'économie mondiale a connu une chute de (-3,5%), la crise a été plus prononcée dans la zone euro (-7,2) que dans les autres économies avancées (-4,9%) et les économies émergentes et en développement de (-2,4%)¹¹³. Les perspectives demeurent incertaines, tout comme les facteurs de résilience à long terme qui sont tributaires de la nature des politiques de riposte des pays et des conditions de la reprise¹¹⁴. Les Etats unis qui représente la première économie mondiale a enregistré un taux de PIB de -3,5% en 2020¹¹⁵. Quant à la Chine, l'une des rares économies du monde à dégager une croissance positive, elle a enregistré un taux de +2,3% malgré la pandémie en 2020¹¹⁶.

Les perspectives de récession économique mondiale se confirment alors que le choc pandémique de la COVID-19 continue d'impacter gravement les activités productives orientées à l'international, avec ce qui s'en suit de baisse drastique attendue des emplois actifs et l'offre, et une forte détérioration du marché du travail, absorbée dans de nombreux pays principalement par des mesures de chômage partiel, autrement dit par une socialisation des salaires¹¹⁷. Principalement dans les secteurs du tourisme, des services alimentaires, des industries manufacturières et du commerce. D'après l'OCDE, elle a également entraîné une forte réduction des échanges commerciaux et de fortes variations des taux de change.

De plus, L'épidémie a été plus grave pour les pays qui se caractérisent par une forte dépendance vis-à-vis du commerce mondial, du tourisme, les exportations de produits de base et des financements extérieurs. Quoique l'impact de la crise varie d'une région du monde à une autre, tous les pays en voie de développement souffrent de vulnérabilités qui sont accusées par ces chocs exogènes. D'autre part, la fermeture des écoles et les difficultés accrues d'accès aux soins de santé primaires auront probablement des effets durables sur le développement du capital humain¹¹⁸.

Plusieurs économies d'Afrique ont pu résister à la tourmente provoquée par la pandémie de COVID-19 grâce à la conjonction de plusieurs facteurs, notamment au fait

¹¹³ Banque centrale de Tunisie. (Février 2021), « Note sur les évolutions économiques et monétaires », p02.

¹¹⁴ Mouley M, Benaïssa S. (2021) « Crise des finances publiques en Tunisie et gap de financement du déficit du budget de l'Etat : Quelles marges de manœuvre de renforcement des capacités de résilience économique en 2021 ? », ITES, p10.

¹¹⁵ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG> consulté le 18/08/2021.

¹¹⁶ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CN> consulté le 18/08/2021.

¹¹⁷ Heyer E, Timbeau X. (2020), « Évaluation de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale », p62.

¹¹⁸ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/06/08/COVID-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii> consulté le 17/08/2021.

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

que le virus s'est propagé plus lentement que prévu et a fait moins de victimes que dans le reste du monde.

Cela tient aussi à la bonne tenue de la production agricole et au redressement plus rapide qu'attendu des cours des matières premières¹¹⁹.

Pour remédier à cette crise, les gouvernements sont intervenus avec de nombreuses mesures de soutien à la trésorerie des entreprises et apporté une garantie à leurs prêts ; ils devaient amplifier leurs dépenses de santé. La politique budgétaire de chaque pays a été importante pour modérer les effets économiques et sociaux de la crise. Elle a été appuyée par l'action des banques centrales qui ont baissé le niveau des taux sans risque et déployé à nouveau l'arsenal des mesures non conventionnelles.¹²⁰

Section 02 : L'Algérie face au COVID-19

Le 26 février 2020, un premier cas de coronavirus fut détecté en Algérie¹²¹, des lors le gouvernement en place a mis plusieurs restrictions sanitaires afin de protéger la population et limiter la propagation du virus. Mais cela fut une arme à double tranchant, car comme partout ailleurs l'économie algérienne fut impactée par le virus.

2.1 Impact de la crise sanitaire sur la croissance économique algérienne

L'Algérie soutien son développement économique et collecte la devise étrangère grâce aux exportations pétrolières (*Boudia, M et all, 2017*). Donc, chaque perturbation à ce niveau se fait ressentir de manière amplifiée dans notre économie (*Mezour, A et Belaid, D, 2020*), et l'apparition de ce virus a déclenché un énorme bouleversement dans les mécaniques économiques mondiale, conduisant ainsi à un arrêt des chaînes de production à l'international, cela à irréfutablement induit a une baisse du cours du pétrole passant d'environ 66 \$/baril en 2019 à 19 \$/baril en avril 2020¹²², renforçant ainsi l'instabilité économique du pays, en plus d'autres facteurs qui viennent s'accumuler tel que l'arrêt des chaînes de production, la fermeture des commerces non-essentiels, l'arrêt des transports, la

¹¹⁹<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/03/31/amid-recession-sub-saharan-africa-poised-for-recovery> consulté le 17/08/2021.

¹²⁰Heyer E, Timbeau X. (2020), « Évaluation De La Pandémie De COVID-19 Sur L'économie Mondiale », p62.

¹²¹<https://www.aps.dz/sante-science-technologie/102198-sante-un-cas-confirme-positif-au-coronavirus-en-algerie>, consultée le 22/08/2021.

¹²²<https://prixdubaril.com/> consulté le 20/08/2021.

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

baisse de la demande...etc. creusant encore plus le déficit budgétaire du pays (Kaci, S, 2020). Tout cela a eu un réel impact sur la croissance économique du pays.

Il y'a tout d'abord, avec la COVID-19 les recettes des exportations des hydrocarbures qui ont atteints 82,2 millions en tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2020 pour une valeur de 20 milliards de dollars (16,54 milliards d'euros), soit des baisses respectives de 11% et de 40% par rapport à 2019¹²³, En impliquant les exportations hors hydrocarbures du secteur de l'énergie, dont la pétrochimie (la valeur des exportations a grimpé à 22 milliards de dollars en 2020)¹²⁴.

Ensuite, Les mesures de confinement ont eu également de fortes répercussions sur le secteur desservices. En effet, les hôtels, cafés et restaurants ont connu une baisse de (-2,7%)¹²⁵, tandis que l'activité industrielle et le secteur de la construction ont connu une stagnation, d'où le secteur de l'industrie c'est amorti a -7,251% avec un montant 75,984 milliards de dollars constants en 2020 selon la banque mondiale.

Pour ce qui est de la production agricole, elle a atteint 25 milliards de dollars en 2020 contre 23milliards de dollars de l'année d'avant. Selon la banque mondiale le taux du secteur agricole enregistre un taux de 14,228% (% du PIB) contre 12,38% de l'année 2019¹²⁶. De plus, afin de réguler les déficits l'Etat algérien a décrète la suspension d'exportation de certains produits, préjudiciant ainsi le commerce, (*Gana, B, 2020*). Tout cela à directement amener le pays vers une récession, en effet la croissance du PIB réelle de l'Algérie a atteint 191,311 milliards de dollars avec un taux de (-5,481%) contre 202,404 milliards de dollars en 2019 avec un taux de 0,8%¹²⁷.

2.2 Impact de la crise sanitaire sur le chômage algérien

Comme la plupart des pays du monde, l'Algérie a vu son taux de chômage augmenter durant l'année 2020. En effet, la crise économique causé par la pandémie de coronavirus a affecté plusieurs employés et cela à cause des restrictions de mobilité, conduisant ainsi à des pertes économiques considérables (*Berrouche, M. Mahdaoui, H. 2020*).

¹²³https://www.lepoint.fr/afrique/petrole-alger-a-le-blues-18-01-2021-2410113_3826.php consulté le 08/07/2021.

¹²⁴Ibid.

¹²⁵Groupe de la banque mondiale. (2020), « Algérie note de conjuncturetraverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles », p12.

¹²⁶<https://www.agenceecofin.com/agro/0507-89791-algerie-la-valeur-de-la-production-agricole-a-augmente-a-25-milliards-en-2020>consulté le 08/07/2021.

¹²⁷ Ibid.

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

D'après la BM le taux de chômage en Algérie est passé à 12,8% en 2020 contre 11,81% en 2019¹²⁸. D'après les données préliminaires révélées par une enquête menée par le ministère du travail ; 334 000 Algériens ont connu une baisse de leur nombre d'heures de travail, 53 000 se sont retrouvés au chômage de façon temporaire ou permanente, et 180 000 ont subi des retards dans le paiement de leurs salaires¹²⁹.

Les secteurs les plus touchés étaient le secteur des services comme les transports, le tourisme, la restauration, l'hôtellerie, l'artisanat, l'énergie et le commerce de détail et de gros. Les artisans, par exemple, ont connu une baisse de leur activité comprise entre 80 % et 100 %, avec une perte économique estimée à 36,2 milliards de dinars. Ainsi, le secteur de la construction, qui a connu de nombreuses suppressions d'emploi. Autrement dit, les commerces de détail et les commerces en gros œuvrant dans les secteurs considérés non-essentiels, comme l'hôtellerie et la restauration sont les secteurs les plus fortement touchés par la fermeture quasi totale ou la forte baisse de la demande pendant plusieurs mois. Plus de la moitié des travailleurs dans ces derniers secteurs sont des femmes (BIT)¹³⁰.

2.3 Impact de la crise sanitaire sur la balance commerciale algérienne

Le coronavirus, a tout d'abord paralysé les chaînes productives chinoises via toutes les restrictions mise en place par ce gouvernement afin de limiter la propagation du virus, et comme la Chine est le premier fournisseur mondial et surtout algérien, ces perturbations ont eu un impact direct sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela représente une voie par laquelle l'Algérie peut être impacté au niveau commercial. (*Datoussaid, A et al, 2020*).

2.3.1 Impact de la crise sanitaire sur les exportations algériennes

L'apparition du virus a préjudicié les exportations algériennes. En effet, Selon la banque mondiale, les exportations en Algérie ont décliné de 17,091% en 2020, avec un montant de 44,344 milliards de dollars constants, entraînée par la baisse de 14,5 % des exportations d'hydrocarbures avec un montant de 20 milliards de dollars, contre 33 milliards de dollars en 2019¹³¹ (en plus d'un montant de 4 milliards de dollars dont les

¹²⁸ Banque mondiale

¹²⁹ Groupe de la banque mondiale. (2020), « Algérie note de conjoncture traverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles », de p12.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ <https://www.algerie-eco.com/2021/01/23/croissance-economique-les-principaux-leviers-que-doit-actionner-lalgerie-selon-la-banque-mondiale/> consulté le 19/07/2021

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

régimes douaniers n'ont pas encore apuré)¹³². On peut expliquer cela par l'importance des hydrocarbures dans notre économie, ils représentent 90,6% de la valeur globale des exportations¹³³. Cela a malheureusement contraint l'Algérie à revoir ses prévisions de croissance à la baisse (*Berrouche, Z. Mahdaoui, H. 2020*).

Tant dit que les exportations hors hydrocarbures restent marginales avec 9,8% du montant total des exportations, soit 2 milliards de dollars en 2020, en baisse de 14,5% par rapport à l'année précédente, en incluant principalement les engrais minéraux et chimiques azotés, les sucres de cannes et de betteraves, les huiles, de l'ammoniac et les ciments. A contrario l'exportation des dattes et de figues est en hausse de 9,8 milliards de dollars en 2020 par rapport à l'année d'avant¹³⁴.

Le creux créé par ce virus a contraint le gouvernement à prendre plusieurs mesures pour préserver les stocks de matières premières, à travers une liste de 30 produits qui ont été interdits d'exportation pendant une période 6 mois renouvelables¹³⁵, En effet, il est interdit d'exporter toutes sortes de semoule, la farine, le sucre et les huiles de soja. Outre ces denrées alimentaires de première nécessité, il est également interdit d'exporter les pâtes alimentaires, l'ail et les masques¹³⁶(voir annexe n°34).

2.3.2 Impact de la crise sanitaire sur les importations de l'Algérie

L'Algérie est un pays assez dépendant des importations étrangères, mais la COVID-19 les a impactés. En effet, quatre groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations algériennes ont connu des baisses, on trouve parmi eux les biens d'équipements agricoles qui ont diminué de 55%, les énergies de 36,27%, les lubrifiants de 22,63% et les biens d'équipements industriels de 10,92%, d'où ces biens ont représenté plus de 29% de la structure des importations. A contrario les produits bruts ont enregistré une hausse de 14,27% en 2020 comparé à l'année 2019, les biens alimentaires, quant à eux, ont enregistré 0,28% au cours de l'année 2020¹³⁷.

De plus, le mouvement de panique causé par le coronavirus, s'est reflété dans les mesures prises par les gouvernements du monde, qui étaient une baisse des exportations à

¹³²<https://www.24hdz.com/deficit-balance-commerciale-2020/> consulté le 19/07/2021.

¹³³*Ibid.*

¹³⁴*Ibid.*

¹³⁵<https://www.algerie-eco.com/2021/01/14/balance-commerciale-de-lalgerie-un-deficit-de-plus-de-10-milliards-de-dollars-en-2020/> consulté le 20/07/2021.

¹³⁶<https://www.algex.dz/blog-export/item/1496-revision-de-la-liste-des-produits-interdits-a-l-exportation> consulté le 01/09/2021.

¹³⁷https://www.douane.gov.dz/IMG/pdf/rapport_comext_1er_trimestre_20_vf.pdf consulté le 20/07/2021

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

l'étranger afin de maintenir leurs stocks. L'Algérie a fait de même (*Gana, B. 2020*) et a même baissé le taux des importations, afin de faire face au déficit budgétaire, car les autorités se sont fixé un objectif de réduction de la facture des importations, ainsi que d'autres politiques de réduction ont été introduites, portant notamment sur l'extension des restrictions à l'importation des véhicules, dont l'interdiction de l'importation de voitures de plus de trois ans. Le Gouvernement prend également des mesures pour réduire la dépendance du pays aux importations de services¹³⁸.

Pour conclure ce point nous pouvons dire que le taux de couverture des importations par les exportations qui étaient en chute libre de 68,6 % en 2020, contre 86 % en 2019¹³⁹, ce qui est une excellente chose pour l'économie nationale, le taux de couverture commerciale s'est amélioré de manière appréciable pour atteindre 92% en fin mai 2021 contre 72% en fin mai 2020, cette atténuation est due à la forte croissance de la production, encadrement du commerce extérieur(Ministre des finances, 10 juin 2021, Algérie presse services).

Section 03 : La Tunisie face au COVID-19

La Tunisie a enregistré le premier cas de COVID-19 le 2 mars 2020. La propagation du virus est restée relativement contenue durant les semaines qui ont suivi, grâce à la réponse proactive du gouvernement tunisien. A la mi-mars, l'épidémie a été déclarée de santé publique nationale et une série de mesures sanitaires à être adopté par le gouvernement¹⁴⁰.

3.1 Impact de la crise sanitaire sur la croissance économique tunisienne

La crise de la COVID-19 aggrave les fragilités économiques de la Tunisie. Le PIB s'est ainsi contracté sans précédent de -8,6% (BM) sur l'ensemble de l'année 2020 par rapport à 1,043% de l'année 2019. Cette diminution est la plus importante depuis l'indépendance. La pandémie a engendré une récession de la demande globale car les consommateurs ont resserré la ceinture, les entreprises ont diminué leurs activités et leurs investissements, d'où l'investissement global a connu une baisse de -4,9% en 2020¹⁴¹, et

¹³⁸ Groupe de la banque mondiale. (2020), « Algérie note de conjoncturetraverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles », p14.

¹³⁹<https://www.24hdz.com/deficit-balance-commerciale-2020/consulté le 21/07/2021>.

¹⁴⁰<https://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/overviewconsulté le 01/08/2021>

¹⁴¹<http://www.mdici.gov.tn/impact-economique-de-la-pandemie-du-COVID-19-sur-leconomie-tunisienne-pour-lannee-2020/> consulté le 01/08/2021

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

l'Etat a baissé ou annulé certaines dépenses publiques (investissements publics) (Soltani M Z, 2021)¹⁴².

L'économie tunisienne a dû faire face à l'arrêt de certains services comme le transport aérien, et surtout d'une activité économique dominante, en Tunisie, qui est le tourisme (Elloumi. M, 2020)¹⁴³. D'où le nombre de passagers aériens ont connu des replis rigoureux de -75,4% durant l'année 2020 et le nombre de vols aériens a reculé de -66% par rapport à l'année d'avant. Ainsi que les reculs ont été de -82,1% pour les entrées des non-résidents et de -81,1% pour le nombre de nuitées hôtelières¹⁴⁴.

Par ailleurs, La récession du taux de croissance du PIB était perceptible depuis le début de l'année 2020, avec (-2,1%) au premier trimestre en raison de l'instauration des mesures strictes de confinement, (-1,8%) au deuxième trimestre en relation, notamment, avec le confinement total décrété au cours du second trimestre, ainsi, un taux de (-1,4%) au troisième et (-0,4%) au quatrième. Toutefois, la raison des derniers indicateurs conjoncturels relatifs au troisième et au quatrième trimestre est la résurgence de la deuxième vague de l'épidémie. En effet cette dernière a été quasi-généralisée entre les principaux secteurs, en excluant le secteur de l'agriculture et la pêche qui aurait affiché une performance attribuable¹⁴⁵ de (4,4% contre +0,2% en 2019), notamment, à la hausse de la production arboricole, essentiellement à la récolte exceptionnelle de 2 mille tonnes des olives et 332 mille tonnes des palmiers dattiers¹⁴⁶. Cette résilience du secteur agricole correspond surtout au fait que l'approvisionnement en fruits et légumes, en viande de volaille et en produits laitiers a pu se poursuivre à peu près normalement malgré le confinement (ElloumiM, 2020)¹⁴⁷.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce recul, en premier lieu, la chute brutale de la croissance s'explique par la baisse de la demande extérieure adressée aux industries manufacturières exportatrices, dans un contexte de ralentissement de l'activité mondiale, de même par la forte contraction de l'activité de des services marchands (-5,6%), sa valeur

¹⁴²Soltani M Z. (2021), « la Pandémie COVID-19 : une récession de l'offre et de la demande », revue économie, gestion et société vol 1, n°29 février 2021, issn : 2458-6250, p 5

¹⁴³Elloumi M. 2020. « L'agriculture tunisienne face à la COVID-19 : impacts de la crise sanitaire et perspectives pour une agriculture résiliente ». Cah. Agric. 29 : 35.

¹⁴⁴ Banque Centrale de Tunisie. » (Avril 2021), « Note sur les Evolutions Economiques et Monétaires », p2.

¹⁴⁵ITES. (2020), « Crise des finances publiques en Tunisie et gap de financement du déficit du budget de l'Etat : Quelles marges de manœuvre de renforcement des capacités de résilience économique en 2021 ? », p10.

¹⁴⁶Banque Centrale de Tunisie. » (Avril 2021), « Note Sur Les Evolutions Economiques Et Monétaires », p2

¹⁴⁷Elloumi M. 2020. « L'agriculture tunisienne face à la COVID-19 : impacts de la crise sanitaire et perspectives pour une agriculture résiliente ». Cah. Agric. 29 : 35.

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

ajoutée (VA) a en effet, baissé de -12,7%¹⁴⁸, cela est due essentiellement à l'effondrement des prix internationaux de l'énergie, dont les conséquences seraient également lourdes sur l'activité pétrolière et les recettes pour le budget de l'État sous forme de redevance et d'impôt direct sur ce secteur, ce qui a causé la baisse de -8,7% de la production du pétrole brut, et par la contreperformance des industries manufacturières (-1,2%), des activités non marchandes (-1,1%) et des industries non manufacturières (-0,6%)¹⁴⁹. Ainsi, le secteur hors agriculture et pêche, la croissance économique affiche une sévère contraction de -9,9% en 2020 et la production du gaz naturel qui a contribué à raison de -0,1% à la croissance globale, elle a connu une légère amélioration de 3,8% grâce à l'entrée en production du champ Nawara durant l'année 2020. De même, La VA de la branche de la production de l'électricité et du gaz a contribué nullement à la croissance globale et enregistré une baisse de -2,5% en 2020¹⁵⁰. Les autres secteurs d'activités sont aussi impactés négativement par cette crise, mais dans une moindre mesure dont les secteurs liés aux autres services personnels, commerce et réparation et information et communication¹⁵¹.

3.2 La persistance du chômage tunisien face au COVID-19

La crise de la COVID-19 a engendré une aggravation du chômage et l'emploi en Tunisie sur l'ensemble de l'année 2020. En outre, ce dernier a connu une hausse considérable. Selon les données la BM, le taux du chômage en Tunisie est passé de 15% avant la pandémie (en 2019) à 16,69% durant l'année 2020¹⁵², cette hausse est due à la diminution de la demande du facteur travail due à la baisse de la production¹⁵³, de même, des salariés se trouvant en chômage involontaire, des entreprises en fermeture pour causes économiques et épidémiques causées par la COVID-19 (Abdmouleh R, 2021)¹⁵⁴.

La récession de l'activité économique a causé une baisse du temps de travail globale en 2020. La majorité de la population tunisienne travaillant sans sécurité d'emploi ni protection sociale, elle a été gravement touchée par les conséquences de la pandémie. En

¹⁴⁸*Ibid.*

¹⁴⁹Banque Centrale de Tunisie. (Avril 2021), « Note sur les évolutions économiques et monétaires », p02.

¹⁵⁰*Ibid.*

¹⁵¹*Ibid.*

¹⁵²<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=TN>

¹⁵³<https://www.lemanager.tn/2020/06/17/COVID-19-limpact-de-la-crise-sera-encore-plus-important-que-prevu/>

¹⁵⁴Abdmouleh R. (2021), « L'impact de la pandémie du COVID-19 sur le secteur touristique tunisien ».

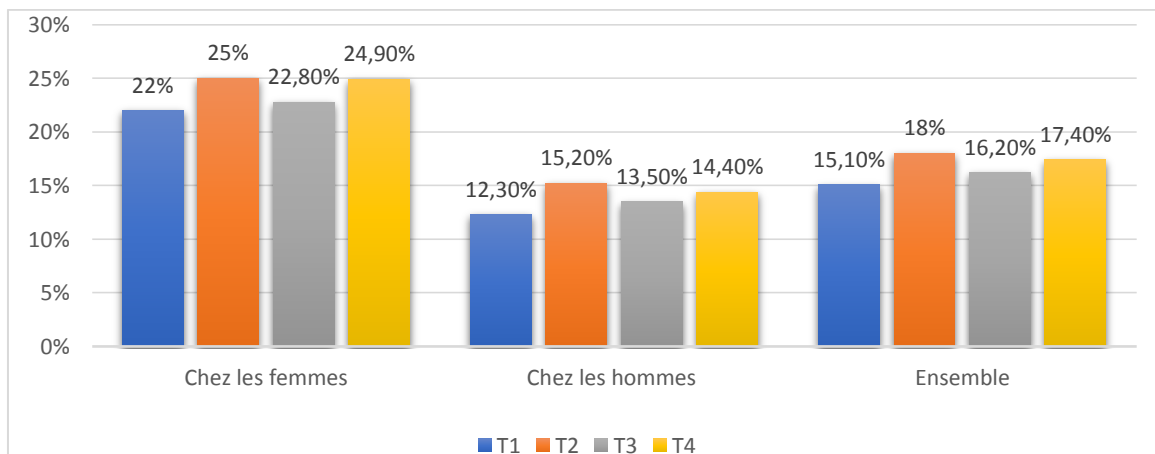
Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

raison du confinement, plusieurs travailleurs de jour ont été privé de leur seule source de revenu (Zmerli M Mohamed, 2020)¹⁵⁵.

Plusieurs secteurs d'activités ont été victime de la crise, notamment le secteur informel qui été trois fois plus touché que le secteur formel par les pertes d'emploi. De plus, de nombreux emplois ont disparu dans ce dernier, qui embauche environ 44% des travailleurs tunisiens selon l'INS, notamment dans l'agriculture, la restauration, le commerce ou le tourisme, secteurs clés frappés de plein fouet par la pandémie¹⁵⁶. Tant dis que les diplômés de l'enseignement secondaire ont été moins touchés que les autres segments de niveaux d'éducation¹⁵⁷.

Le graphe suivant représente l'Evolution de taux de chômage féminin et masculin en Tunisie sur les quatre trimestres de l'année 2020.

Graphique N°9 : Evolution du taux de chômage en Tunisie en (%) selon le genre en 2020.



Source : Réaliser par nous-mêmes à partir des données de l'INST.

À partir le graphique, nous constatons l'évolution de du taux de chômage selon le genre en 2020, ce dernier a connu des fluctuations remarquables durant l'année 2020, cependant le chômage est plus important chez les femmes que chez les hommes.

3.3 Impact de la crise sanitaire sur la balance commerciale Tunisienne

La balance commerciale de la Tunisie a été favorisée par la crise sanitaire car elle a contribué à un recul des importations passant de -5% en 2019 à -25% en 2020, avec une

¹⁵⁵Zmerli M Mohamed.(2020), « Les impacts socio-économiques, climatiques et environnementaux du COVID-19 en Tunisie en 2020 », p03.

¹⁵⁶<https://information.tv5monde.com/afrique/tunisie-la-pandemie-de-coronavirus-plombe-l-economie-378767>consulté le 01/08/2021

¹⁵⁷<https://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/overview>consulté le 20/08/2021

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

baisse, mais à un degré moindre, des exportations de -3,5% et -20%, respectivement, malgré l'existence des exportations exogènes de produits agricoles (huile d'olive en particulier)¹⁵⁸.

Le déficit des échanges commerciaux s'est réduit en 2020 à un niveau de 12.758 MDT. Cet amortissement se dérive d'une baisse des importations qui est de -11,8 MDT par rapport à l'année 2019 qui est plus prononcée que celle des exportations (-5.1 MDT)¹⁵⁹. Il demeure expliqué en grande partie par le déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine -5393,8 MDT, la Turquie -2140,6 MDT, l'Algérie -1719,5 MDT, la Russie -1007,1 MDT et l'Italie -798,4 MDT¹⁶⁰.

Concernant la balance des services, la pandémie COVID-19 et les mesures mises en place à l'échelle nationale et internationale pour limiter sa propagation, ont eu un effet néfaste sur le secteur touristique. Les recettes touristiques se sont repliées à 633M€ en 2020, en baisse de -63% par rapport à l'année d'avant¹⁶¹.

Cependant la chute appréciable du déficit commercial (FOBFOB) en 2020 (-9% du PIB), par rapport à (-14% du PIB) en 2019 (a agi significativement sur la contraction du déficit de la balance des opérations courantes. De plus, le déficit courant est revenu de (-8,5% du PIB) en 2019 à (-6,8% du PIB) en 2020.¹⁶²

Hors énergie, le déficit de la balance commerciale s'est décliné à -8.557 MDT, ainsi que le déficit de la balance énergétique s'est évalué à -4200,5 MDT qui représente un tiers du déficit total¹⁶³.

En outre, La balance commerciale alimentaire a connu durant l'année 2020 un déficit de 859,4 MDT, elle a enregistré également un taux de couverture de 84,9%. Ce déclin du déficit provient de la hausse du rythme des exportations de l'huile d'olive en termes de valeur (+65,8%) en dépit de la régression des exportations des agrumes (-42,6%), des

¹⁵⁸ITES. (2020), « vulnérabilités du pilotage économique en temps de la COVID-19 en Tunisie et éléments de politiques de réponse et de gestion de sortie de crise : pour un sauvetage de l'économie nationale à court terme », (Horizon 2021), Réformes Économiques, p 29.

¹⁵⁹*Ibid.*

¹⁶⁰<https://www.lemanager.tn/2021/01/12/baisse-de-11-7-des-exportations-tunisiennes-en-2020/> consulté le 14/08/2021

¹⁶¹ Banque centrale de Tunisie. (Février 2021), « Note Sur Les Evolutions Economiques Et Monétaires », p17

¹⁶²*Ibid*, p18

¹⁶³<https://www.webmanagercenter.com/2021/01/12/462015/le-deficit-commercial-de-la-tunisie-sest-reduit-en-2020/> consulté le 14/08/2021

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

produits de la mer (-13,6%) et des dattes (-6,1%) d'une part et une légère hausse des importations d'autre part (0,6%) durant l'année 2020 (Douiri Y, 2020)¹⁶⁴.

3.3.1 Impact de la crise sanitaire sur les exportations Tunisiennes

Les recettes d'exportation se sont atténuées de -11,7% en valeur de 38705,9 MDT en 2020, par rapport à l'année précédente, ce repli observé concerne plusieurs secteurs, notamment le textile/habillement et le cuir (-13,8%), les industries mécaniques et électriques (-14%), celui de l'énergie (-9,4%) et celui des mines, phosphates et dérivés (-24,4%). Ainsi que le secteur du THC et de celles des « autres industries manufacturières » qui se sont régressées, de -13,8% et -17,5% respectivement, Dans le même sillage, les exportations du secteur des « Mines, Phosphate et Dérivés » ont baissé de -24,4% au cours l'année 2020, et cela est due essentiellement à l'arrêt de production dans plusieurs champs miniers. Ainsi, les exportations du secteur de l'énergie ont connu une baisse de -9,4%. En effet, le déclin des prix d'huile d'olive sur le marché international d'environ -25%, en 2020, a engendré une baisse significative des recettes d'exportation escomptées à seulement 2.300 MDT pour un volume record de vente de 387 mille tonnes. Par contre, le secteur de l'agriculture et des industries agro-alimentaires a enregistré une hausse de 12%, suite à l'augmentation de nos ventes d'huiles d'olives de près de 3 MDT (contre environ 1,4 MDT)¹⁶⁵.

3.3.2 Impact de la crise sanitaire sur les importations Tunisiennes

Les importations de la Tunisie ont connu une baisse de 18,7% en 2020, en valeur de 51463,7 MDT par rapport à 2019. Ce décroissement enregistré est causé par la baisse au niveau des importations des biens d'équipement de 24,6% pour s'établir à 9,7 MDT, des matières premières et demi-produits (-14,5%) pour s'établir à 16,8 MDT, des biens de consommation (-13,8%) pour atteindre 12,9 MDT et de l'énergie (-37,2%) avec une valeur de 6,4 MDT sous l'effet de la contraction des achats des produits raffinés (3376,6 MDT contre 6416,2 MDT) et de gaz naturel (2129,1 MDT) durant la même période.¹⁶⁶

¹⁶⁴Douiri Y. (2020), « La Balance Commerciale Alimentaire », p 01.

¹⁶⁵ ITES. (2020), « Vulnérabilités Du Pilotage Économique En Temps De La COVID-19 En Tunisie Et Éléments De Politiques De Réponse Et De Gestion De Sortie De Crise : Pour Un Sauvetage De L'économie Nationale À Court Terme (Horizon 2021), Réformes Économiques, p 28.

¹⁶⁶ITES. (2020), « Vulnérabilités Du Pilotage Économique En Temps De La COVID-19 En Tunisie Et Éléments De Politiques De Réponse Et De Gestion De Sortie De Crise : Pour Un Sauvetage De L'économie Nationale À Court Terme (Horizon 2021), Réformes Économiques, p2.

Chapitre III Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques ; en Algérie et en Tunisie.

Les flux des importations ont ainsi persisté leur redressement en enregistrant un accroissement mensuel de 7,5%, engendré, notamment, par la hausse des importations des voitures de tourisme¹⁶⁷.

Les échanges commerciaux des biens avec l'Union européenne (49,9% du total des importations de la Tunisie) ont reculé de 21,4% pour s'établir à 25,672 MDT en 2020. Les importations ont baissé en provenance de la France (-26,6%), de l'Italie (-25%) et de l'Allemagne (-16,8%)¹⁶⁸.

Conclusion

Sur l'ensemble de l'année 2020, La pandémie du nouveau coronavirus COVID-19 frappe de plein fouet l'économie mondiale au fur et à mesure que les pays se calfeutent.

La propagation du virus a perturbé les chaînes d'approvisionnement et provoqué la chute de l'investissement et de la consommation, conduisant à un "risque réel et croissant de la récession mondiale", notamment en Algérie et en Tunisie, les agrégats macroéconomiques ont été fortement impacté par cette dernière, ils ont subi de fortes répercussions de la crise due à la pandémie du COVID-19.

Dans ce chapitre nous avons pu constater qu'en Algérie, les trois agrégats macroéconomiques (le PIB, le chômage et la balance commerciale) furent impactés de manière négative, par contre en Tunisie malgré une croissance économique et un chômage négatif nous remarquons que la balance commerciale a été impactée de manière positive.

¹⁶⁷*Ibid.*

¹⁶⁸<https://www.webmanagercenter.com/2021/01/12/462022/baisse-de-pres-de-19-des-importations-de-la-tunisie/> consulté le 14/02/2021

CHAPITRE IV :
Analyse empirique de l'impact de la
COVID-19 sur quelques agrégats
macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de
la Tunisie

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

Introduction

Après avoir étudié dans les chapitres précédents, la situation des agrégats macroéconomiques dans les deux pays (Algérie et Tunisie) avant et pendant la crise sanitaire qui est apparue vers la fin de l'année 2019 et qui a frappé le monde entier en 2020. Nous tenterons dans ce chapitre une analyse empirique à travers l'utilisation des méthodes économétriques adéquates afin de vérifier les hypothèses posées. Suite aux résultats obtenus des données de nos échantillons, nous estimons les équations retenues par la méthode des Moindres Carrés Ordinaire (MCO) à l'aide du logiciel Eviews 10. Ces estimations visent à étudier l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale des deux pays.

Ce chapitre est organisé en trois sections. La première section est affectée à la méthodologie de travail, la deuxième est consacrée à l'analyse empirique portant sur l'estimation de l'impact de la crise de la Covid sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale de l'Algérie. Tandis que le cas de la Tunisie est étudié dans la troisième section.

Section 1 : méthodologie de travail

En économie, plusieurs phénomènes qualitatifs exogènes peuvent être à l'origine des variations de certaines grandeurs macroéconomiques. Ces phénomènes et leurs effets méritent d'être expliqués et interpréter et ce, à l'aide des outils de l'économétrie.

Nous essaierons, grâce à l'économétrie et à la faveur de la méthode des moindres carrés ordinaires sous le logiciel Eviews, d'élaborer une modélisation du phénomène naturel s'agissant de « la crise sanitaire du coronavirus » par l'estimation de son l'impact sur quelques agrégats macroéconomiques.

L'une des conditions inéluctables qui précèdent l'estimation d'un modèle économétrique est la stationnarité des séries temporelles. Dans notre cas, les séries utilisées sont des séries annuelles de court terme trimestrialisées sous Eviews, étalant du premier du trimestre de l'année 2010 au quatrième trimestre de 2020 dégageant ainsi 44 observations. Le non-usage des tests de stationnarité s'argumente par le fait que l'analyse est une analyse d'un effet d'un choc instantané survenu à court terme. Nous opterons donc pour des séries en niveau pour cette régression.

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

Après avoir estimé notre modèle, nous nous intéresserons uniquement à voir si la crise sanitaire a un impact ou pas, négatif ou positif, sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale. Pour cela, nous définissons donc, à côté des autres variables exogènes, une variable indicatrice (appeler aussi *Dummy variable*¹⁶⁹) mesurant la crise sanitaire sous l'appellation « COVID », elle se présente comme une variable qualitative exogène sous forme binaire, qui prend la valeur 0 dans les périodes de non crise et la valeur 1 lors d'une crise.

$$\text{COVID} = \begin{cases} 0 \text{ pour } t = T_1 2010 \text{ à } T_4 2019 \\ 1 \text{ pour } t = T_1 2020 \text{ à } T_4 2020 \end{cases}$$

Il est incontestable que les données décrites par les modèles économétriques comportent une autocorrélation et/ou une hétéroscédasticité dues à plusieurs raisons. Dès lors, nous nous sommes obligés, avant d'entamer l'interprétation des modèles estimés, de tester les résidus d'estimations.

La normalité des erreurs peut être vérifiée grâce au test de normalité de « **Jarque-Bera** » avec l'analyse du graphique ou bien en comparant sa probabilité liée à 5%, si cette probabilité est bien supérieure à 0.05, les erreurs d'estimations suivent donc une loi normale.

Il existe plusieurs tests de détection d'autocorrélation, nous avons opté pour celui de LM test de « **Breusch-Godfrey** », en comparant la probabilité associée à Chi-square avec 0.05. Si cette probabilité est supérieure à 0.05, ça veut dire qu'il ya absence d'auto corrélation des résidus de la régression. Si elle est inférieure, il existe une auto corrélation des erreurs.

Notre modèle contient une variable qualitative indicatrice, celle-ci ne peut pas être la cause d'une hétéroscédasticité, il est impératif donc de l'éliminer. Pour ce faire, nous allons nous servir du test de « **Breusch-Pagan-Godfrey** » car il nous offre l'avantage d'exclure cette variable indicatrice du test. La règle de décision est alors ; quand la probabilité liée à Chi-Square est bien supérieure à 0.05, nous pouvons dire que les erreurs d'estimation sont homoscedastiques. Si elle est inférieure, elles sont donc hétéroscédastiques.

¹⁶⁹ C'est une variable fictive ne prend que la valeur 0 ou 1 pour indiquer l'absence ou la présence d'un effet catégorique susceptible de modifier le résultat.

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

Afin de corriger un modèle victime d'une éventuelle auto corrélation et/ou d'hétéroscédasticité, nous avons eu recours à l'utilisation de l'estimateur « **Newey-West HAC¹⁷⁰** » conçu et développé par les deux professeurs et économètres « **Whitney K. Newey¹⁷¹** » et « **Kenneth D. West¹⁷²** ». Cet estimateur est valable à la fois en présence d'hétéroscédasticité et d'auto corrélation par l'utilisation de la fonction **HAC** (Hétéroscédasticité et Auto corrélation Cohérente » sur le logiciel Eviews. Dans le cas de non auto corrélation et non hétéroscédasticité, simultanément, on utilisera la fonction **Ordinary**.

Le modèle d'estimation sera sous la forme suivante :

$$Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 X_{1t} + \alpha_2 X_{2t} + \dots + \alpha_k COVID_t + \varepsilon_t$$

Avec :

- **Y_t** : la variable dépendante,
- **α₀** : représente le terme constant,
- **α** : est le coefficient,
- **k** : le nombre de variable indépendante,
- **COVID** : représente la variable indicatrice,
- **ε_t** : représente l'erreur.

Il convient, au préalable, d'analyser les propriétés statistiques des paramètres. Pour ce faire, une comparaison doit avoir lieu entre les probabilités associées aux paramètres et le seuil 5% et dans certains cas à 10%, la variable est alors statistiquement significative si sa probabilité associée est inférieure à 5% (à 10% pour certains cas). Non significative si elle est supérieure.

Les interprétations des résultats de la régression se feront, en général mais en mettant en lumière, exclusivement, la variable « COVID » car elle constitue notre objet d'étude. Outre que sa significativité au plan statistique qui reflète la présence d'un rôle d'influence sur la variable endogène concernée, le signe du coefficient du paramètre « COVID » nous laisse découvrir la nature de l'impact qu'elle a sur l'agrégat touché, d'où le signe négatif indique

¹⁷⁰https://fr.abcdef.wiki/wiki/Newey%E2%80%93West_estimator consulté le 10/08/2021.

¹⁷¹https://en.wikipedia.org/wiki/Whitney_K._Newey consulté le 10/08/2021.

¹⁷²https://en.wikipedia.org/wiki/Kenneth_D._West consulté 10/08/2021.

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

l'existence d'un effet néfaste et le signe positif nous mène à conclure que la crise était favorable pour l'agrégat intéressé.

A contrario, la non significativité de la variable « COVID » s'interprète par l'absence d'un rôle dans l'influence de la variable dépendante.

Afin de pouvoir valider le modèle, deux tests seront effectués ; il s'agit du test d'ajustement global de R^2 et celui de significativité globale de Fisher. Le premier test repose sur la qualité d'ajustement du modèle, elle se mesure directement à partir du coefficient de détermination R^2 (R-squared), plus il tend vers 1, plus la qualité d'ajustement est bonne et nous pouvons dire que toutes les variables exogènes contribuent à l'explication de la variable endogène. Le deuxième test est celui de Fisher, si la probabilité de la statistique de Fisher calculée est inférieure à 0.05, le modèle est donc globalement significatif, le modèle est donc bon.

Section 2 : Analyse empirique pour le cas de l'Algérie

Dans cette section, trois modèles économétriques seront estimés, un modèle pour chaque agrégat. La première estimation sera sur l'impact de la crise sanitaire sur la croissance du PIB en Algérie représenté sous le modèle (1), le deuxième modèle (2) porte sur son impact sur le chômage, alors que le troisième modèle (3) est affecté pour la balance commerciale en Algérie.

Toutes les données des échantillons utilisées pour le cas de l'Algérie, sont des données annuelles (**voir annexe n°6**) tirées à partir du site de la Banque Mondiale et trimestrialisées sous le logiciel Eviews 10.

2.1 Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur la croissance économique en Algérie

➤ Présentation des variables

Les variables utilisées pour la régression sont les suivantes ; le produit intérieur brut « PIB » comme variable endogène mesurant la croissance économique, les dépenses publiques « DEP_PUB », l'indice mesurant les investissements ; la Formation Brut de Capital Fixe « FBCF », le taux d'inflation « TX_INFL » comme variables exogènes ainsi que la variable indicatrice « COVID ».

Après l'estimation du modèle (1) (**voir annexe n°11**), Nous testerons les résidus d'estimations.

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

➤ Test des résidus d'estimation

Tableau N°9 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (1)

| | | |
|----------------------------------|--|---|
| Test de normalité de Jarque-Bera | Test d'autocorrélation de Breusch-Gofrey | Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Gofrey |
| Probabilité = 0.27 | Prob. Chi-Square (4) = 0.00 | Prob. Chi-Square (3) = 0.06 |

Source : Etablis par nous-mêmes à partir des résultats fournis par Eviews 10 (voir annexes n°12, 13 et 14)

D'après le **tableau n°9**, le résultat du test de normalité des erreurs nous montre que la probabilité (0.27) est supérieure à 0.05. On rejette l'hypothèse alternative, les erreurs sont normalement distribuées

Les résultats du test d'autocorrélation montrent que la probabilité associée à Chi-Squared est inférieure à 5%. Nous rejetons l'hypothèse nulle. Les erreurs sont auto-corrélées. Le dernier test indique que la probabilité liée à Chi-Square (0.06) est supérieure à 0.05. On rejette l'hypothèse d'hétéroscédasticité. Les erreurs sont homoscedastiques.

D'après les résultats précédents, Il convient de ré-estimer le modèle (1) avec les MCO suivie de l'option HAC.

➤ Réestimation du modèle (1)

Tableau N°10 : Résultat de la réestimation du modèle (1)

Dependent Variable: TX_PIB
Method: Least Squares
Date: 08/02/21 Time: 15:55
Sample: 2010Q1 2020Q4
Included observations: 44
HAC standard errors & covariance (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|------------------------|-------------|-----------------------|-------------|----------|
| C | 11.01508 | 2.866063 | 3.843280 | 0.0004 |
| DEP_PUB | -0.578438 | 0.110045 | -5.256375 | 0.0000 |
| FBCF | 1.102222 | 0.233143 | 4.727656 | 0.0000 |
| TX_INF | 0.246663 | 0.055098 | 4.476812 | 0.0001 |
| COVID | -2.268172 | 1.166308 | -1.944745 | 0.0590 |
| R-squared | 0.894231 | Mean dependent var | | 1.929001 |
| Adjusted R-squared | 0.883383 | S.D. dependent var | | 2.727467 |
| S.E. of regression | 0.931409 | Akaike info criterion | | 2.802409 |
| Sum squared resid | 33.83342 | Schwarz criterion | | 3.005158 |
| Log likelihood | -56.65300 | Hannan-Quinn criter. | | 2.877598 |
| F-statistic | 82.43199 | Durbin-Watson stat | | 0.358271 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | Wald F-statistic | | 56.92347 |
| Prob(Wald F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : résultat fourni par Eviews 10

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

L'équation de l'estimation se présente comme suit :

$$PIB_t = 11.01 - 0.57 DEP_PUB + 1.10 FBCF + 0.24 TX_INF - 2.68 COVID \dots (1)$$

➤ **Interprétations statistiques et économique**

A l'observation des résultats de la régression affichés dans le **tableau N°10**, nous remarquons que les variables « DEP_PUB », « FBCF » et « TX_INF » sont significatives au plan statistique car leurs probabilités associées sont inférieures à 5%.

Séparément, la variable « COVID » possède une probabilité (0.059) approximativement égale à 5%. Prenant un seuil de 10%, cette dernière apparaît significative, ainsi elle contribue à la l'explication de la baisse du taux de croissance sur la période de crise. Le signe négatif du coefficient de la variable « COVID » se traduit par l'impact négatif que la crise du coronavirus a sur la croissance économique en Algérie.

Le double choc d'offre et de demande, intérieur et extérieur entraîné par la crise sanitaire avait une grande répercussion sur la croissance économique algérienne déjà fragilisée, passant d'une croissance de 0.8% en 2019 à -5.48% en 2020¹⁷³. La baisse de la consommation non alimentaire (demande intérieure) a eu de lourd poids sur la production nationale ainsi que les activités économiques qui ont connu un frein à cause des restrictions sanitaires imposés par les autorités afin de limiter les contaminations du virus. Le recul de la demande extérieure s'est traduit par la chute brutale des prix du pétrole qui sont passés de 66 \$/baril en 2019 à 20 \$/baril en avril 2020 (*Gadi. O et Debech. I 2021*) ce qui a, naturellement, impacté la production de pétrole ainsi que le recul du secteur des hydrocarbures, en réduisant les investissements qui sont passé de 45.99% du PIB en 2019 à 44.82% du PIB en 2020¹⁷⁴ ainsi que les recettes budgétaires engendrant, par conséquent, une forte récession économique.

➤ **Validation**

La valeur du coefficient de déterminations R² est de 0.894. Cela signifie que la qualité d'ajustement est bonne, la croissance économique algérienne est expliquée à 89.4% par les variables exogènes. Le test global de Fisher indique que le modèle est globalement significatif car sa probabilité est inférieure à 5%, cela veut dire que toutes les variables exogènes peuvent bien expliquer la variable endogène.

¹⁷³ Source : les données de la Banque Mondiale.

¹⁷⁴ Source : les données de la Banque Mondiale

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

2.2 Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur le chômage en Algérie

➤ Présentation des variables

Pour l'estimation du modèle, les variables suivantes ont été retenues ; le taux de chômage « TXCHOM » comme variable endogène, le taux d'inflation « TX_INFL » et le produit intérieur brut par habitant « PIBH » comme variables exogènes ainsi que la variable « COVID ».

Après l'estimation du modèle (2) (voir annexe n°15), Nous testerons les résidus d'estimations.

➤ Test sur les résidus d'estimation

Tableau N°11 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (2)

| Test de normalité de Jarque-Bera | Test d'autocorrélation de Breusch-Gofrey | Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Gofrey |
|----------------------------------|--|---|
| Probabilité = 0.65 | Prob. Chi-Square (4) = 0.00 | Prob. Chi-Square (2) = 0.18 |

Source : Etablis par nous-mêmes à partir des résultats fournis par Eviews 10 (voir annexes n°16, 17 et 18).

Selon les résultats affichés dans le **tableau n°11**, On peut rejeter l'hypothèse alternative du test de normalité, car la probabilité liée à Jarques-Bera est supérieur à 5%. Les résidus de notre modèle sont normalement distribués.

Le test de Breusch-Godfrey montre que les erreurs de ce modèle sont auto corrélés à cause de sa probabilité qui inférieure à 0.05. Le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey indique que la probabilité liée à Chi-Square (0.18) est supérieure à 0.05, permettant ainsi d'accepter l'hypothèse nulle qui considère que les erreurs d'estimation sont homoscédastiques.

Dans ce cas, nous allons réestimer le modèle (2) avec les MCO suivie de l'option HAC.

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

➤ Réestimation du modèle (2)

Tableau n°12 : Résultat de la réestimation du modèle(2)

Dependent Variable: TXCHOM
Method: Least Squares
Date: 07/29/21 Time: 19:00
Sample: 2010Q1 2020Q4
Included observations: 44
HAC standard errors & covariance (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 10.64178 | 0.263969 | 40.31450 | 0.0000 |
| TX_INF | 0.127568 | 0.045907 | 2.778842 | 0.0083 |
| PIBH | -0.653028 | 0.106216 | -6.148116 | 0.0000 |
| COVID | -2.822343 | 0.759599 | -3.715569 | 0.0006 |

| | | | |
|------------------------|-----------|-----------------------|----------|
| R-squared | 0.752330 | Mean dependent var | 10.98727 |
| Adjusted R-squared | 0.733754 | S.D. dependent var | 1.014068 |
| S.E. of regression | 0.523249 | Akaike info criterion | 1.628989 |
| Sum squared resid | 10.95157 | Schwarz criterion | 1.791188 |
| Log likelihood | -31.83775 | Hannan-Quinn criter. | 1.689140 |
| F-statistic | 40.50167 | Durbin-Watson stat | 0.552803 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | Wald F-statistic | 33.37871 |
| Prob(Wald F-statistic) | 0.000000 | | |

Source : résultat fourni par Eviews 10.

L'équation obtenue de l'estimation du modèle est la suivante :

$$TXCHOM_t = 10.64 + 0.127 TX_INF - 0.65 PIBH - 2.82 COVID.... (2)$$

➤ Interprétations statistiques et économique

A l'observation des résultats d'estimations affichés sur le **tableau n°12**, on déduit que toutes les variables ainsi que la constante sont significatives sur le plan statistique en réponse à leurs probabilités associées qui sont toutes inférieures à 5%.

Passons maintenant à l'interprétation distinguée de la variable « COVID » qui fait l'objet de notre étude. Significative au seuil de 5% en affichant un signe négatif qui se déchiffre par son impact nocif sur le chômage en Algérie.

En Effet, le taux de chômage en Algérie est passé de 11.81% en 2019 à 12.89% en 2020¹⁷⁵ Le repli de la demande de facteur de travail dû à la baisse de la production nationale et la baisse de l'offre de main d'œuvre ont porté un sacré coup sur les activités économiques engendrant des pertes d'emploi notamment dans le secteur de construction où la main d'œuvre informelles domine et celui de transport, commerces de détail et de gros.

¹⁷⁵ Source : les données de la Banque Mondiale

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

En outre, beaucoup d'entreprises ont eu recours au chômage technique à cause des restrictions sanitaires pressantes qui ont empêché les travailleurs à se rendre au lieu de travail.

➤ **Validation**

Le coefficient de déterminations R-squared est de 75.2%. Cela signifie que la qualité d'ajustement est bonne, le chômage algérien est expliqué à 75.2% par les variables exogènes. Le test global de Fisher indique que le modèle est globalement significatif car sa probabilité est inférieure à 5% en réponse à l'hypothèse alternative qui estime qu'il existe au moins un coefficient non nul. Signifie que toutes les variables exogènes peuvent influencer (explique bien) le chômage.

2.3 Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur la balance commerciale en Algérie

➤ **Présentation des variables**

Les variables choisies pour l'estimation du modèle sont ; la balance commerciale « BC » comme variables à expliquer, les exportations « EXPOR », les importations « IMPOR » et le taux de change « TX_CHAN » comme variables explicatives ainsi que la variable indicatrice « COVID ».

Il convient, après l'estimation du modèle (3) (voir annexe n°19), de tester les résidus d'estimations.

➤ **Test sur les résidus d'estimation**

Tableau N°13 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (3)

| Test de normalité de Jarque-Bera | Test d'autocorrélation de Breusch-Gofrey | Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Gofrey |
|----------------------------------|--|---|
| Probabilité = 0.31 | Prob. Chi-Square (4) = 0.00 | Prob. Chi-Square (3) = 0.43 |

Source : Etablis par nous-mêmes à partir des résultats fournis par Eviews 10 (voir annexes n°20, 21 et 22).

Les résultats du **tableau n°13** nous montrent que la probabilité associée à Jarque Bera (0.31) est supérieure à 0.05, nous accepterons donc l'hypothèse nulle, les résidus

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

d'estimations suivent une loi normale. Ensuite, la probabilité liée au test d'autocorrélation est de 0.00, strictement inférieure à 0.05. Nous acceptons la présomption d'autocorrélation. Les erreurs sont auto-corrélées. En dernier lieu, nous remarquons que la probabilité liée au test d'hétéroscédasticité (0.43) est supérieure à 0.05. On rejette l'hypothèse d'hétéroscédasticité. Les résidus d'estimations sont homoscedastiques.

D'après les résultats précédents, Il convient de réestimer le modèle (3) avec les MCO suivie de l'option HAC.

➤ Réestimation du modèle (3)

Tableau n°14 : Résultat de la réestimation du modèle(3)

Dependent Variable: BC
 Method: Least Squares
 Date: 08/08/21 Time: 23:03
 Sample: 2010Q1 2020Q4
 Included observations: 44
 HAC standard errors & covariance (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|------------------------|-------------|--------------------|-------------|-----------|
| C | 4.35E-15 | 4.10E-15 | 1.061120 | 0.2952 |
| EXPOR | 1.000000 | 2.46E-15 | 4.07E+14 | 0.0000 |
| IMPOR | -1.000000 | 6.10E-15 | -1.64E+14 | 0.0000 |
| TX_CHAN | -1.81E-17 | 3.20E-17 | -0.567003 | 0.5740 |
| COVID | -1.01E-15 | 5.67E-16 | -1.786493 | 0.0818 |
| R-squared | 1.000000 | Mean dependent var | | -0.031392 |
| Adjusted R-squared | 1.000000 | S.D. dependent var | | 0.087700 |
| S.E. of regression | 3.22E-16 | Sum squared resid | | 4.05E-30 |
| F-statistic | 7.97E+29 | Durbin-Watson stat | | 0.510409 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | Wald F-statistic | | 6.45E+29 |
| Prob(Wald F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : résultat fourni par Eviews 10.

L'équation de la régression est la suivante :

$$BC_t = 4.35 \cdot 10^{-15} + 1 \text{ EXPOR} - 1 \text{ IMPOR} - 1.81 \cdot 10^{-17} \text{ TX_CHAN} - 1.01 \cdot 10^{-15} \text{ COVID} \quad (3)$$

➤ Interprétations statistiques et économique

En visualisant les résultats de la régression obtenus dans le **tableau n°14**, on remarque que les variables « EXPOR » et « IMPOR » sont statistiquement significatives suite à leurs probabilités strictement inférieures à 0.05. Ce n'est pas le cas pour la variable « TX_CHAN » car elle a une probabilité liée (0.57) supérieure à 5%.

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

Mettons en lumière la variable « COVID », cette dernière représente des propriétés statistiques non significatives au seuil de 5%, mais en appliquant un seuil de 10%, celle-ci devient significative au plan statistique puisque sa probabilité est de 0.08.

La variable indicatrice « COVID » se manifeste avec son signe négatif qui se traduit par la présence d'un impact négatif de la crise de Coronavirus sur la balance commerciale algérienne.

En dépit des mesures mises en place par les pouvoirs publics algériens afin de contenir l'aggravation du déficit en période de la crise sanitaire, la balance commerciale algérienne a connu de nouveau un creusement de son déficit (justifiant ainsi le signe négatif), partant d'un déficit de -6.43% du PIB en 2019 à -11.04% du PIB en 2020¹⁷⁶, et cela du fait du recul des exportations (allant de 22.79% du PIB en 2019 à 17.09% du PIB en 2020¹⁷⁷) qui trouve son origine dans la baisse de la demande mondiale des recettes des hydrocarbures et l'effondrement spectaculaire des prix du pétrole. Dans un second temps, les importations ont subi un repli de façon moins importante que les exportations, partant de 29.23% du PIB en 2019 à 28.14 % du PIB en 2020¹⁷⁸, conséquence du déclin de la demande intérieure de consommation et les sévères politiques de restrictions à l'importation

➤ Validation

La valeur de R squared est de 100%, indiquant que la qualité d'ajustement est très bonne. La balance commerciale algérienne est expliquée à 100% par les variables exogènes. Le test global de Fisher indique que le modèle est extrêmement satisfaisant parce que la probabilité de F-statistic est inférieure à 0.05. Le modèle est validé statistiquement.

¹⁷⁶ Source : les données de la Banque Mondiale.

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ *Ibid.*

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

Section 3 : analyse empirique pour le cas de la Tunisie

Pour le cas de la Tunisie, pareillement, trois modèles économétriques seront estimés. Les modèles (4), (5) et (6) représenteront, respectivement, l'impact de la crise sanitaire sur la croissance du PIB, le chômage et sur la balance commerciale en Tunisie.

Les données des échantillons utilisées pour le cas de la Tunisie, sont des données annuelles (**voir annexe n°7**) tirées à partir du site de la Banque Mondiale, hormis pour les données de la balance commerciale, des importations et des exportations tunisiennes qui sont mensuelles (**voir annexe n°8, 9 et 10**). Toutes les données se sont trimestrialisées sous le logiciel Eviews 10.

3.1. Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur la croissance économique tunisienne

➤ Présentations des variables

Pour l'estimation du modèle, les variables suivantes ont été retenues : la variable endogène Produit intérieur brut « PIB » comme une mesure de la croissance économique, l'indice mesurant les investissements ; la Formation Brut de Capital Fixe « FBCF », le taux d'inflation « TX_INFL » et le taux de chômage « CHOM » comme variables exogènes ainsi que la variable indicatrice « COVID ».

La prochaine étape consiste, après l'estimation du modèle (4) (**voir annexe n°23**), à vérifier des résidus d'estimation.

➤ Test des résidus d'estimation

Tableau n°15 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (4)

| Test de normalité de Jarque-Bera | Test d'autocorrélation de Breusch-Gofrey | Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Gofrey |
|----------------------------------|--|---|
| Probabilité = 0.30 | Prob. Chi-Square (4) = 0.00 | Prob. Chi-Square (3) = 0.003 |

Source : Etablis par nous-mêmes à partir des résultats fournis par Eviews 10 (**voir annexes n°24, 25 et 26**).

Suite aux statistiques affichées dans le **tableau n°15**, On peut rejeter l'hypothèse alternative car la probabilité liée à Jarque-Bera est supérieure à 5%. Les résidus de notre modèle sont donc normalement distribués. Par la suite, la probabilité associée au test

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

d'autocorrélation est inférieure à 5%, on rejette l'hypothèse nulle qui stipule l'absence d'autocorrélation. Il existe une éventuelle auto corrélation des erreurs. En dernier lieu, les statistiques fournies par le test d'hétéroscédasticité de Breuch-Pagan-Godfrey infirme l'existence d'une homoscedasticité des erreurs suite au rejet de l'hypothèse nulle du fait de l'infériorité de la probabilité associée à Chi-squared face à la probabilité au seuil de 5%.

La méthode de ré-estimation adaptée aux résultats précédents sera les Moindres Carrés Ordinaires suivie de l'option HAC, puisque les séries possèdent une hétéroscédasticité et une auto corrélation.

➤ **Réestimation du modèle (4)**

Tableau n°16 : Résultat de la réestimation du modèle (4)

Dependent Variable: PIB
Method: Least Squares
Date: 08/05/21 Time: 18:04
Sample: 2010Q1 2020Q4
Included observations: 44
HAC standard errors & covariance (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | -14.52099 | 7.924714 | -1.832367 | 0.0745 |
| FBCF | 0.852720 | 0.214479 | 3.975765 | 0.0003 |
| INFL | 1.211891 | 0.391844 | 3.092793 | 0.0037 |
| CHOM | -0.443104 | 0.249087 | -1.778910 | 0.0831 |
| COVID | -4.603900 | 1.807819 | -2.546660 | 0.0149 |

| | | | |
|------------------------|-----------|-----------------------|----------|
| R-squared | 0.859992 | Mean dependent var | 0.983300 |
| Adjusted R-squared | 0.845633 | S.D. dependent var | 3.795853 |
| S.E. of regression | 1.491375 | Akaike info criterion | 3.743919 |
| Sum squared resid | 86.74382 | Schwarz criterion | 3.946668 |
| Log likelihood | -77.36622 | Hannan-Quinn criter. | 3.819108 |
| F-statistic | 59.88911 | Durbin-Watson stat | 0.588288 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | Wald F-statistic | 45.01142 |
| Prob(Wald F-statistic) | 0.000000 | | |

Source : résultat fourni par Eviews 10.

L'équation de l'estimation se présente comme suit :

$$PIB_t = - 14.52 + 0.85FBCF + 1.21INF - 0.44CHOM - 4.60 COVID.... (4)$$

➤ **Interprétations statistiques et économique**

La visualisation des résultats de la régression linéaire affichés dans le **tableau n°16** indique que les variables « FBCF », « INF » sont statistiquement significatives suite à leurs probabilités associées qui sont inférieures à 5%. Contrairement à la variable « CHOM » et

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

la constante qui ne sont pas significatives au plan statistique car leurs probabilités sont supérieures à 0.05.

Prise individuellement, la variable « COVID » représente des propriétés statistiques significatives grâce à sa probabilité (0.01) qui est inférieure à 5%. Cela veut dire que cette variable a une influence sur le PIB.

Dans notre estimation, nous arrêtons notre attention sur la variable indicatrice « COVID » puisqu'elle représente notre objet d'étude. En observant cette variable en particulier, nous constatons qu'elle possède un signe négatif, indiquant qu'elle a un impact négatif sur la croissance économique.

En effet, la crise sanitaire a été suivie par une récession économique de -8.60% en 2020 après avoir été 1.04 en 2019¹⁷⁹ qui s'est traduit par un ralentissement voire le gel des activités de tous les secteurs (manufacturiers, tourisme, transport, ...) en raison des restrictions sanitaires mises en place par les autorités afin de limiter la propagation du virus. De même, ses restrictions ont lourdement affecté les recettes issues du tourisme de l'un des secteurs piliers de l'économie tunisienne ont baissé de 80%, en plus des pertes économiques dans le secteur du transport estimé de 60% (*El Kadhi et al. 2020*) avec environ 1.5 milliard de dinars en 2020 contre 4 milliard de dinars en 2019 (*Abdmouleh. R 2021*).

En outre, ce choc était simultanément, un choc d'offre en réduisant la production nationale, et un choc de demande par la baisse des consommations des ménages, le repli des investissements qui chute de 17.5% du PIB en 2019 jusqu'à 13% du PIB en 2020¹⁸⁰.

➤ Validation

Les coefficients de détermination R-squared et Adjusted R-squared représentent 85.9% et 84.5% respectivement, ce qui signifie que la qualité d'ajustement est bonne. Le test global de Fisher indique que le modèle est globalement significatif car la valeur de sa probabilité est inférieure à 5%. Le modèle est bon.

¹⁷⁹ Source : les données de la Banque Mondiale

¹⁸⁰ *Ibid.*

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

3.2 Estimation et analyse de l'impact de la Covid sur le chômage

➤ Présentation des variables

Les variables suivantes ont été tiré afin d'estimer le modèle ; le taux de chômage « CHOM » comme variable endogène, le taux de croissance « PIB », les investissements « FBCF » et la population active « POP comme variables exogènes ainsi que la variable indicatrice « COVID ».

Commençons, avant d'entamer l'interprétation du modèle (5) estimé (voir annexe n°27), par les tests sur les résidus.

➤ Test sur les résidus d'estimation

Tableau n°17 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (5)

| Test de normalité de Jarque-Bera | Test d'autocorrélation de Breusch-Gofrey | Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Gofrey |
|----------------------------------|--|---|
| Probabilité = 0.39 | Prob. Chi-Square (4) = 0.00 | Prob. Chi-Square (3) = 0.11 |

Source : Etablis par nous-mêmes à partir des résultats fournis par Eviews 10 (voir annexes n°28, 29 et 30).

D'après les statistiques affichées dans le **tableau n°17**, la probabilité associée à la statistique de Jarque-Bera (0.39) est supérieur à 0.05. On accepte l'hypothèse nulle qui estime que les résidus du modèle suivent une loi normale. Le test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey, affiche une probabilité inférieure à 5%. Les résidus d'estimation sont auto-corrélés en réponse à l'hypothèse nulle. Dernièrement, les résultats du test d'hétéroscédasticité montrent que la probabilité liée à Chi-square (0.11) est supérieure à la valeur critique de 5%. On rejette l'hypothèse alternative. Les erreurs sont donc homoscedastiques.

La méthode d'estimation adaptée aux résultats obtenus des tests sera les Moindres Carrés Ordinaires suivie de l'option HAC, puisque les séries possèdent une homoscedasticité et une auto corrélation.

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

➤ Réestimation du modèle (5)

Tableau n°18 : Résultat de la réestimation du modèle(5)

Dependent Variable: CHOM
Method: Least Squares
Date: 08/07/21 Time: 15:20
Sample: 2010Q1 2020Q4
Included observations: 44
HAC standard errors & covariance (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 150.9307 | 70.20746 | 2.149781 | 0.0378 |
| PIB | 0.718579 | 0.214867 | 3.344290 | 0.0018 |
| FBCF | -2.100960 | 0.680718 | -3.086387 | 0.0037 |
| POP | -2.33E-05 | 1.43E-05 | -1.635399 | 0.1100 |
| COVID | -4.554357 | 2.165428 | -2.103213 | 0.0419 |

| | | | |
|------------------------|-----------|-----------------------|----------|
| R-squared | 0.753392 | Mean dependent var | 16.17273 |
| Adjusted R-squared | 0.728099 | S.D. dependent var | 2.407116 |
| S.E. of regression | 1.255169 | Akaike info criterion | 3.399062 |
| Sum squared resid | 61.44251 | Schwarz criterion | 3.601811 |
| Log likelihood | -69.77937 | Hannan-Quinn criter. | 3.474251 |
| F-statistic | 29.78650 | Durbin-Watson stat | 0.374639 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | Wald F-statistic | 39.27230 |
| Prob(Wald F-statistic) | 0.000000 | | |

Source : résultat fourni par Eviews 10.

L'équation de la régression est la suivante :

$$CHOM_t = 150.93 + 0.71 PIB - 2.10 FBCF - 2.33 \cdot 10^{-5} POP - 4.55 COVID \dots (5)$$

➤ Interprétation statistique et économique

L'observation des résultats d'estimation montre que les deux variables « PIB » et « FBCF » ainsi que la constante sont, d'un point de vue statistique, significatifs car leurs probabilités sont inférieures à 5%, ce qui n'est pas le cas pour la variable «POP» qui semble être non significative au fait que sa probabilité supérieure à 0.05.

Intéressons-nous, maintenant, à la variable « COVID». Les propriétés statistiques de cette dernière (prob = 0.04) montrent qu'elle statistiquement significative au seuil de 5%. Cela nous permet de dire qu'elle a un impact sur le chômage.

La significativité et le signe négatif du coefficient de la variable « COVID » s'interprète par l'existence d'un effet néfaste sur le chômage.

Outre que les mouvements sociaux, l'interruption des projets industriels et la faible croissance économique qui sont à l'origine de chômage élève en Tunisie marquant un taux

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

de 15.13% en 2019¹⁸¹. Ce dernier s'est vu amplifier avec l'arrivée du virus et l'instauration des restrictions sanitaires (fermeture obligatoire des commerces et des lieux de travail, confinement, couvre-feu.), ce qui a freiné les activités économiques entraînant, par conséquent, les réductions des heures de travail, des licenciements, des pertes d'emploi, notamment les emplois du secteur de tourisme avec 400 000 emplois menacés de perte dans ce secteur (*Abdmouleh. R 2021*) ce qui a conduit à la hausse du chômage jusqu'à 16.69% de la population active¹⁸².

➤ **Validation**

Les variables exogènes expliquent 75.3% de l'information, ce qui correspond donc à une bonne qualité d'ajustement. La probabilité de la statistique de Fisher global est considérablement inférieure à 0.05. On peut dire que le modèle est globalement bon.

3.3 Estimation et analyse de l'impact de la Covid sur la balance commerciale tunisienne.

➤ **Présentation des variables**

Les variables suivantes ont été choisies afin d'estimer le modèle, la balance commerciale «BC» comme variable endogène, les exportations «EXPOR », les importations « IMPOR » et le taux de change « CHAN » comme variables exogènes ainsi que la variable indicatrice« COVID ».

¹⁸¹ Source : les données de la Banque Mondiale.

¹⁸² *Ibid.*

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

➤ Estimation du modèle (6)

Tableau n°19 : Résultat d'estimation du modèle(6)

Dependent Variable: BC
Method: Least Squares
Date: 07/31/21 Time: 13:46
Sample: 2010Q1 2020Q4
Included observations: 44

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| C | -275.7955 | 825.4184 | -0.334128 | 0.7401 |
| EXPOR | 0.852494 | 0.108647 | 7.846469 | 0.0000 |
| IMPOR | -0.886876 | 0.096916 | -9.150936 | 0.0000 |
| CHAN | 2.670503 | 6.817477 | 0.391714 | 0.6974 |
| COVID | 110.3125 | 62.63755 | 1.761124 | 0.0861 |
| R-squared | 0.909523 | Mean dependent var | -1089.791 | |
| Adjusted R-squared | 0.900244 | S.D. dependent var | 347.7160 | |
| S.E. of regression | 109.8235 | Akaike info criterion | 12.34227 | |
| Sum squared resid | 470386.5 | Schwarz criterion | 12.54502 | |
| Log likelihood | -266.5299 | Hannan-Quinn criter. | 12.41746 | |
| F-statistic | 98.01249 | Durbin-Watson stat | 1.994873 | |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : résultat fourni par Eviews 10.

Commençons, avant d'entamer l'interprétation des résultats obtenus de cette régression, par les tests sur les résidus.

➤ Tests sur les résidus d'estimation

Tableau n°20 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (6)

| | | |
|----------------------------------|--|---|
| Test de normalité de Jarque-Bera | Test d'autocorrélation de Breusch-Gofrey | Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Gofrey |
| Probabilité = 0.00 | Prob. Chi-Square (4) = 0.99 | Prob. Chi-Square (3) = 0.39 |

Source : Etablis par nous-mêmes à partir des résultats fournis par Eviews 10 (voir annexes n°31, 32 et 33).

Les résultats affichés dans le **tableau n°20**, expose en premier lieu une probabilité liée au test de normalité de Jarque-Bera inférieure à 5%, il est autorisé d'accepter l'hypothèse alternative qui estime que les erreurs ne suivent pas une loi normale. Ensuite, les résultats du test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey affichent que la probabilité associée à Chi-

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

Square est de 0.99 qui est bien supérieure à 0.05. Dans ce cas, nous allons rejeter la présomption d'auto corrélation. Les erreurs ne sont pas auto corrélée.

En dernier lieu, le test d'hétéroscédasticité montre que la probabilité de Chi-Square (0.39) est supérieure à 0.05. Dans ce cas, nous allons rejeter l'hypothèse d'hétéroscédasticité. Les erreurs sont donc homoscedastiques.

D'après les résultats obtenus, on constate que l'estimation du modèle (6) est optimale.

L'équation de l'estimation se présente comme suit :

$$BCt = - 275.79 + 0.85 EXPOR - 0.88 IMPOR + 2.67 CHAN + 110.31 COVID.... (6)$$

➤ **Interprétations statistiques et économique**

A l'observation des résultats obtenues dans le **tableau n°19**, les deux variables « EXPOR » et « IMPOR » ont des probabilités associées inférieures à 5%, ce qui permet d'accepter l'hypothèse alternative, ces deux variables sont donc significatives. Contrairement à la variable « CHAN » qui possède une probabilité supérieure à 0.05, elle est insignifiante.

Isolément, la probabilité de la variable « COVID » est de 0.08, Ce résultat nous permet de rejeter l'hypothèse de significativité au seuil de 5%. Cela s'interprète par l'absence d'un impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur la balance commerciale tunisienne.

Afin de mieux justifier ce fait, par exception, en appliquant un seuil de 10% la variable devient statistiquement significative avec au signe positif. Nous pouvons déchiffrer ça par la présence d'un effet favorable de la crise sanitaire sur la balance extérieure de la Tunisie.

En effet, la fermeture des frontières a engendré le ralentissement des flux commerciaux planétairement, qui a affecté les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie, en provoquant un repli de la demande extérieure avec un recul des exportations de -14.7% en 2020¹⁸³ et la baisse de la demande de consommation intérieure tunisienne entraînant un recul net des importations avec une évolution de -20.9%¹⁸⁴.

¹⁸³ Source : Institut National de la Statistique (INS), disponible sur <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tunisie-r%C3%A9duction-du-d%C3%A9ficit-commercial-de-2-milliards-de-dollars-fin-octobre-2020/2040717> consulté le 22/08/2021.

¹⁸⁴ *Ibid.*

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

Partant de là, le déficit commercial tunisien a connu donc un progrès pendant cette période de crise, justifiant ainsi le signe positif. Ce progrès est un résultat qui trouve son origine dans la réduction à la fois des importations et des exportations dans une moindre mesure. Certes, cette baisse des imports n'a pas suffi pour contrebalancer la baisse des exports, mais il existe, cependant, une certaine amélioration du taux de couverture qui est passé de 69.3% en 2019 à 75.2% en 2020¹⁸⁵ et une progression du déficit commerciale par rapport la période qui précède la crise passant de -19436.200 millions de dinars en 2019 à -12757.800 millions de dinars en 2020¹⁸⁶.

➤ Validation

Le coefficient de déterminations R-squared est de 75.2% indiquant que la qualité d'ajustement est bonne. Le test global de Fisher indique que le modèle est globalement satisfaisant grâce à sa probabilité qui est inférieure à 0.05. Le modèle est globalement bon et validé.

Conclusion

Cet essai d'analyse nous a permis de conclure l'impact réel qu'a eu le COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques de l'Algérie et de la Tunisie. Nous avons commencé par l'usage d'une variable indicatrice exogène qui mesure la crise sanitaire et voir son effet sur l'agrégat endogène. A l'aide de plusieurs tests des erreurs et de validation statistique et économétrique, nous avons pu valider nos modèles.

Nous avons abouti à plusieurs conclusions. En ce qui concerne l'Algérie, la crise sanitaire a eu un impact significatif néfaste sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale, notamment avec la chute brutale des prix du pétrole, certifiant ainsi la significativité et le signe négatif de la variable « COVID » dans les modèles (1) (2) et (3) de l'Algérie. La Tunisie, également, était victime d'une récession économique et d'un taux de chômage élevé à cause de la Covid surtout avec le recul du secteur de tourisme et celui des services, affirmant le signe négatif dans les modèles (4) et (5), par exception, cette crise sanitaire représentait un avantage pour la balance extérieure tunisienne, à travers la baisse des importations d'une façon plus importante que les exportations ce qui a pu réduire son

¹⁸⁵ Source : Institut National de la Statistique (INS), disponible sur <https://www.webmanagercenter.com/2021/01/12/462015/le-deficit-commercial-de-la-tunisie-sest-reduit-en-2020/> consulté le 22/08/2021.

¹⁸⁶ Source : Institut National de la Statistique (INS), disponible sur : <http://www.ins.tn/statistiques/50> consulté le 22/08/2021

Chapitre IV Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie

déficit commercial, confirmant le signe positif de la variable « COVID » dans le modèle (6).

Conclusion générale

Conclusion générale

Nous arrivons au terme de notre travail de recherche dont le principal objectif était de tenter de répondre à notre problématique assignée comme suite « **Quel est l'impact qu'a eu la crise sanitaire de la COVID-19 sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale en Algérie et en Tunisie ?** ».

Dans cette perspective, nous avons organisé le travail autour de trois chapitres :

Cependant, nous avons entamé notre travail par une présentation et un rappel succinct du cadre conceptuel et théorique des principaux agrégats macroéconomiques. En outre, nous avons commencé par essayer de dégager les tendances et les caractéristiques du (PIB, Chômage, balance commerciale), en passant d'abord par un ensemble de définitions qu'ont pu éclairer différents points. Ensuite, nous avons aussi survolé les différentes approches théoriques par lesquelles s'explique chacun de ces trois agrégats.

Dans le second chapitre, nous avons essayé d'examiner l'évolution du PIB, du chômage et de la balance commerciale sur la période 2015-2019 des deux pays ; l'Algérie et la Tunisie, d'où nous avons pu constater que malgré la vulnérabilité à laquelle est exposé l'économie algérienne, le secteur des hydrocarbures constitue jusqu'à nos jours, le moteur principal de toute stratégie de développement économique en Algérie, quant à l'économie tunisienne, elle dépend essentiellement du tourisme. Cependant, l'économie Algérie évolue en fonction des cours du pétrole. Ainsi que la Tunisie quant à elle, son économie évolue en s'adaptant au rythme de l'évolution du secteur touristique.

Le troisième chapitre nous a permis d'analyser et d'évaluer en premier lieu ; La situation socioéconomique mondiale face à la crise sanitaire. Ensuite la situation des agrégats macroéconomiques tel le PIB, le chômage et la balance commerciale de l'Algérie et enfin, le cas de la Tunisie sur l'ensemble de l'année 2020. En outre, nous avons pu authentifier les effets néfastes de la crise qui ont pratiquement touché tous les pays du monde hormis la Chine, nous avons pu remarquer aussi la gravité de la situation de l'économie mondiale. Notamment celle de l'Algérie et la Tunisie sur le court terme, ces deux pays sont parmi les pays qui ont été les plus touchés par la crise sanitaire du COVID-19, nous avons pu percevoir que la crise a impacté négativement les trois agrégats macroéconomiques (le PIB, le chômage et la balance commerciale) de l'Algérie, par contre en Tunisie malgré une croissance et un chômage négatif, la balance commerciale a été impactée de manière positive.

Nous avons réservé le dernier chapitre à évaluer empiriquement l'impact de la crise sanitaire sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale en Algérie et en Tunisie à l'aide de la méthode des Moindres Carrés Ordinaire (MCO) et en analysant la significativité et le signe de la variable indicatrice « COVID ». À partir de cela, nous avons pu constater que la crise sanitaire a eu un impact négatif sur la croissance économique le chômage et la balance commerciale de l'Algérie et la Tunisie, en excluant la balance commerciale tunisienne qui a été favorisée par la pandémie du COVID-19.

À partir de cela, nous avons pu constater que la crise sanitaire a eu un impact négatif sur la croissance économique le chômage et la balance commerciale de l'Algérie et la Tunisie, en excluant la balance commerciale tunisienne qui a été favorisée par la pandémie du COVID-19.

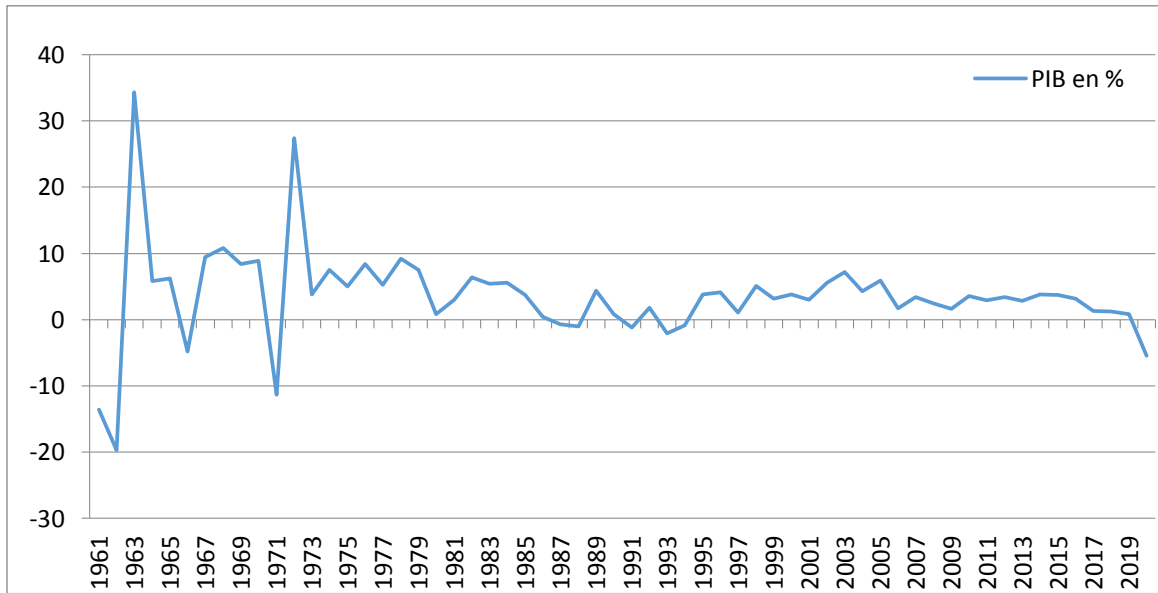
Cette analyse des faits nous permet de confirmer l'hypothèse que les économies dépendantes de la rente pétrolière et la rente touristique sont parmi les économies les plus touchées, et celle que les agrégats macroéconomiques ne sont pas tous impacté de la même manière dans les deux pays.

Durant l'élaboration de cet écrit, nous nous sommes heurtés à plusieurs difficultés, il y avait tout d'abord le manque de temps, car nous voulions donner un travail plus grand avec d'autres agrégats et pays, mais faute de temps nous n'avons pas pu le faire. Ensuite le manque de la documentation et d'articles sur le sujet que nous traitons, car le COVID-19 est un thème d'actualité qui n'est pas encore grandement traité, puis l'autre difficulté fut avec les bases de données des échantillons que nous avons utilisés lors de l'étude, leur collecte était difficile. Par ailleurs, en vue de la non-disponibilité des données trimestrielles, notamment sur les années 2019/2020, pour toutes les variables, nous avons eu recours à la collecte des données annuelle à partir de plusieurs sites (BM, INS, ...), ensuite les trimestrialités sur le logiciel EVIEWS 10.

En matière de l'étude de l'impact de la COVID-19 sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale, il faudrait regarder d'autres pistes de recherches. D'autre part, ce travail ouvre les postes sur l'étude d'autres agrégats macroéconomiques et leurs évolutions vis-à-vis du corona virus. Surtout que la COVID-19 est toujours d'actualité et ses effets persistent toujours sur notre économie, ce qui engendre toujours des effets divers qu'on doit analyser afin d'en sortir avec des solutions adaptées.

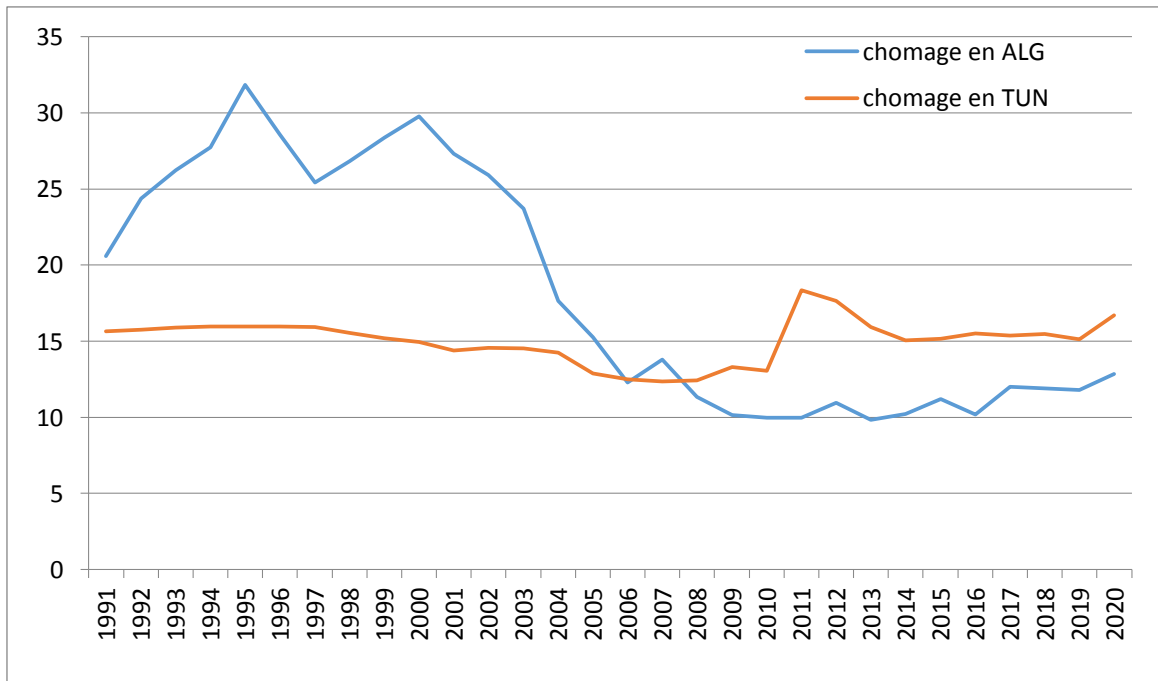
Annexes

Annexe n°1 : Evolution de la croissance du PIB de l'Algérie de 1961 jusqu'à 2020 (en %)



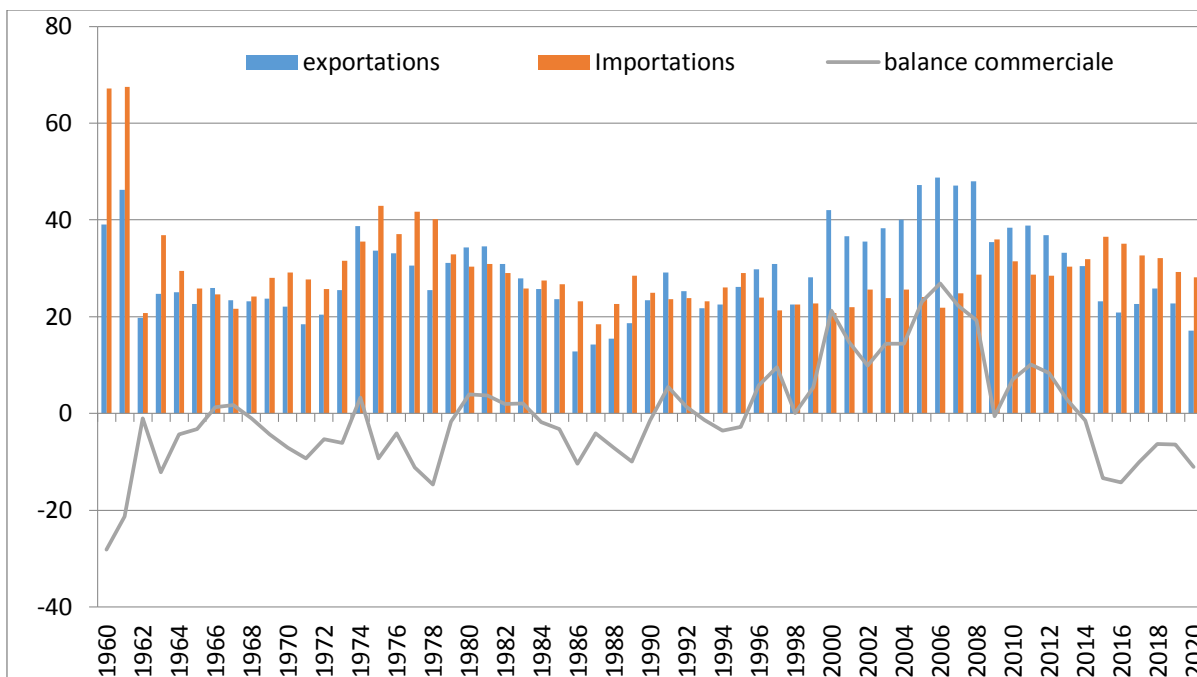
Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque mondiale.

Annexe n°2 : Evolution du taux de chômage Algérie et en Tunisie de 1992 à 2020 (en%)



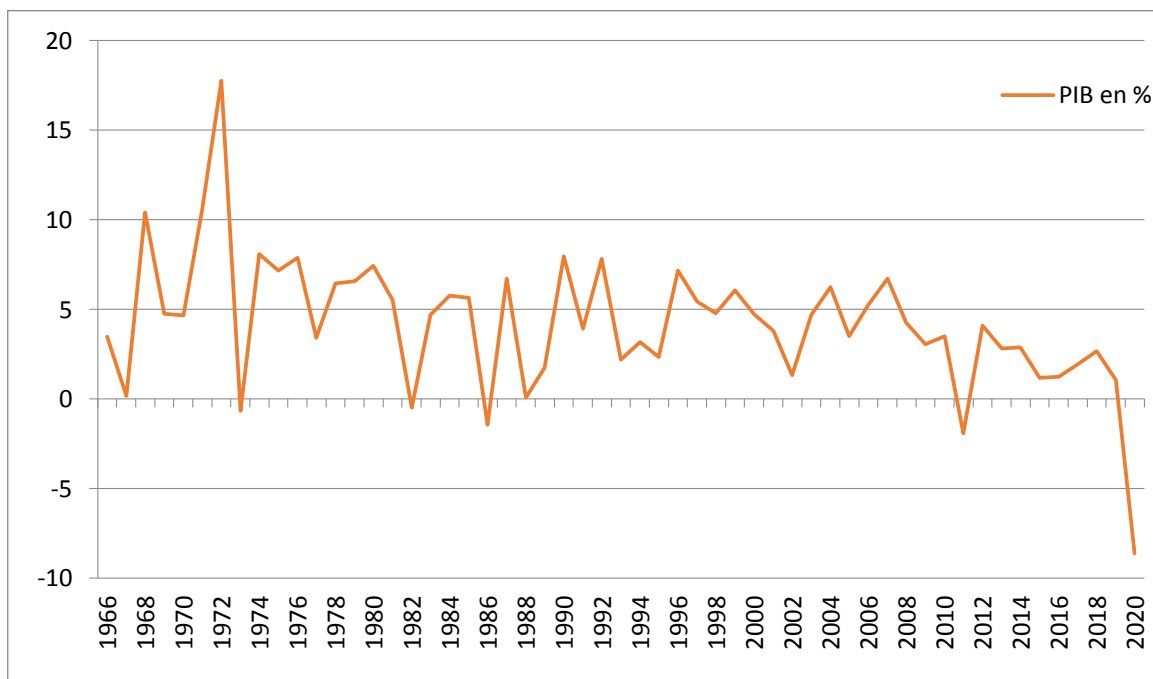
Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque mondiale.

Annexe n°3 : Evolution des exportations, importations et balance commerciale de l'Algérie de 1960 jusqu'à 2020 (en % de PIB)



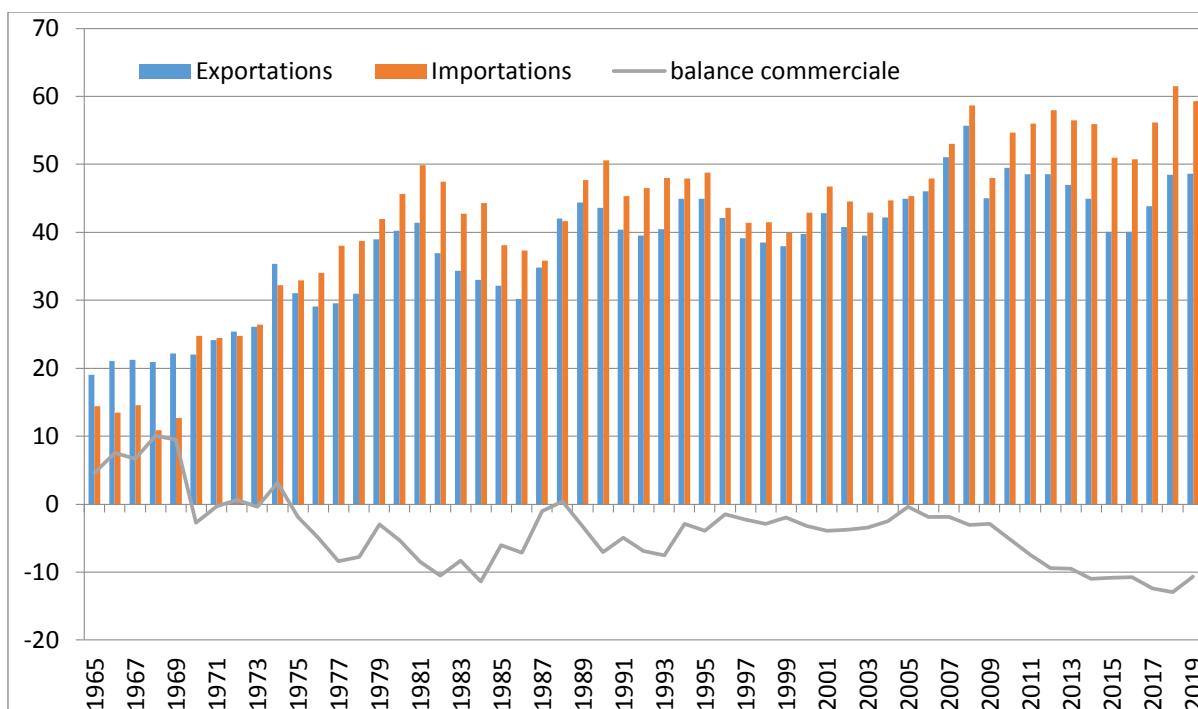
Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque mondiale

Annexe n°4 : Evolution de la croissance du PIB de la Tunisie de 1966 jusqu'à 2020 (en %)



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque mondiale.

Annexe n°5 : Evolution des exportations, importations et balance commerciale de la Tunisie de 1965 jusqu'à 2019 (en % de PIB)



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque mondiale.

Annexe n°6 : les bases de données utilisées pour le cas de l'Algérie.

| | PIB (%) | Dépense publique (% PIB) | FBCF (% PIB) | Taux de chômage (%) | Taux d'inflation (%) |
|-------------|----------------|---------------------------------|---------------------|----------------------------|-----------------------------|
| 2010 | 3,6 | 92,97754163 | 41,4302818 | 9,96 | 3,911061955 |
| 2011 | 2,9 | 89,8980713 | 38,0532077 | 9,96 | 4,524211505 |
| 2012 | 3,4 | 91,61833501 | 39,1527291 | 10,97 | 8,891450911 |
| 2013 | 2,8 | 97,20461578 | 43,4111615 | 9,82 | 3,25423911 |
| 2014 | 3,8 | 101,5199525 | 45,6265742 | 10,21 | 2,916926921 |
| 2015 | 3,7 | 113,3515834 | 50,7807206 | 11,21 | 4,784447007 |
| 2016 | 3,2 | 114,1806918 | 50,7777242 | 10,2 | 6,397694803 |
| 2017 | 1,3 | 110,056772 | 48,5436793 | 12 | 5,59111591 |
| 2018 | 1,2 | 106,3248877 | 47,2787168 | 11,89 | 4,269990205 |
| 2019 | 0,8 | 106,4377555 | 45,9912181 | 11,81 | 1,951768211 |
| 2020 | -5,480992 | 111,049922 | 44,8293102 | 12,83 | 2,415130941 |

Source : les données de la Banque Mondiale.

Annexe n°7 : les bases de données utilisées pour le cas de la Tunisie

| | PIB (%) | FBCF (% PIB) | Taux d'inflation (% annuel) | Taux de chômage (%) | Population active | Taux de change (2010 = 100) |
|-------------|----------------|---------------------|------------------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------------------------|
| 2010 | 3,5111641 | 24,6 | 3,338979636 | 13,05 | 3807781 | 100 |
| 2011 | -1,917696 | 21,9 | 3,24002842 | 18,33 | 3872078 | 97,80038118 |
| 2012 | 4,0885501 | 22,5 | 4,611844322 | 17,63 | 3962506 | 96,3854739 |
| 2013 | 2,8216571 | 21,9 | 5,316235313 | 15,93 | 3955089 | 93,49515418 |
| 2014 | 2,8728227 | 20,3 | 4,625550995 | 15,06 | 3981237 | 93,45767219 |
| 2015 | 1,1658606 | 19,9 | 4,437371273 | 15,16 | 4012181 | 97,47708037 |
| 2016 | 1,2493386 | 19,3 | 3,629399374 | 15,51 | 4034416 | 92,52875183 |
| 2017 | 1,9180557 | 18,8 | 5,308848396 | 15,38 | 4060673 | 84,39706554 |
| 2018 | 2,6635924 | 18,6 | 7,30759176 | 15,46 | 4086764 | 79,14549829 |
| 2019 | 1,0432618 | 17,5 | 6,720075329 | 15,13 | 4115302 | 78,3600439 |
| 2020 | -8,60031 | 13 | 5,634151159 | 16,69 | 4107933 | 85,06500864 |

Source : Les données de la Banque Mondiale

Annexe n°8 : Les données mensuelles utilisées pour l'estimation du modèle (6) de la Tunisie.

| année | BC |
|---------|---------|
| janv-10 | -528,6 |
| févr-10 | -530 |
| mars-10 | -896,2 |
| avr-10 | -665,3 |
| mai-10 | -978,7 |
| juin-10 | -783,7 |
| juil-10 | -505,6 |
| août-10 | -634,1 |
| sept-10 | -795,6 |
| oct-10 | -645 |
| nov-10 | -665 |
| déc-10 | -669,9 |
| janv-11 | -559,3 |
| févr-11 | -312,4 |
| mars-11 | -675,6 |
| avr-11 | -841,2 |
| mai-11 | -575,6 |
| juin-11 | -633,2 |
| juil-11 | -538,9 |
| août-11 | 788,7 |
| sept-11 | -982,4 |
| oct-11 | -1027,5 |
| nov-11 | -893,5 |
| déc-11 | -781,6 |
| janv-12 | -964 |
| févr-12 | -638,3 |
| mars-12 | -1013,4 |
| avr-12 | -691 |
| mai-12 | -1153,9 |
| juin-12 | -1032,2 |
| juil-12 | -903,6 |
| août-12 | -1049,5 |
| sept-12 | -1449,6 |
| oct-12 | -1008 |
| nov-12 | -713,1 |
| déc-12 | -1013,8 |
| janv-13 | -769,6 |
| févr-13 | -768,7 |
| mars-13 | -880,7 |
| avr-13 | -993,4 |
| mai-13 | -1327,9 |
| juin-13 | -813,4 |
| juil-13 | -952,3 |
| août-13 | -1163 |
| sept-13 | -1074,9 |
| oct-13 | -1149,5 |
| nov-13 | -648,4 |

| | |
|---------|---------|
| déc-13 | -1266,5 |
| janv-14 | -863,2 |
| févr-14 | -1048,7 |
| mars-14 | -1378,4 |
| avr-14 | -1194,9 |
| mai-14 | -1198,9 |
| juin-14 | -1042,9 |
| juil-14 | -960 |
| août-14 | -1720,9 |
| sept-14 | -1137,3 |
| oct-14 | -1234,2 |
| nov-14 | -786,8 |
| déc-14 | -1069,5 |
| janv-15 | -854 |
| févr-15 | -702,4 |
| mars-15 | -895,5 |
| avr-15 | -1130,4 |
| mai-15 | -1109,1 |
| juin-15 | -1477,7 |
| juil-15 | -774 |
| août-15 | -1656,3 |
| sept-15 | -668,7 |
| oct-15 | -969 |
| nov-15 | -993,6 |
| déc-15 | -817 |
| janv-16 | -507,2 |
| févr-16 | -843,7 |
| mars-16 | -1115,5 |
| avr-16 | -1578,8 |
| mai-16 | -1090,5 |
| juin-16 | -898,6 |
| juil-16 | -822,2 |
| août-16 | -1397,3 |
| sept-16 | -1073,2 |
| oct-16 | -1454,5 |
| nov-16 | -846,7 |
| déc-16 | -992,5 |
| janv-17 | -1221,8 |
| févr-17 | -1288,8 |
| mars-17 | -1368,3 |
| avr-17 | -1272,6 |
| mai-17 | -1323,7 |
| juin-17 | -1060,1 |
| juil-17 | -1092,8 |
| août-17 | -1440,4 |
| sept-17 | -1411,6 |
| oct-17 | -1730,4 |
| nov-17 | -1151,9 |
| déc-17 | -1229,7 |

| | |
|---------|---------|
| janv-18 | -1209,6 |
| févr-18 | -1003,6 |
| mars-18 | -1439,7 |
| avr-18 | -1430,4 |
| mai-18 | -1539,1 |
| juin-18 | -1540,4 |
| juil-18 | -1781,6 |
| août-18 | -2213,9 |
| sept-18 | -2022,7 |
| oct-18 | -1802,3 |
| nov-18 | -1344,5 |
| déc-18 | -1683,6 |
| janv-19 | -1575,8 |
| févr-19 | -894,1 |
| mars-19 | -1510,9 |
| avr-19 | -2363,6 |
| mai-19 | -1769,2 |
| juin-19 | -1674,4 |
| juil-19 | -1383,3 |
| août-19 | -1700 |
| sept-19 | -1984 |
| oct-19 | -1658,4 |
| nov-19 | -1292,8 |
| déc-19 | -1611,8 |
| janv-20 | -970,5 |
| févr-20 | -1348,5 |
| mars-20 | -1186,6 |
| avr-20 | -1338,8 |
| mai-20 | -1255,4 |
| juin-20 | -502,9 |
| juil-20 | -964,3 |
| août-20 | -1646,5 |
| sept-20 | -922,8 |
| oct-20 | -643,5 |
| nov-20 | -886,6 |
| déc-20 | -1091,2 |

Source: Trending economics of Tunisia, <https://fr.tradingeconomics.com/>

Annexe n°9 : Les données mensuelles utilisées pour l'estimation du modèle (6) de la Tunisie.

| Année | exportation |
|--------------|--------------------|
| janv-10 | 1751,5 |
| févr-10 | 1633 |
| mars-10 | 1964,8 |
| avr-10 | 1957,9 |
| mai-10 | 2007,8 |
| juin-10 | 2033,6 |
| juil-10 | 2279,1 |
| août-10 | 1795,6 |
| sept-10 | 1751,4 |
| oct-10 | 2088,7 |
| nov-10 | 1950,4 |
| déc-10 | 2305,2 |
| janv-11 | 1731,2 |
| févr-11 | 1968,8 |
| mars-11 | 2198,7 |
| avr-11 | 2221,6 |
| mai-11 | 2490,4 |
| juin-11 | 2299,1 |
| juil-11 | 2104,5 |
| août-11 | 1848,6 |
| sept-11 | 1914,8 |
| oct-11 | 2174,7 |
| nov-11 | 1815,4 |
| déc-11 | 2324,2 |
| janv-12 | 1776,3 |
| févr-12 | 2318,7 |
| mars-12 | 2343,3 |
| avr-12 | 2167,3 |
| mai-12 | 2440,5 |
| juin-12 | 2442,7 |
| juil-12 | 2086,7 |
| août-12 | 1831,8 |
| sept-12 | 2116 |
| oct-12 | 2241,8 |
| nov-12 | 2440,1 |
| déc-12 | 2342,4 |
| janv-13 | 2195,3 |
| févr-13 | 2199,3 |
| mars-13 | 2588,4 |
| avr-13 | 2476 |
| mai-13 | 2313,7 |
| juin-13 | 2544,4 |
| juil-13 | 2254,2 |
| août-13 | 1852 |
| sept-13 | 2398,5 |
| oct-13 | 2010,4 |
| nov-13 | 2627,6 |

| | |
|---------|--------|
| déc-13 | 2241,3 |
| janv-14 | 2196,1 |
| févr-14 | 2316,8 |
| mars-14 | 2342,3 |
| avr-14 | 2299,1 |
| mai-14 | 2383,1 |
| juin-14 | 2425,8 |
| juil-14 | 2307,2 |
| août-14 | 2035 |
| sept-14 | 2544 |
| oct-14 | 2455,5 |
| nov-14 | 2555,1 |
| déc-14 | 2546,8 |
| janv-15 | 2268,9 |
| févr-15 | 2431 |
| mars-15 | 2507,3 |
| avr-15 | 2519,5 |
| mai-15 | 2269 |
| juin-15 | 2442,1 |
| juil-15 | 2152,5 |
| août-15 | 1760,6 |
| sept-15 | 1982 |
| oct-15 | 2388,4 |
| nov-15 | 2536,6 |
| déc-15 | 2349,2 |
| janv-16 | 2055,4 |
| févr-16 | 2362,7 |
| mars-16 | 2597,5 |
| avr-16 | 2428,1 |
| mai-16 | 2241,2 |
| juin-16 | 2570,3 |
| juil-16 | 2252 |
| août-16 | 2063,5 |
| sept-16 | 2386,1 |
| oct-16 | 2430 |
| nov-16 | 3007,7 |
| déc-16 | 2751 |
| janv-17 | 2253 |
| févr-17 | 2373,6 |
| mars-17 | 2906 |
| avr-17 | 2668,3 |
| mai-17 | 3146,1 |
| juin-17 | 2725,2 |
| juil-17 | 3056,6 |
| août-17 | 2798,5 |
| sept-17 | 2681,5 |
| oct-17 | 3031,5 |
| nov-17 | 3331 |

| | |
|---------|--------|
| déc-17 | 3455,3 |
| janv-18 | 3129,5 |
| févr-18 | 3482,6 |
| mars-18 | 3569,9 |
| avr-18 | 3360,6 |
| mai-18 | 3473,8 |
| juin-18 | 3338,2 |
| juil-18 | 3225,5 |
| août-18 | 2778,7 |
| sept-18 | 3122,9 |
| oct-18 | 3753 |
| nov-18 | 3888 |
| déc-18 | 3863,3 |
| janv-19 | 3815,5 |
| févr-19 | 3903,9 |
| mars-19 | 4127 |
| avr-19 | 3929,9 |
| mai-19 | 3813,9 |
| juin-19 | 3314 |
| juil-19 | 3799,2 |
| août-19 | 2820,3 |
| sept-19 | 3484,6 |
| oct-19 | 3720 |
| nov-19 | 3651,7 |
| déc-19 | 3475,4 |
| janv-20 | 3655,6 |
| févr-20 | 3951,2 |
| mars-20 | 2908,2 |
| avr-20 | 2006,3 |
| mai-20 | 2400,1 |
| juin-20 | 3271,4 |
| juil-20 | 3303,5 |
| août-20 | 2536,1 |
| sept-20 | 2504,6 |
| oct-20 | 3792,4 |
| nov-20 | 3621 |
| déc-20 | 3755,5 |

Source: Trending economics of Tunisia, <https://fr.tradingeconomics.com/> .

Annexe n°10 : Les données mensuelles utilisées pour l'estimation du modèle (6) de la Tunisie.

| | | | | | |
|----------------|--------------------|----------------|--------|----------------|--------|
| | importation | déc-13 | 3495,3 | déc-17 | 4685 |
| janv-10 | 2280,1 | janv-14 | 3059,3 | janv-18 | 4339 |
| févr-10 | 2163 | févr-14 | 3365,5 | févr-18 | 4486,3 |
| mars-10 | 2861 | mars-14 | 3720,7 | mars-18 | 5009,6 |
| avr-10 | 2623,2 | avr-14 | 3494 | avr-18 | 4791 |
| mai-10 | 2986,5 | mai-14 | 3582 | mai-18 | 5012,9 |
| juin-10 | 2817,3 | juin-14 | 3467,7 | juin-18 | 4878,6 |
| juil-10 | 2784,7 | juil-14 | 3267,2 | juil-18 | 5007,1 |
| août-10 | 2429,7 | août-14 | 3755,9 | août-18 | 4992,6 |
| sept-10 | 2547 | sept-14 | 3681,3 | sept-18 | 5145,6 |
| oct-10 | 2733,7 | oct-14 | 3689,7 | oct-18 | 5555,4 |
| nov-10 | 2615,4 | nov-14 | 3341,9 | nov-18 | 5232,5 |
| déc-10 | 2975,1 | déc-14 | 3616,3 | déc-18 | 5546,9 |
| janv-11 | 2290,5 | janv-15 | 3122,9 | janv-19 | 5383,8 |
| févr-11 | 2281,2 | févr-15 | 3133,4 | févr-19 | 4798 |
| mars-11 | 2874,3 | mars-15 | 3402,8 | mars-19 | 5637,9 |
| avr-11 | 3062,8 | avr-15 | 3649,9 | avr-19 | 6293,5 |
| mai-11 | 3066 | mai-15 | 3378,1 | mai-19 | 5583,1 |
| juin-11 | 2932,3 | juin-15 | 3919,8 | juin-19 | 4988,5 |
| juil-11 | 2643,4 | juil-15 | 2926,5 | juil-19 | 5182,5 |
| août-11 | 2637,3 | août-15 | 2316,9 | août-19 | 4520,6 |
| sept-11 | 2897,2 | sept-15 | 2650,7 | sept-19 | 5468,6 |
| oct-11 | 3202,2 | oct-15 | 3357,4 | oct-19 | 5378,3 |
| nov-11 | 2708,9 | nov-15 | 3530,2 | nov-19 | 4944,5 |
| déc-11 | 3105,8 | déc-15 | 3166,2 | déc-19 | 5087,2 |
| janv-12 | 2740,3 | janv-16 | 2562,6 | janv-20 | 4626,1 |
| févr-12 | 2957 | févr-16 | 3206,4 | févr-20 | 5299,7 |
| mars-12 | 3356,7 | mars-16 | 3731 | mars-20 | 4094,8 |
| avr-12 | 2858,3 | avr-16 | 4006,9 | avr-20 | 3345,2 |
| mai-12 | 3594,4 | mai-16 | 3331,7 | mai-20 | 3655,5 |
| juin-12 | 3474,9 | juin-16 | 3468,9 | juin-20 | 3774,3 |
| juil-12 | 2990,3 | juil-16 | 3074,2 | juil-20 | 4267,8 |
| août-12 | 2881,3 | août-16 | 3460,8 | août-20 | 4182,6 |
| sept-12 | 3565,6 | sept-16 | 3459,3 | sept-20 | 4427,4 |
| oct-12 | 3249,8 | oct-16 | 3884,5 | oct-20 | 4435,9 |
| nov-12 | 3153,2 | nov-16 | 3854,4 | nov-20 | 4507,6 |
| déc-12 | 3356,2 | déc-16 | 3743,5 | déc-20 | 4846,7 |
| janv-13 | 2964,3 | janv-17 | 3474,8 | | |
| févr-13 | 2967,2 | févr-17 | 3662,4 | | |
| mars-13 | 3471,6 | mars-17 | 4274,3 | | |
| avr-13 | 3469,4 | avr-17 | 3940,9 | | |
| mai-13 | 3638,7 | mai-17 | 4469,8 | | |
| juin-13 | 3356,3 | juin-17 | 3785,3 | | |
| juil-13 | 3205,7 | juil-17 | 4149,4 | | |
| août-13 | 3026,9 | août-17 | 4239 | | |
| sept-13 | 3462,6 | sept-17 | 4093 | | |
| oct-13 | 3147,9 | oct-17 | 4761,9 | | |
| nov-13 | 3299,6 | nov-17 | 4482,9 | | |

Source : Trending economics of Tunisia, <https://fr.tradingeconomics.com/> .

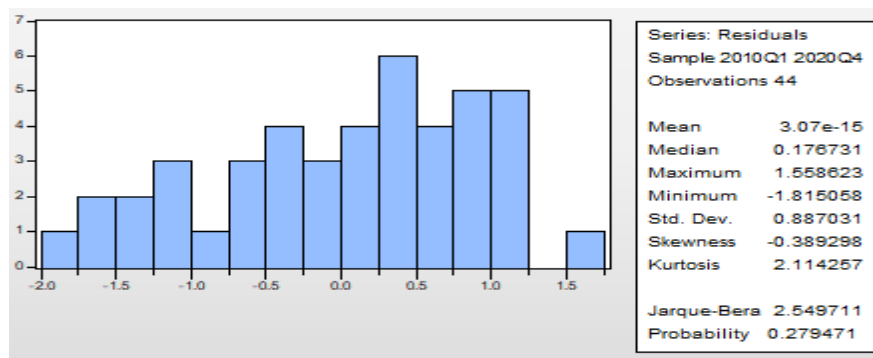
Annexe n°11 : Résultat d'estimation du modèle (1)

Dependent Variable: TX_PIB
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/21 Time: 12:16
 Sample: 2010Q1 2020Q4
 Included observations: 44

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|----------|
| C | 11.01508 | 1.936179 | 5.689082 | 0.0000 |
| DEP_PUB | -0.578438 | 0.083904 | -6.894066 | 0.0000 |
| FBCF | 1.102222 | 0.168379 | 6.546065 | 0.0000 |
| TX_INF | 0.246663 | 0.078944 | 3.124546 | 0.0034 |
| COVID | -2.268172 | 0.967484 | -2.344402 | 0.0242 |
| R-squared | 0.894231 | Mean dependent var | | 1.929001 |
| Adjusted R-squared | 0.883383 | S.D. dependent var | | 2.727467 |
| S.E. of regression | 0.931409 | Akaike info criterion | | 2.802409 |
| Sum squared resid | 33.83342 | Schwarz criterion | | 3.005158 |
| Log likelihood | -56.65300 | Hannan-Quinn criter. | | 2.877598 |
| F-statistic | 82.43199 | Durbin-Watson stat | | 0.358271 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°12 : le test de normalité du modèle (1)



Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°13 : le test d'auto-corrélation du modèle (1)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

| | | | |
|---------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 22.91773 | Prob. F(4,35) | 0.0000 |
| Obs*R-squared | 31.84251 | Prob. Chi-Square(4) | 0.0000 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°14 : le test d'hétéroscédasticité n du modèle (1)

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

| | | | |
|---------------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 2.672623 | Prob. F(3,40) | 0.0603 |
| Obs*R-squared | 7.346979 | Prob. Chi-Square(3) | 0.0616 |
| Scaled explained SS | 3.215792 | Prob. Chi-Square(3) | 0.3595 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

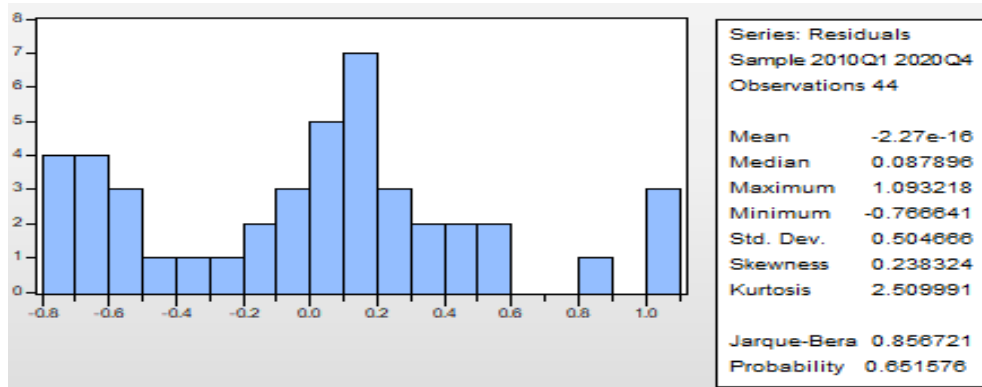
Annexe n°15 : estimation du modèle (2)

Dependent Variable: TXCHOM
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/21 Time: 12:17
 Sample: 2010Q1 2020Q4
 Included observations: 44

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| C | 10.64178 | 0.215462 | 49.39048 | 0.0000 |
| TX_INF | 0.127568 | 0.044280 | 2.880924 | 0.0063 |
| PIBH | -0.653028 | 0.080218 | -8.140695 | 0.0000 |
| COVID | -2.822343 | 0.671393 | -4.203713 | 0.0001 |
| R-squared | 0.752330 | Mean dependent var | 10.98727 | |
| Adjusted R-squared | 0.733754 | S.D. dependent var | 1.014068 | |
| S.E. of regression | 0.523249 | Akaike info criterion | 1.628989 | |
| Sum squared resid | 10.95157 | Schwarz criterion | 1.791188 | |
| Log likelihood | -31.83775 | Hannan-Quinn criter. | 1.689140 | |
| F-statistic | 40.50167 | Durbin-Watson stat | 0.552803 | |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°16 : Test de normalité des erreurs du modèle (2)



Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°17 : le test d'autocorrélation du modèle (2)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

| | | | |
|---------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 13.23030 | Prob. F(4,36) | 0.0000 |
| Obs*R-squared | 26.18647 | Prob. Chi-Square(4) | 0.0000 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°18 : le test d'hétéroscédasticité du modèle (2)

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

| | | | |
|---------------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 1.728193 | Prob. F(2,41) | 0.1903 |
| Obs*R-squared | 3.420903 | Prob. Chi-Square(2) | 0.1808 |
| Scaled explained SS | 2.134517 | Prob. Chi-Square(2) | 0.3440 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

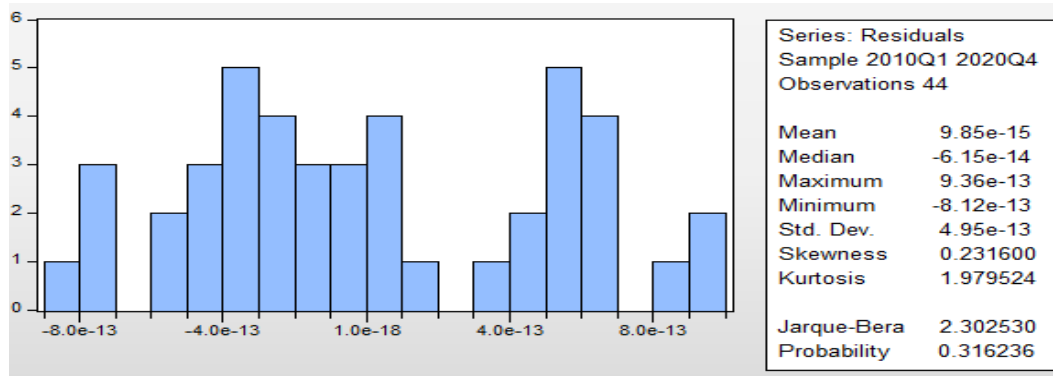
Annexe n°19 : estimation du modèle (3)

Dependent Variable: BC
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/21 Time: 12:18
 Sample: 2010Q1 2020Q4
 Included observations: 44

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|--------------------|-------------|-----------|
| C | 4.35E-15 | 2.03E-15 | 2.138770 | 0.0388 |
| EXPOR | 1.000000 | 1.23E-15 | 8.15E+14 | 0.0000 |
| IMPOR | -1.000000 | 2.57E-15 | -3.90E+14 | 0.0000 |
| TX_CHAN | -1.81E-17 | 2.05E-17 | -0.884429 | 0.3819 |
| COVID | -1.01E-15 | 2.60E-16 | -3.895352 | 0.0004 |
| R-squared | 1.000000 | Mean dependent var | | -0.031392 |
| Adjusted R-squared | 1.000000 | S.D. dependent var | | 0.087700 |
| S.E. of regression | 3.22E-16 | Sum squared resid | | 4.05E-30 |
| F-statistic | 7.97E+29 | Durbin-Watson stat | | 0.510409 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°20 : Test de normalité du modèle (3)



Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°21 : le test d'autocorrélation du modèle (3)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

| | | | |
|---------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 31033.92 | Prob. F(4,35) | 0.0000 |
| Obs*R-squared | 43.98760 | Prob. Chi-Square(4) | 0.0000 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°22 : le test d'hétéroscédasticité du modèle (3)

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

| | | | |
|---------------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 0.887282 | Prob. F(3,40) | 0.4560 |
| Obs*R-squared | 2.745340 | Prob. Chi-Square(3) | 0.4326 |
| Scaled explained SS | 1.077337 | Prob. Chi-Square(3) | 0.7825 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

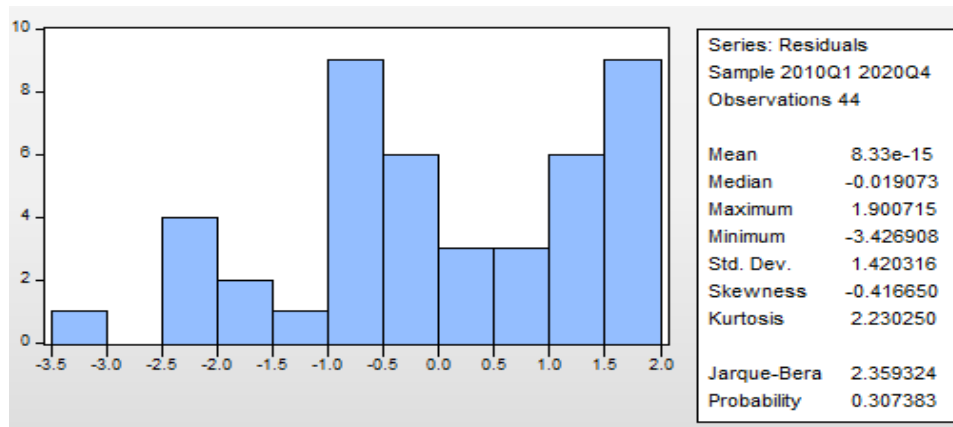
Annexe n°23 : Estimation du modèle (4)

Dependent Variable: PIB
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/21 Time: 12:19
 Sample: 2010Q1 2020Q4
 Included observations: 44

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|----------|
| C | -14.52099 | 4.689453 | -3.096521 | 0.0036 |
| FBCF | 0.852720 | 0.133126 | 6.405342 | 0.0000 |
| INFL | 1.211891 | 0.221415 | 5.473399 | 0.0000 |
| CHOM | -0.443104 | 0.174136 | -2.544579 | 0.0150 |
| COVID | -4.603900 | 1.202772 | -3.827740 | 0.0005 |
| R-squared | 0.859992 | Mean dependent var | | 0.983300 |
| Adjusted R-squared | 0.845633 | S.D. dependent var | | 3.795853 |
| S.E. of regression | 1.491375 | Akaike info criterion | | 3.743919 |
| Sum squared resid | 86.74382 | Schwarz criterion | | 3.946668 |
| Log likelihood | -77.36622 | Hannan-Quinn criter. | | 3.819108 |
| F-statistic | 59.88911 | Durbin-Watson stat | | 0.588288 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°24 : Test de normalité du modèle (4)



Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°25 : le test d'autocorrélation du modèle (4)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test

| | | | |
|---------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 10.39295 | Prob. F(4,35) | 0.0000 |
| Obs*R-squared | 23.88816 | Prob. Chi-Square(4) | 0.0001 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°26 : le test d'hétéroscédasticité du modèle (4)

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

| | | | |
|---------------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 5.910097 | Prob. F(3,40) | 0.0019 |
| Obs*R-squared | 13.51341 | Prob. Chi-Square(3) | 0.0036 |
| Scaled explained SS | 6.530583 | Prob. Chi-Square(3) | 0.0885 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

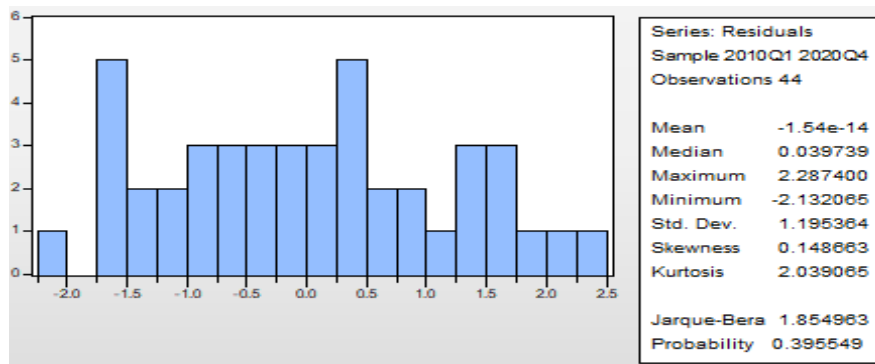
Annexe n°27 : estimation du modèle (5)

Dependent Variable: CHOM
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/21 Time: 12:20
 Sample: 2010Q1 2020Q4
 Included observations: 44

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| C | 150.9307 | 51.15664 | 2.950363 | 0.0053 |
| PIB | 0.718579 | 0.199170 | 3.607872 | 0.0009 |
| FBCF | -2.100960 | 0.480391 | -4.373436 | 0.0001 |
| POP | -2.33E-05 | 1.05E-05 | -2.226699 | 0.0318 |
| COVID | -4.554357 | 1.247235 | -3.651563 | 0.0008 |
| R-squared | 0.753392 | Mean dependent var | 16.17273 | |
| Adjusted R-squared | 0.728099 | S.D. dependent var | 2.407116 | |
| S.E. of regression | 1.255169 | Akaike info criterion | 3.399062 | |
| Sum squared resid | 61.44251 | Schwarz criterion | 3.601811 | |
| Log likelihood | -69.77937 | Hannan-Quinn criter. | 3.474251 | |
| F-statistic | 29.78650 | Durbin-Watson stat | 0.374639 | |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°28 : Test de normalité du modèle (5)



Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°29 : le test d'autocorrélation du modèle (5)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

| | | | |
|---------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 21.55794 | Prob. F(4,35) | 0.0000 |
| Obs*R-squared | 31.29706 | Prob. Chi-Square(4) | 0.0000 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

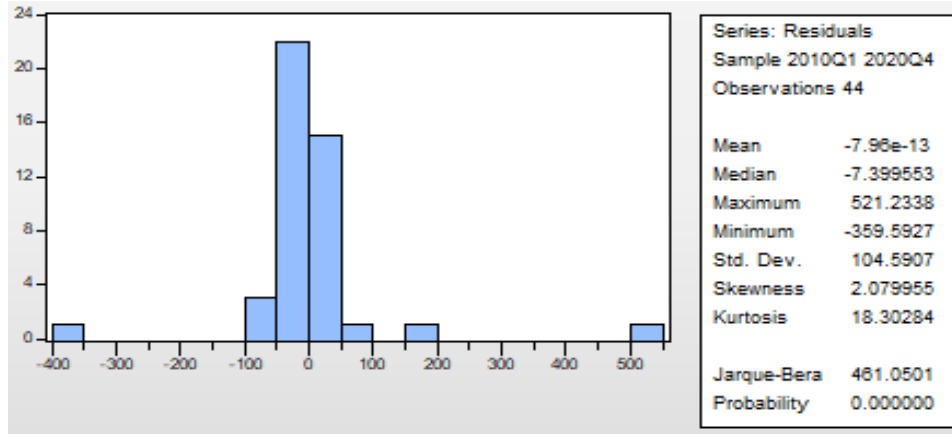
Annexe n°30 : le test d'hétéroscédasticité du modèle (5)

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

| | | | |
|---------------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 2.085795 | Prob. F(3,40) | 0.1174 |
| Obs*R-squared | 5.952021 | Prob. Chi-Square(3) | 0.1140 |
| Scaled explained SS | 2.429411 | Prob. Chi-Square(3) | 0.4882 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°31 : Test de normalité du modèle (6)



Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°32 : le test d'autocorrélation du modèle (6)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

| | | | |
|---------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 0.036541 | Prob. F(4,35) | 0.9973 |
| Obs*R-squared | 0.182987 | Prob. Chi-Square(4) | 0.9961 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°33 : le test d'hétéroscédasticité du modèle (6)

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

| | | | |
|---------------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 0.959231 | Prob. F(3,40) | 0.4214 |
| Obs*R-squared | 2.953016 | Prob. Chi-Square(3) | 0.3989 |
| Scaled explained SS | 20.07137 | Prob. Chi-Square(3) | 0.0002 |

Source : fournis par le logiciel Eviews 10.

Annexe n°34 :Liste révisée des produits suspendus à l'exportation prise dans le cadre des mesures visant à garantir la disponibilité des produits nécessaires dans le marché national durant la crise de la pandémie du coronavirus (COVID-19).

| Produits | Positions/ sous positions tarifaires | Désignation des produits |
|--|---|--|
| Semoule de froment (blé) et de l'orge | 1103.11.21.00 | - - - - Semoules de blé préparé par méthode traditionnelle et conditionné dans des sacs ou paquet n'excédant pas 10 kg |
| | 1103.11.29.10 | - - - - - Autres semoules de froment (blé) dur |
| | 1103.11.29.20 | - - - - - Autres semoules de froment (blé) tendre et d'épeautre |
| | 1103.19.22.10 | - - - - - Semoule d'orge préparée par méthode traditionnelle et conditionné dans des sacs ou paquet n'excédant pas 10 kg |
| | 1103.19.22.90 | - - - - - Autres semoule d'orge |
| Farine de froment (blé) | 1101.00.11.10 | - - - - - Farine de froment (blé) dur moulue par méthode traditionnelle et conditionné dans des sacs ou paquet n'excédant pas 10 kg |
| | 1101.00.11.90 | - - - - - Farine de froment (blé) dur moulue autrement que par méthode traditionnelle ou conditionné dans des sacs ou paquet excédant 10 kg |
| | 1101.00.12.00 | - - - - Farine de froment tendre |
| | 1101.00.20.00 | - - - Farine de méteil |
| Pâtes alimentaires | 19.02 | Pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi, ravioli, cannelloni ; couscous, même préparé. |
| | 1902.11.10.00 | - - - Spaghettis et nouilles |
| | 1902.11.20.00 | - - - Macaroni |
| | 1902.11.90.00 | - - - Autres |
| | 1902.19.10.00 | - - - Spaghettis et nouilles |
| | 1902.19.20.00 | - - - Macaroni |
| | 1902.19.90.00 | - - - Autres |
| | 1902.20.10.00 | - - - Préparées par méthode traditionnelle et conditionnés dans des sacs n'excédant pas 10 KG |
| | 1902.20.91.00 | - - - - Farcies de viandes ou d'abats |
| | 1902.20.92.00 | - - - - Farcies de poissons, y compris le caviar et ses succédanés |
| | 1902.20.93.00 | - - - - Farcies de crustacés et de mollusques, y compris les coquillages |
| | 1902.20.94.00 | - - - - Farcies d'autres produits d'origine animale |
| | 1902.20.99.00 | - - - - Autres |
| | 1902.30.10.00 | - - - Séchées |
| | 1902.30.90.00 | - - - Autres |
| | 1902.40.10.00 | - - - Non préparé |
| 1902.40.91.00 | - - - - Couscous fait à main conditionnés dans des sacs n'excédant pas 10 KGS | |
| 1902.40.99.00 | - - - - Autres | |
| Huiles de soja | 15.07 | Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées |

| | | |
|---|-----------------------------------|---|
| | 1507.10.10.00 | - - - Pour l'industrie alimentaire |
| | 1507.10.90.00 | - - - Autres |
| | 1507.90.10.00 | - - - Destinés à des usages industriels |
| | 1507.90.90.00 | - - - Autres |
| Sucre | 17.01 | Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide |
| | | - Sucres bruts sans addition d'aromatizants ou de colorants: |
| | | - - De betterave : |
| | 1701.12.10.00 | - - - Destinés au raffinage |
| | 1701.12.90.00 | - - - Autres |
| | | - - Sucre de canne mentionné dans la Note 2 de sous-positions du présent Chapitre : |
| | 1701.13.10.00 | - - - Destinés au raffinage |
| | 1701.13.90.00 | - - - Autres |
| | | - - Autres sucres de canne : |
| | 1701.14.10.00 | - - - Destinés au raffinage |
| | 1701.14.90.00 | - - - Autres |
| | | - Autres : |
| | 1701.91.00.00 | - - Additionnés d'aromatizants ou de colorants |
| | | - - Autres : |
| | | - - - Sucres blancs : |
| | 1701.99.11.00 | - - - - Sucres blancs de betteraves |
| 1701.99.19.00 | - - - - Autres, sucres blancs | |
| 1701.99.20.00 | - - - Saccharose chimiquement pur | |
| 1701.99.90.00 | - - - Autres | |
| Ail | | - Aulx : |
| | 0703.20.10.00 | - - - De semence |
| | 0703.20.90.00 | - - - Autres |
| Masques | 6307.90.91.00 | - - - - Masques à usage médical en tissu utilisés au cours d'opérations chirurgicales ou lors des soins médicaux |
| | 6307.90.92.00 | - - - - Masques de protection contre les poussières, les odeurs, etc., dont l'organe filtrant non remplaçable est constitué par plusieurs couches de non tissés |
| | Ex 4818.90.10.00 | Masques en papier, en ouate de cellulose ou en nappes de fibres de cellulose |
| Gels et savons liquides pour les mains | 3808.94.19.10 | - - - - - Sous forme d'aérosols, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail, d'une contenance nette de 1kg au maximum |
| | 3808.94.19.90 | - - - - - Autres formes, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail, d'une contenance nette de 1kg au maximum |
| | 3808.94.99.10 | - - - - - Sous forme d'aérosols (présentés dans des formes ou emballages d'une contenance nette excédant 1kg) |
| | 3808.94.99.90 | - - - - - Autres formes (présentés dans des formes ou emballages d'une contenance nette excédant 1kg) |
| | 3401.20.91.00 | - - - - Savons sous forme liquide |
| | 3401.30.00.00 | - Produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, conditionnés pour la vente au détail, même contenant du savon |

Source : Le ministère du Commerce.

Bibliographie

Bibliographie

Article et Revue

- Abdmouleh R. (2021), « L'impact de la pandémie du COVID-19 sur le secteur touristique tunisien ».
- Abdmouleh R. (2021). « Les facteurs influant la motivation des touristes : cas de Sfax ». *مجلة الدراسات التجارية والاقتصادية المعاصرة*, Vol 4, N°2, p 544-558.
- Bénassy A et all. (2009), « politique économique »
- Bakari S. (2016). « L'impact des Exportations Agricoles sur la Croissance Économique en Tunisie Durant la Période 1988-2014 ».
- Barro, R. (2000), « Les facteurs de la croissance économique », Paris, Economica,
- Baudin T, David de la Croix, (2015), « la croissance économique », université Catholique de Louvain, CEBELF
- Benabdallah Y. (2006). « Croissance économique et dutch disease en Algérie ». *Les Cahiers du CREAD*, (75), 9-41.
- Benyahia S, (2019), « Le chômage en Algérie : Caractéristiques, Causes et Conséquences », *Revue de l'Ijtihad D'études Juridiques et Economiques*, Volume : 08, N°01, Numéro de série : 19, P.661-687.
- Berrah Mkh, (2019), « activité, emploi & chômage », N° 879, p 01.
- Berrouche Z, Mahdaoui H. (2020), « Impacts de la crise sanitaire due au Corona virus sur l'économie mondiale et nationale ». *مجلة العلوم الاقتصادية وعلوم التسيير*, vol. 20, no 1, p. 312-322.
- Boudia M. Fakhari F. et Zebiri N, (2020), « Les fluctuations des prix du pétrole comme enjeu principal de la crise économique internationale (état des lieux, impact sur l'économie algérienne et mesures prises par l'Algérie) », *الاقتصاد الصناعي*, khazzartech, Vol 10 n°245-2232.
- Bourioune T, (2018), « Impact D'une Politique Restrictive Des Importations Sur L'économie Algérienne », *Les Cahiers du Cread*, vol. 34 -n° 04.
- Bouyacoub B. (2020), « Analyse empirique de l'impact de la politique monétaire sur l'inflation en Algérie de 2000 à 2019 », *Les Cahiers du MECAS*, V 16, N° 2, p 13-27.

- Bouyacoub B. (2021), « Structure Financière, Economique et Croissance Economique : Analyse Empirique Appliqué au cas Algérien (2000-2019) », *مجلة البشائر الاقتصادية*, Vol. 7, n°01, pp 1154-1166.
- Charfi FM. (2016). « La politique monétaire en Tunisie en période de transition : faire face à la vulnérabilité économique et bancaire. Techniques Financières et Développement », (1), p 49-60.
- Datoussaid A., LabiadN., & Hamadi, A. « Politique économique en état de crise : quelle réponse innovante face au COVID-19 en Algérie ».
- Djoudane Z, Mahaoui K, (2019), « Les déterminants de la diversification des exportations en Algérie », *Les Cahiers du MECAS*, V° 17/ N°1.
- Douiri Y. (2020), « La Balance Commerciale Alimentaire », p 01.
- ElKadhi Z, Elsabbagh D, Frija, A., Lakoud T., Wiebelt, M., & Breisinger C. (2020). « L'impact du COVID-19 sur l'économie, le système agroalimentaire et les ménages tunisiens », (Vol. 5). *Intl Food Policy Res Inst.*
- ElloumiM. (2020) « L'agriculture tunisienne face à la COVID-19 : impacts de la crise sanitaire et perspectives pour une agriculture résiliente ». *Cah. Agric.* 29 : 35
- Gadi O, Debech I, (2021), « Impact de la crise sanitaire COVID-19 sur le marché pétrolier : Cas de l'Algérie », *Revue droit international et développement Volume9 N°01*, p 1-16.
- Gana B, (2020), « COVID-19 et évolution des importations des produits alimentaires en Algérie : Impacts et perspectives », *les cahiers du cread, Vol 36 n°3*, 209-225
- BernardG. (1975), « Méthodes et sources utilisées pour la mesure du chômage », *Economie et statistique*, n°65.
- Hedidi M, Bourezak R N. (2021), « Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les migrants », *AL TURATH Journal*. Volume 11, issue 01, P38.
- Heyer E, Timbeau X. (2020), « Évaluation De La Pandémie De COVID-19 Sur L'économie Mondiale », p 62.
- Jean-Marc Huart, (2003), « croissance et développement », Bréal, p 12.
- Kaci, S. (2020), « L'effet de la pandémie de COVID-19 sur l'activité économique en Algérie », *les cahiers du cread*, vol. 36, no 3, p. 107-130.

- Kthiri. W. (2016), « Bilan de l'évolution Du marché du travail en Tunisie : 2006-2015 », *Notes et analyses de l'ITCEQ*, Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives, N° 44.
- Ladjedel Kh. (2017), « L'impact de l'effondrement des cours du pétrole sur les grands indicateurs macroéconomiques en Algérie ». *Revue de l'économie et du développement- Laboratoire LDDL*, Médéa Numéro 08.
- Lefgoum S, (2017), « Ouverture commerciale de l'Algérie : quelles retombées en termes de diversification des exportations ? » *تسيير والعلوم التجارية واقتصادية العلوم مجلة* N° 18.
- MESBAHI. F Z, (2020), « Les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne », *Revue de l'économie financière et des affaires*, Volume3, Numéro 4, p1-14
- Meyer. H. et Rauer. M. (2018), « Entre continuité et nouveau départ Les relations tuniso-allemandes au fil du temps », HRSG
- Mouley M, Benaïssa S. (2021) « Crise des finances publiques en Tunisie et gap de financement du déficit du budget de l'Etat : Quelles marges de manœuvre de renforcement des capacités de résilience économique en 2021 ? », ITES.
- REFAFA, B., & ADOUKA, L. (2017). « L'Impact de Variation des Prix des Hydrocarbures sur la Croissance Economique en Algérie ». *Revue Algérienne d'Economie et du Management*, Vol8 n°2.
- Refafa, B., & Ramli, M. (2018). « Le Rôle des Hydrocarbures sur la Croissance Economique en Algérie ». *مجلة التمويل والاستثمار والتنمية المستدامة*, Volume 3, n°1, p 183-195.
- Refafa.B. Adouka. L. (2017), « L'impact de Variation des Prix des Hydrocarbures sur la Croissance Economique en Algérie », *Revue Algérienne d'Economie et du Management*, Vol. 08, n° : 02, pp 15-18.
- Soltani M Z. (2021), « LA PANDEMIE COVID-19 : UNE RECESSION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE », *Revue Économie, Gestion et Société Vol 1*, N°29, ISSN : 2458-6250, p 5
- Zahraoui Y et al. (2021), « État actuel, scénario et perspectives des énergies renouvelables en Algérie : un examen. » *Énergies* Vol 14, n°9.

- Ziad M, Dahou M, (2019), « Fluctuation du cours du pétrole et problématique du financement de l'économie algérienne », *المشكاة في الاقتصاد والتنمية و القانون*, Vol 4, n°1, p260-271.
- Zmerli M, (2020), « Les impacts socio-économiques, climatiques et environnementaux du COVID-19 en Tunisie en 2020 », p 1-30

Mémoire et thèse

- CHEBBIHE. PELLISSIER JP. KHECHIMI W. Rolland JP. « *Rapport de synthèse sur l'agriculture en Tunisie* » (Thèse de doctorat, CIHEAM-IAMM), 2019.
- BEAUDET A. « *Ampleur de l'impact des chocs terroristes en 2015 sur l'économie de la Tunisie* » (Doctoral dissertation, Université du Québec à Trois-Rivières), 2019.
- AOUMERN. AOUMER. « *L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur la croissance économique des pays exportateurs, Cas de l'Algérie et de la Russie* », mémoire de Master en Sciences Economiques, Option : Economie Appliquée et Ingénierie Financière, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2016-2017.
- BENHAMID K, « *Essai d'analyses de la relation entre l'assurance et la croissance économique en Algérie* », thèse de Magister, science économique, Université de Bejaia, 2014.
- KHEYARS. MENDIL, « *Les Déterminants Du Chômage En Algérie* », Université Abderrahmane Mira - Bejaia, Mémoire de Master, 2017.
- RANDRIANARIVONYN. « *Impact de la dette extérieure sur la croissance économique : cas de Madagascar* », Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Étude Supérieure Spécialisée (DESS) Option: FINANCE, UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO, 2012-2013.

Site internet

- https://fr.abcdef.wiki/wiki/Newey%E2%80%93West_estimator consulté le 10/08/2021.
- Direction des Etudes, ministère du tourisme. En ligne : <http://www.tourisme.gov.tn> , consulté le 04/06/2021.
- Fiche Repères Produit Intérieur Brut (PIB), [en ligne] <http://www.lafinancepourtous.com> , consulté le (24/04/2021
- http://www.algex.dz/export_algex/item/598-analyse-du-commerce-exterieur-algerien consulté le 13/06/2021
- <http://www.economie-finance.com/balance-commerciale> consulté le 20/05/2021

- <http://www.mdici.gov.tn/impact-economique-de-la-pandemie-du-COVID-19-sur-leconomie-tunisienne-pour-lannee-2020/> consulté le 01/08/2021
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CN> consulté le 18/08/2021
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=TN> consulté le 15/08/2021
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG> consulté le 18/08/2021.
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG> consulté le 18/08/2021.
- <https://export.agence-adocc.com/fr/fiches-pays/algerie/contexte-politique> consulté le 15/07/2021
- ¹<https://information.tv5monde.com/afrique/la-tunisie-embourbee-dans-une-crise-institutionnelle-appelle-l-aide-le-fmi-> Consulté le 25/06/2021
- <https://information.tv5monde.com/afrique/tunisie-la-pandemie-de-coronavirus-plombe-l-economie-378767> consulté le 01/08/2021
- <https://www.24hdz.com/deficit-balance-commerciale-2020/> consulté le 21/07/2021
- https://www.acte-international.com/web/aw_12901/fr/algerie-851-produits-interdits-a-l-importation consulté le 14/06/2021.
- <https://www.agenceecofin.com/agro/0507-89791-algerie-la-valeur-de-la-production-agricole-a-augmente-a-25-milliards-en-2020> consulté le 08/07/2021
- <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/102198-sante-un-cas-confirme-positif-au-coronavirus-en-algerie>, consultée le 22/08/2021
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/overview> consulté le 01/07/2021
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-october-2020> consulté le 19/08/2021.
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-october-2020> consulté le 25/06/2021
- ¹<https://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/overview> consulté le 20/08/2021
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/overview> consulté le 01/08/2021
- https://www.douane.gov.dz/IMG/pdf/rapport_comext_1er_trimestre_20_vf.pdf consulté le 20/07/2021
- <https://www.droit-travail-france.fr/assurance-chomage> consulté le 14/05/2021
- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_670567.pdf consulté le 15/05/2021
- <https://www.oecd.org/fr/presse/taux-de-chomage-de-locde-mise-a-jour-juin-2020.htm> consulté le 14/05/2021
- <https://www.pimido.com/blog/vie-etudiant/cours-economie-chomage-classique-chomage-keynesien-13-09-2017.html> consulté le 14/05/2021

- <https://www.tanitjobs.com/blog/281/Le-chomage-en%20tunisie> , consulté le 16/06/2021.
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie> consulté le 19/06/2021
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie> consulté le 15/06/2021.
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie> consulté le 14/06/2021
- <https://www.webmanagercenter.com/2021/01/12/462015/le-deficit-commercial-de-la-tunisie-sest-reduit-en-2020/> consulté le 14/08/2021
- <https://www.webmanagercenter.com/2021/01/12/462022/baisse-de-pres-de-19-des-importations-de-la-tunisie/> consulté le 14/02/2021
- <https://www.yildizoglu.fr/croissance/dos9899/HarroDom.html> consulté le 15/05/2021
- www.oeconomia.net/private/cours/croissanceendogene.pdf consulté le (16/05/2021)
- <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-th%C3%A9ories-du-ch%C3%B4mage> consulté le 14/05/2021
- <https://wp.unil.ch/bases/2013/05/la-croissance-et-le-modele-de-solow/> , consulté le 15/05/2021
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/06/08/COVID-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii> consulté le 17/08/2021
- ¹<https://www.lemanager.tn/2020/06/17/COVID-19-limpact-de-la-crise-sera-encore-plus-important-que-prevu/> consulté le 15/08/2021
- <https://www.lemanager.tn/2021/01/12/baisse-de-11-7-des-exportations-tunisiennes-en-2020/> consulté le 14/08/2021
- <https://www.algerie-eco.com/2021/01/14/balance-commerciale-de-lalgerie-un-deficit-de-plus-de-10-milliards-de-dollars-en-2020/>consulté le 20/07/2021.
- <https://www.algerie-eco.com/2021/01/14/balance-commerciale-de-lalgerie-un-deficit-de-plus-de-10-milliards-de-dollars-en-2020/> consulté le 21/07/2021
- <https://www.algerie-eco.com/2021/01/23/croissance-economique-les-principaux-leviers-que-doit-actionner-lalgerie-selon-la-banque-mondiale/> consulté le 19/07/2020.
- https://www.ledevoir.com/documents/special/20-03_covid19-carte-dynamique/index.html consulté le 16/08/2021
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/03/31/amid-recession-sub-saharan-africa-poised-for-recovery> consulté le 17/08/2021
- https://en.wikipedia.org/wiki/Whitney_K._Newey consulté le 10/08/2021.
- https://en.wikipedia.org/wiki/Kenneth_D._West consulté le 10/08/2021.
- <https://prixdubaril.com/> consulté le 20/08/2021

- Algérie Note de conjoncture Traverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles, Automne 2020, de p12 DOC
- ALGÉRIE NOTE DE CONJONCTURE, automne 2020, p14.
- Ambassade de Suisse à Alger, Rapport économique Algérie Année 2017, p.07.
- Ambassade de Suisse en en Tunisie, Rapport économique 2019, 30/06/2020,
- Banque centrale de Tunisie. (Février 2021), « Note Sur Les Evolutions Economiques Et Monétaires », p02
- Banque Centrale de Tunisia. » (Avril 2021), « NOTE SUR LES EVOLUTIONS ECONOMIQUES ET MONETAIRES », p2.
- Banque Mondiale, Tunisie : rapport de suivi de la situation économique (avril 2016).
- Banque Mondiale, Vers une croissance tirée par l'innovation, Revue des politiques de développement, Janvier 2010, N°50487, p.26.
- BCT, Rapport Annelle 2016.
- BCT, Rapport Annuelle 2017.
- BSI Economics, « l'économie tunisienne post-Révolution : l'Ambition face aux défis (1/2) », bilan économique, page 2-3.
- Département fédéral des affaires étrangères DFAE, Rapport économique Algérie (Août 2019 – Juillet 2020), confédération Suisse, P.09.
- DIEMER A, « théorie de la croissance endogène et principes de convergence », document de travail : MCF IUFM D'AUVERGNE.
- Direction des Etudes, ministère du tourisme. En ligne : <http://www.tourisme.gov.tn>, consulté le 04/06/2021.
- Groupe de la Banque Mondiale, Rapport de suivie de la situation économique en Algérie, Automne 2016, Gestion des répercussions de la chute brutale des prix du pétrole, p 01-06.
- ITES. (2020), « Crise des finances publiques en Tunisie et gap de financement du déficit du budget de l'Etat : Quelles marges de manœuvre de renforcement des capacités de résilience économique en 2021 ? », p10.
- ITES. (2020), « Vulnérabilités Du Pilotage Économique En Temps De La COVID-19 En Tunisie Et Éléments De Politiques De Réponse Et De Gestion De Sortie De Crise : Pour Un Sauvetage De L'économie Nationale À Court Terme (Horizon 2021), Réformes Économiques, p 29.

- L'ONS, Principales tendances économiques en 2019, Les comptes économiques en volume de 2016 à 2019, N°900, Aout 2020.
- La Banque africaine de développement, Vers un nouveau modèle économique pour la Tunisie, les contraintes majeures à une croissance généralisée, 2013, le gouvernement tunisien, le gouvernement des États-Unis, p 31-58
- La Banque Mondiale, rapport de suivi de la situation économique (Octobre 2020),
- Mr DIEMER, « Les moteurs de la croissance », ECONOMIE GENERALE, partie 3 chapitre 11, ECONOMIE – GESTION, IUFM AUVERGNE
- Mr DIEMER, la croissance économique, ECONOMIE GENERALE, partie 2 chapitre 4, ECONOMIE – GESTION, IUFM AUVERGNE
- Office National du Tourisme Tunisien, Rapport Annuel 2019, p. 09-21.
- Organisation mondiale du commerce, Rapport Sur Le Commerce Mondial 2004, p 96.
- Plateforme audiécofi, (2017), « L'impact du taux de change sur la balance commerciale ou la courbe en J », *formation elearning et visio*, DOC
- Projet BaSES, apprentissage des notions de base en sciences économiques et sociales, La croissance et le modèle de Solow, DOC

Autres

- BanderierG, beginCH, BernardY, balance commercial, Dictionnaire économique et financier, Edition du SEUIL, 1975
- La Toupie, “Toupictionnaire”, le dictionnaire de politique, définition du chômage.

Liste des illustrations

Liste des figures

Figure N°1 : Schéma représentatif des effets des mesures sanitaires sur l'économie

Liste des tableaux

Tableau N°01 : Evolution du taux de chômage en Algérie de 2015 à 2019

Tableau N°02 : Evolution des importations algériennes de 2015 à 2019

Tableau N°03 : Evolution de la balance commerciale algérienne de 2015 à 2019

Tableau N°04 : Evolution de la croissance du PIB en Tunisie de 2015 à 2019

Tableau N°5: Evolution du taux de chômage en Tunisie de 2015 à 2019

Tableau N°06: Evolution des exportations tunisiennes de 2015 à 2019.

Tableau N°07 : Evolution des importations tunisiennes de 2015 à 2019.

Tableau N°08 : Evolution de la balance commerciale tunisienne de 2015 à 2019

Tableau N°09 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (1)

Tableau N°10 : Résultat de la réestimation du modèle (1)

Tableau N°11 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (2)

Tableau N°12 : Résultat de la réestimation du modèle (2)

Tableau N°13 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (3)

Tableau N°14 : Résultat de la réestimation du modèle (3)

Tableau N°15 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (4)

Tableau N°16 : Résultat de la réestimation du modèle (4)

Tableau N°17 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (5)

Tableau N°18 : Résultat de la réestimation du modèle (5)

Tableau N°19 : Résultat d'estimation du modèle (6)

Tableau N°20 : Les tests sur les résidus d'estimation du modèle (6)

Liste des graphiques

Graphe N°01 : Evolution de la croissance du PIB en Algérie de 2015 à 2019

Graphe N°02 : Evolution des exportations algériennes de 2015 à 2019

Graphe N°03 : Evolution du taux de chômage en Tunisie selon le genre en 2020.

Table des matières

Tables des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| <i>Introduction générale</i> | <i>1</i> |
| CHAPITRE I Généralités sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale | 4 |
| Section 1 : la croissance économique | 4 |
| 1.1 La théorie sur la croissance économique | 4 |
| 1.2 Les facteurs explicatifs de la croissance économique | 6 |
| 1.2.1 Le capital | 6 |
| 1.2.2 Le capital humain (travail) | 7 |
| 1.2.3 Le progrès technique | 7 |
| 1.2.4 Le capital public | 7 |
| 1.3 Les indicateurs de mesures de la croissance économique | 7 |
| 1.3.1 Le produit Intérieur Brut (PIB) | 7 |
| 1.3.2 Produit national brut (PNB) | 8 |
| 1.3.3 La parité de pouvoir d'achat (PPA) | 8 |
| 1.4 Limites de la croissance économique | 8 |
| Section 2 : Le chômage | 9 |
| 2.1 Les théories sur le chômage | 9 |
| 2.2 Les différents types du chômage | 10 |
| 2.2.1 Le chômage conjoncturel ou « cyclique » | 10 |
| 2.2.2 Le chômage naturel « frictionnel » | 10 |
| 2.2.3 Le chômage structurel | 11 |
| 2.2.4 Le chômage saisonnier | 11 |
| 2.2.5. Le chômage technique ou partiel | 11 |
| 2.3 Le chômage dans le monde | 11 |
| Section 3 : La balance commerciale | 12 |
| 3.1 La structure des échanges | 12 |
| 3.1.1 Les importations | 12 |

| | |
|---|-----------|
| 3.1.2 Les exportations..... | 13 |
| 3.2 Evaluation du solde commercial | 13 |
| <i>CHAPITRE II : La situation des agrégats macroéconomiques avant la crise de la COVID-19 ; en Algérie et en Tunisie</i> | <i>15</i> |
| Section 1 : La situation économique en Algérie | 15 |
| 1.1 Evolution de la croissance du PIB sur la période de 2015 à 2019 | 16 |
| 1.2 L'évolution du chômage..... | 19 |
| 1.3 La situation de la balance commerciale | 21 |
| 1.3.1 Evolution des exportations | 21 |
| 1.3.2 Evolution des importations..... | 23 |
| 1.3.3 Evolution de la balance commerciale..... | 25 |
| Section 2 : La situation économique en Tunisie | 26 |
| 2.1 La croissance économique tunisienne..... | 27 |
| 2.2 Evolution du taux de chômage en Tunisie | 29 |
| 2.3 La balance commerciale..... | 31 |
| 2.3.1 Evolution des exportations | 32 |
| 2.3.2 Evolutions des importations de 2015 à 2019..... | 33 |
| 2.3.3 Evolution de la balance commerciale tunisienne de 2015 à 2019.... | 34 |
| <i>Chapitre III: Essai d'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur la croissance économique, le chômage et la balance commerciale ; en Algérie et en Tunisie</i> | <i>36</i> |
| Section 01 : La situation mondiale face au COVID-19 | 37 |
| Section 02 : L'Algérie face au COVID-19 | 40 |
| 2.1 Impact de la crise sanitaire sur la croissance économique algérienne . | 40 |
| 2.2 Impact de la crise sanitaire sur le chômage algérien | 41 |
| 2.3 Impact de la crise sanitaire sur la balance commerciale algérienne..... | 42 |
| 2.3.1 Impact de la crise sanitaire sur les exportations algériennes | 42 |
| 2.3.2 Impact de la crise sanitaire sur les importations de l'Algérie..... | 43 |
| Section 03 : La Tunisie face au COVID-19 | 44 |
| 3.1 Impact de la crise sanitaire sur la croissance économique tunisienne.. | 44 |
| 3.2 La persistance du chômage tunisien face au COVID-19..... | 46 |
| 3.3 Impact de la crise sanitaire sur la balance commerciale Tunisienne ... | 47 |
| 3.3.1 Impact de la crise sanitaire sur les exportations Tunisiennes | 49 |
| 3.3.2 Impact de la crise sanitaire sur les importations Tunisiennes | 49 |

| | |
|---|-----------|
| Chapitre IV: Analyse empirique de l'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques : Cas de l'Algérie et de la Tunisie..... | 37 |
| Section 1 : Méthodologie de travail | 52 |
| Section 2 : Analyse empirique pour le cas de l'Algérie..... | 53 |
| 2.1 Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur la croissance économique en Algérie..... | 53 |
| 2.2 Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur le chômage en Algérie | 56 |
| 2.3 Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur la balance commerciale en Algérie | 58 |
| Section 3 : analyse empirique pour le cas de la Tunisie..... | 61 |
| 3.1. Estimation et analyse de l'impact de la COVID sur la croissance économique tunisienne | 61 |
| 3.2 Estimation et analyse de l'impact de la Covid sur le chômage..... | 64 |
| 3.3 Estimation et analyse de l'impact de la Covid sur la balance commerciale tunisienne..... | 66 |
| Conclusion générale | 72 |
| Annexes | |
| Bibliographie | |
| Liste des illustrations | |

Résumé :

Le COVID-19, est venue bouleverser le monde, en engendrant une crise sanitaire et économique, cette dernière est caractérisée par un choc négatif d'offre et de demande qui sont venue fragiliser la structure macroéconomique de plusieurs pays.

L'Algérie et la Tunisie ne furent pas épargné par le virus, c'est pour cela que nous allons voir dans ce mémoire, l'impact ressentie par ses deux pays sur les trois agrégats macroéconomiques suivant : la croissance économique, le chômage, et la balance commerciale.

Mots-clés :

COVID-19, coronavirus, chômage, croissance, balance commerciale, Algérie, Tunisie.

Abstract:

COVID-19 has shaken the world, causing a health and economic crisis, the latter is characterized by a negative shock of supply and demand which has weakened the macroeconomic structure of several countries.

Algeria and Tunisia were not spared by the virus, which is why we will see in this brief, the impact felt by its two countries on the following three macroeconomic aggregates: economic growth, unemployment, and the trade balance.

Key words:

COVID-19, coronavirus, unemployment, growth, trade balance, Algeria, Tunisia.

الملخص:

هز كوفيد-19 العالم، مما تسبب في أزمة صحية واقتصادية، تتميز الأخيرة بصدمة سلبية في العرض والطلب أضعفت هيكل الاقتصاد الكلي في العديد من البلدان.

لم تسلم الجزائر وتونس من الفيروس، ولهذا سنرى في هذا الموجز التأثير الذي يشعر به بلديهما على مجاميع الاقتصاد الكلي الثلاثة التالية: النمو الاقتصادي، البطالة، والميزان التجاري.

الكلمات المفتاحية :

كوفيد-19، فيروس كورونا، بطالة، نمو، الميزان التجاري، الجزائر، تونس.